

332.56

S146c

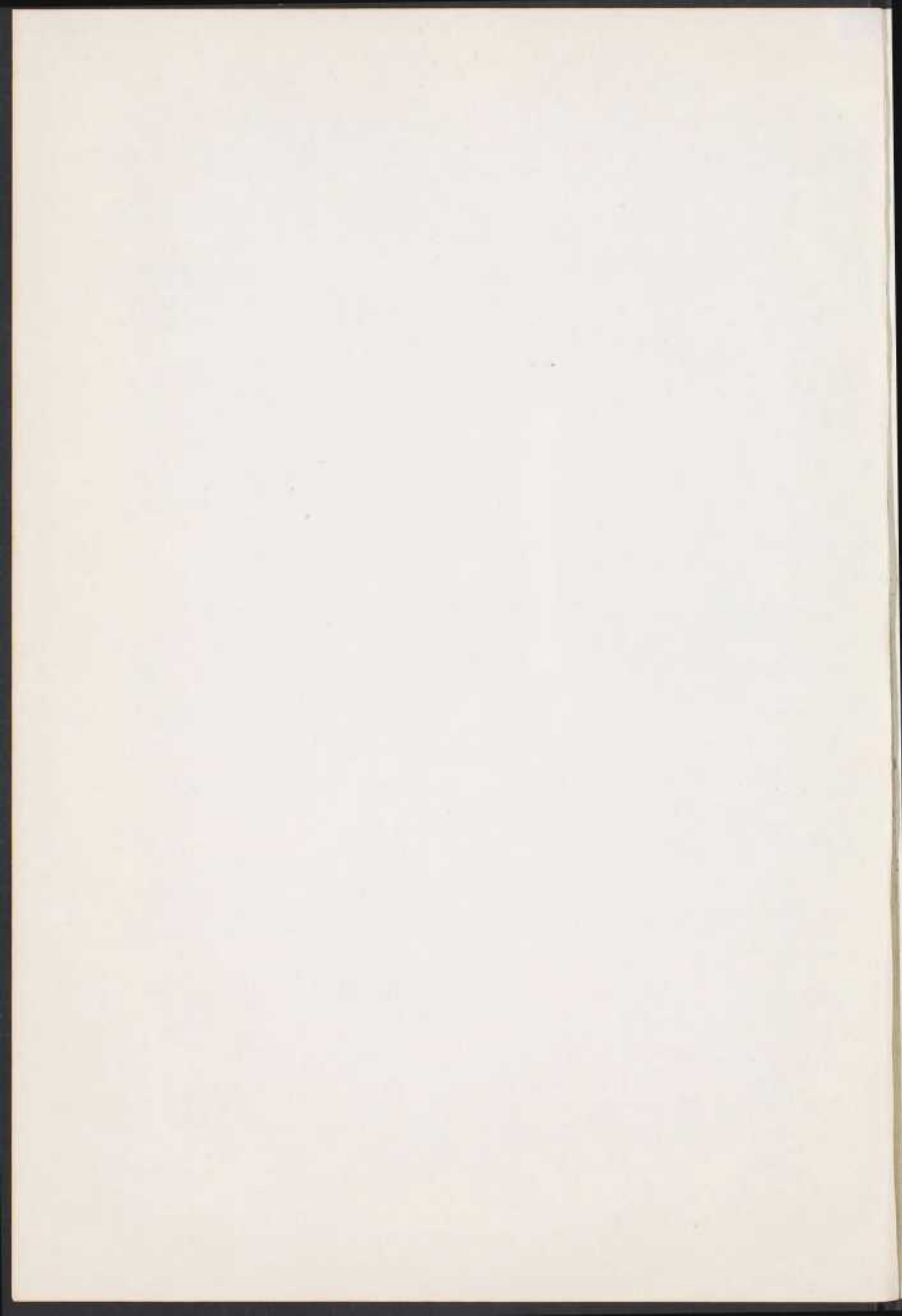
1939

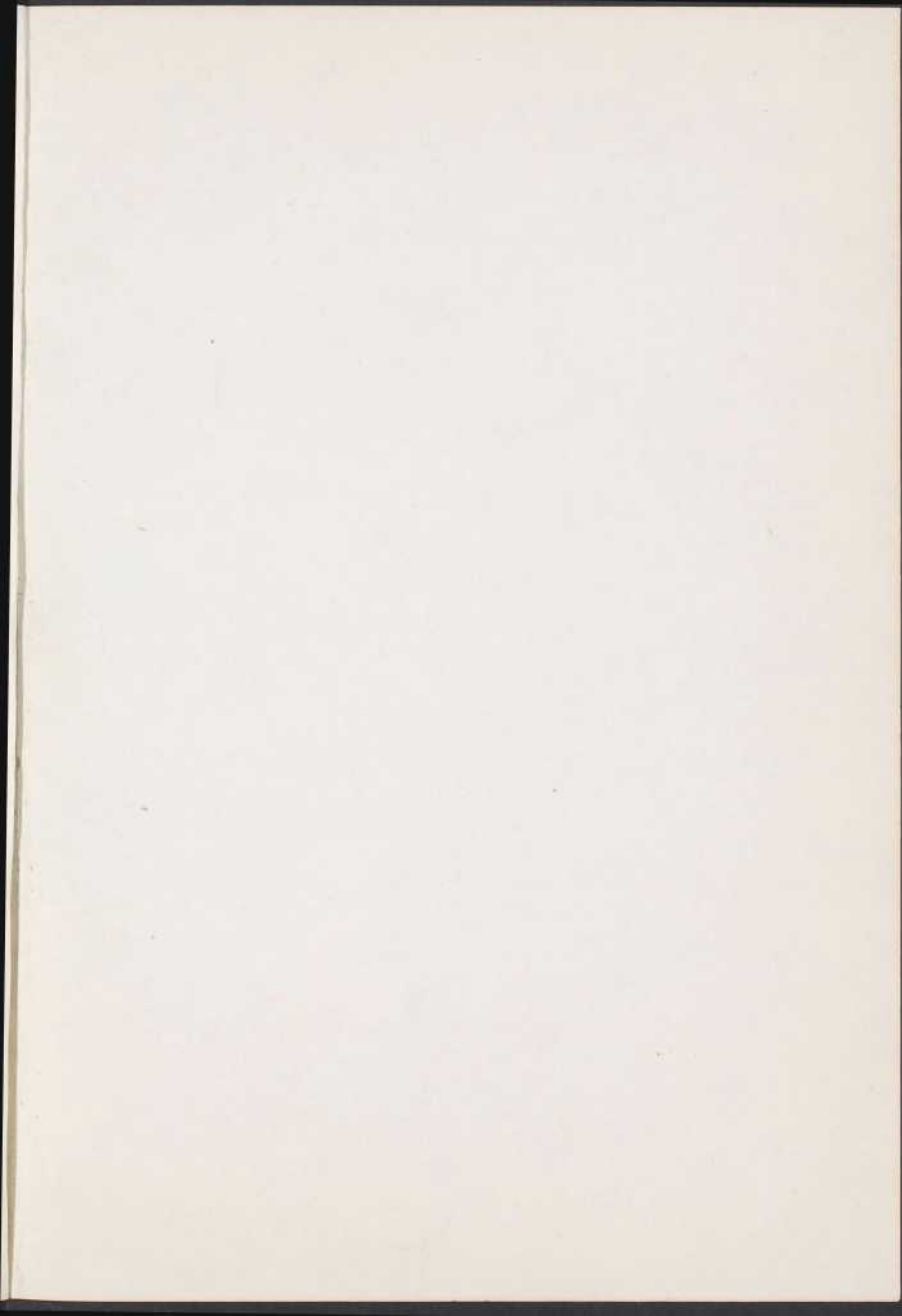


Bibliothèque Nationale du Québec

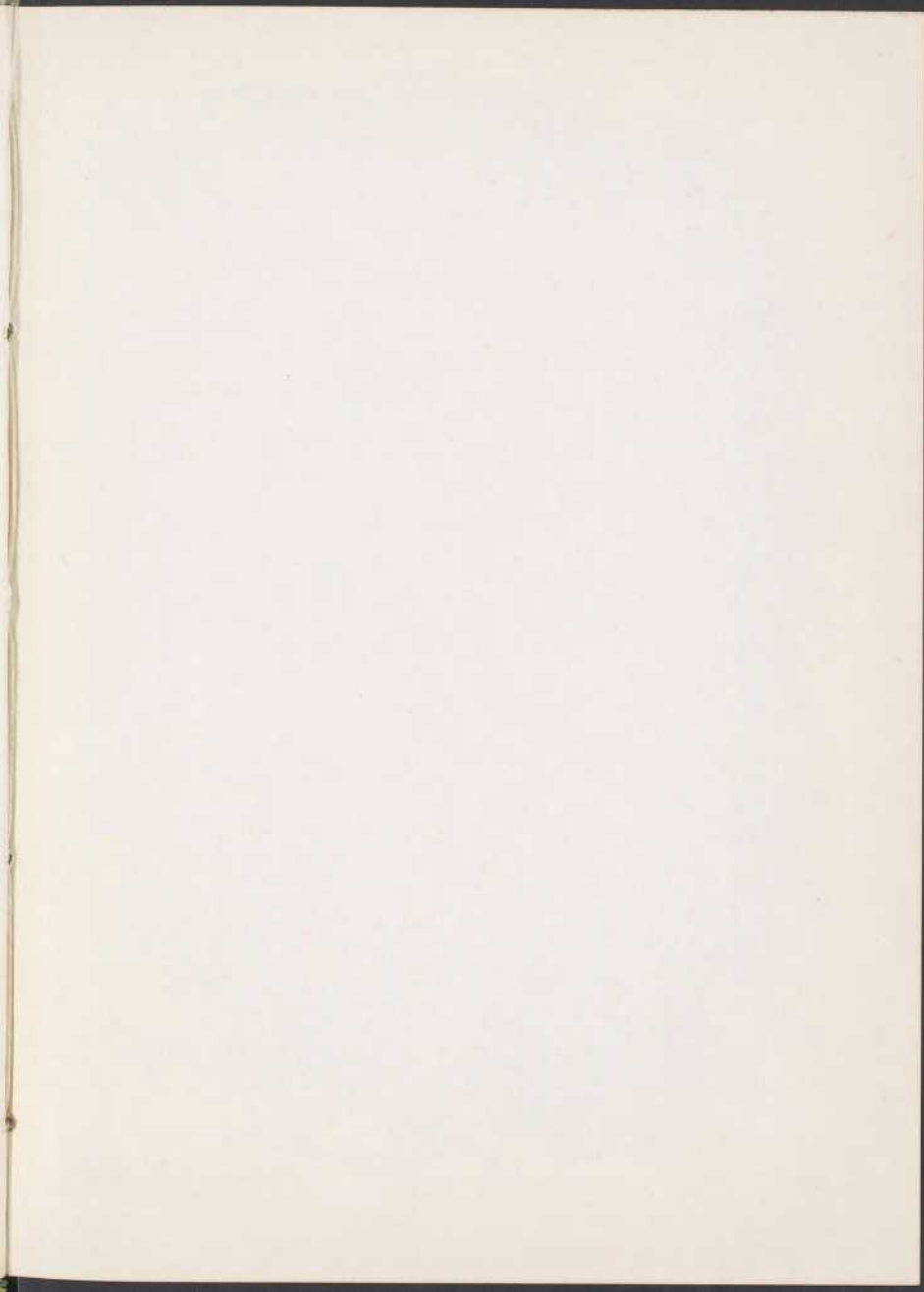
S

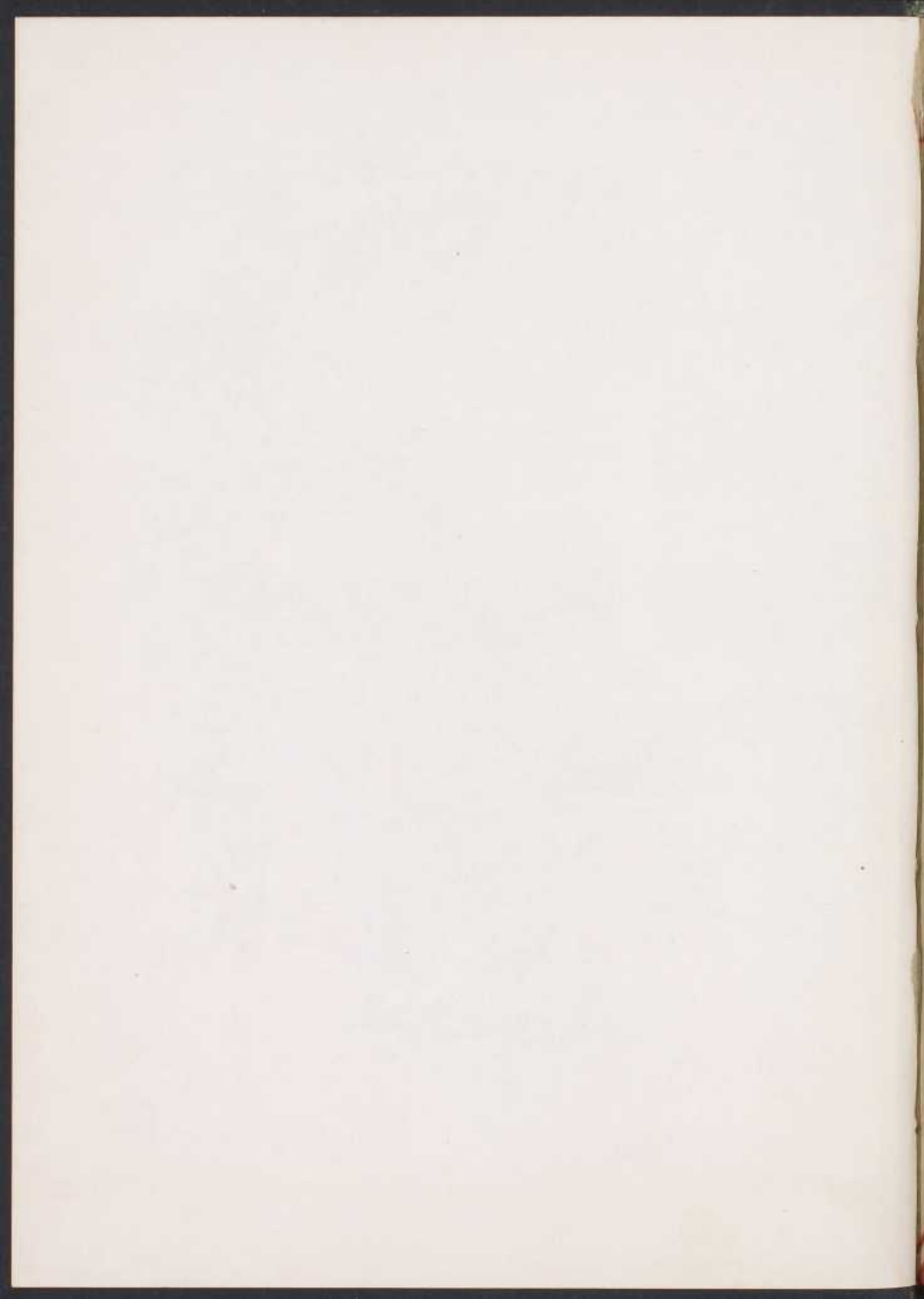












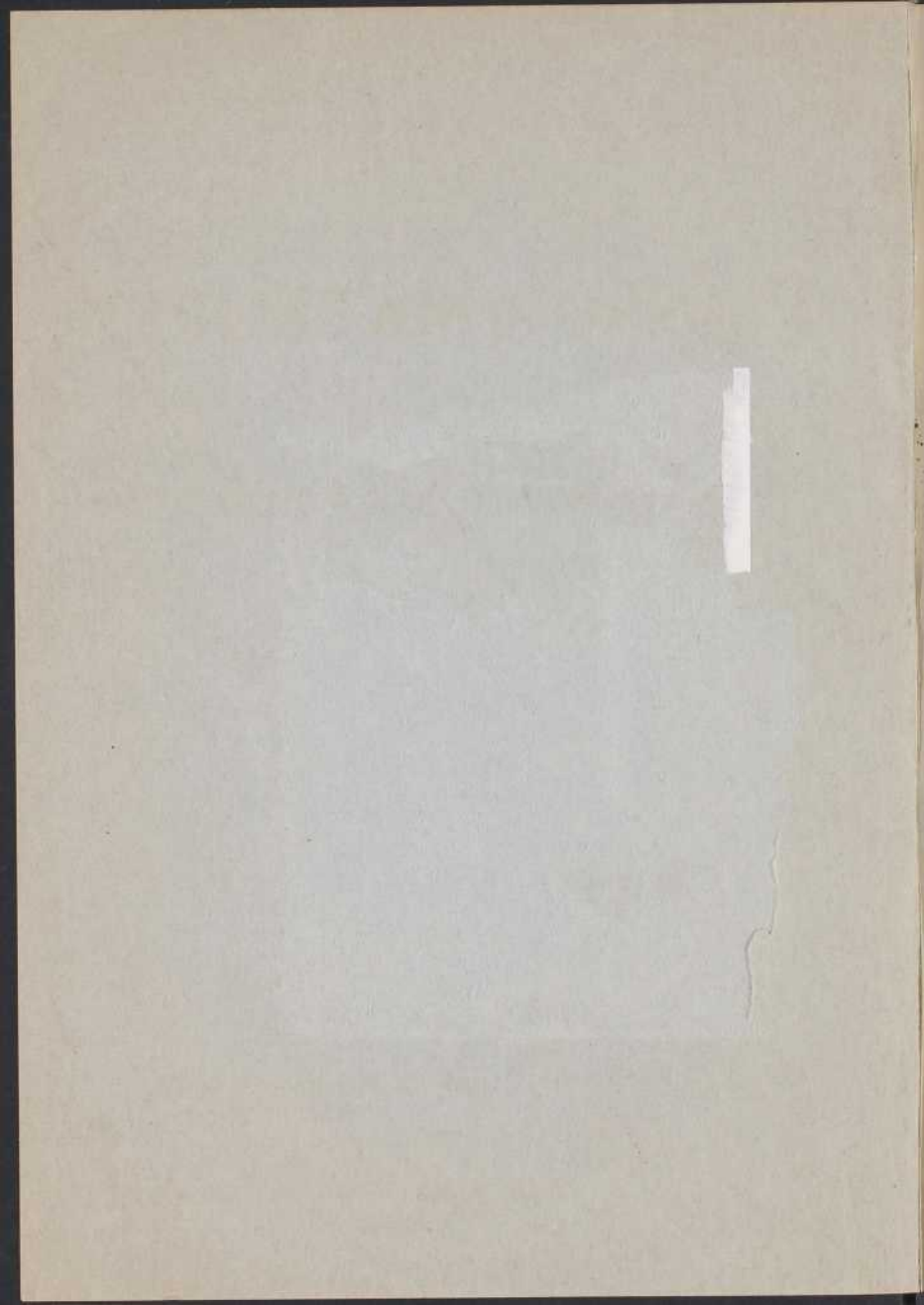
FRANKENSTEIN

ou

CONSOMMATEURS!

par
A.-SAINT-MARTIN

Publié par
la Ligue des "Consommateurs",
1021 rue Sanguinet,
MONTREAL



from the author

CONSOMMATEURS!

par

A.-SAINT-MARTIN

*from the compliments
of the author
A. Saint-Martin*



H G
359
C352



Publié par LA LIGUE DES CONSOMMATEURS,

1021 rue Sanguinet,

MONTREAL

LIBRARY
MONTREAL
SANS SUFCE

HG
355
\$35
1939

□

Tous droits réservés, Canada, 1939

□

BIBLIOTHÈQUE
109-112-THAS

CHAPITRE I

DEFINITIONS

Que de fois des gens de bonne foi ont des discussions oiseuses pour finir par ne jamais se comprendre ; parce que chacun d'eux n'attribue pas la même signification aux termes qu'ils emploient. Pour éviter tout malentendu et être bien compris, nous allons commencer par expliquer clairement le sens que nous donnons à certaines expressions ; si ces mots ont plusieurs significations, nous entendons accepter, entr'elles, celles que nous exposons ici.

Association (Incorporée) — Par là, nous entendons toute co-opérative, club, association, organisation, institution, corporation, société, compagnie, tout corps incorporé, enfin tout "Corporation Soul". Ce groupement n'a pas d'existence matérielle ; c'est un être spirituel impalpable, invisible, créé par une fiction de la loi et dont les traits caractéristiques sont l'irresponsabilité individuelle des membres et la perpétuité du corps spirituel ; car, pendant que chacun de ses membres disparaît, l'être constitué reste.

Commun déterminateur, étalon, standard : Conception conventionnelle sur un mot, une chose non existante, mais stable; le mètre, le gramme, le litre, le pied-de-roi, le gallon, sont autant de communs déterminateurs, étalons ou standards. Il est important d'insister sur "ir-réel", car beaucoup de gens croient qu'un litre en argent contient beaucoup plus de liquide qu'un litre en ferblanc, ou qu'un dollar en or est à un prix plus élevé qu'un dollar en cuivre, en argent ou en papier; qu'importe au moyen de quelle matière opère l'étalon, standard ou commun dénominateur, ces derniers demeurent toujours un simple chiffre algébrique, abstrait, conventionnel, pour déterminer les rapports d'étendue, d'altitude, de prix, de volume, entre les divers objets.

Contrôle — Le dictionnaire Webster dit, 4° définition : "Exercer une influence restricti-ve ou de direction sur quelqu'un ou quelque chose; dominer, régler, partant empêcher "d'agir; mâter, soumettre "overpower"."

Le dictionnaire Larousse, après avoir donné nombre de significations à ce mot, ajoute : "Rem. On donne parfois à ce verbe le sens d'être "maître de, gouverner, diriger. "Le territoire "contrôlé par le maréchal Tchang-Tso-Lin". "C'est un anglicisme". Parfait, nous entendons, quand même, nous en servir dans ce sens-là; car, nous ne connaissons pas de mot français maté-

realisant notre pensée et nous voulons être compris. Et pour être mieux compris nous allons le mettre en conjonction avec le mot : Propriété.

Propriété : Art. 406 du Code Civil : **“La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements”**.

C'est toujours un sujet d'étonnement pour nous qu'il se soit dépensé tant de salive et d'encre pour attaquer ou défendre ce principe de la propriété. Il a toujours été illusoire d'abord, et aujourd'hui, par suite de l'évolution économique, il est devenu infime et désuet. Il est remplacé par **“contrôle”**.

En Amérique du Nord, 90% des richesses sont détenues par des compagnies à fonds social. Chaque porteur d'actions n'est propriétaire d'aucun objet en particulier composant l'avoir de l'association, mais exerce un contrôle sur la compagnie, en proportion des actions dont il est le porteur.

Comment, moi qui n'ai que deux mains, puis-je être effectivement en possession de 1,000 barils de pommes? Il me faut, soit les déposer dans un local dont j'aurai **“le contrôle”**, ou en confier la garde à quelqu'un sous **“mon contrôle”**.

Quand, à Delhi, la reine Victoria a été proclamée Impératrice des Indes, elle est devenue,

ès qualité, propriétaire de tout le sol; est-ce à dire qu'elle l'occupait, le cultivait, l'exploitait, en avait la jouissance et occupation? Mais non, elle en a eu le "contrôle", grâce auquel elle pouvait empêcher quiconque d'en avoir la possession et l'usage, à moins qu'on ne lui paie tant.

Tous les détenteurs du sol y sont des locataires payant une partie de la récolte comme loyer.

Comment un individu peut-il prétendre être en possession et jouissance d'un immeuble en pays étranger, où il n'a jamais mis les pieds? Mais il en a le "contrôle"; nul ne peut l'occuper ou en jouir sans sa permission.

Les quelques particuliers qui se gonflent du titre de propriétaire oublient que l'Etat contrôle leur petite motte de terre; qu'il peut les exproprier, et que, d'ailleurs, ils ne sont que locataires payant loyer sous la forme de taxes foncières. Bref, ils détiennent si peu, comparé à la somme totale des richesses, que cela ne vaut pas la peine d'en parler.

Crédit — Conviction dans la vérité ou réalité de quelque chose; croyance, foi, confiance.

On voit que l'on est ici dans le domaine de l'abstrait absolu; c'est pour ainsi dire, un état d'âme; seulement cette pure abstraction s'est, dans les temps modernes, en quelque sorte, matérialisée, lorsqu'elle s'est exprimée par des écrits, et l'on a vu naître le papier-crédit. Ainsi,

le papier-monnaie numéraire ou billet-de-banque, est un papier-crédit. C'est une simple promesse de payer à demande. Si vous demandez l'exécution de la promesse on vous remet un autre papier semblable au premier. Comme chacun l'accepte et le met en circulation, ce papier-crédit devient de la monnaie ou du numéraire.

Les chèques et traites sont autant de papiers-crédits qui, lorsqu'ils sont escomptés à la banque ou acceptés en paiement par des tiers, sont autant de monnaies. Les parts ou actions de compagnies, transportés en paiement ou déposés en garantie à la banque, deviennent des papiers-crédits, ou monnaie. Il en est de même des débentures municipales, provinciales, départementales, fédérales, municipales, des compagnies commerciales, industrielles, financières, qui, étant autant de promesses ou papiers-crédits deviennent de la monnaie, dès qu'elles sont transportées et acceptées en paiement ou en garantie.

On voit que, par sa nature même, le crédit ne peut jamais être personnel, mais est un apanage social. Un ermite ne peut pas avoir de crédit. S'il arrive qu'un crédit est alloué par une personne à une autre, le prêteur compte sur la possibilité du prêteur de produire de quoi vendre à la société pour effectuer le remboursement du prêt.

Economie — Art de la production et de la répartition de la richesse. S'il s'agit des affaires de la famille, c'est l'économie familiale; pour celles d'une nation, l'économie nationale; et celle de toutes les nations, l'économie politique. Dans tous les cas le mérite de l'économie est établie par ses fruits. Si la répartition est faite de telle façon que l'écart entre le moins favorisé et le plus favorisé soit minime, le régime économique est supérieur; mais, plus l'écart entre le plus pauvre et le plus riche est élevé plus le régime est vicieux.

Richesse — La somme totale des utilités produites par l'énergie pour les besoins ou agréments des hommes.

Capital — Cette partie de la richesse mise à part, destinée, affectée à rapporter des petits, sous forme d'intérêt, de commissions, de rentes, de loyer, de profit, de dividendes.

Extraterritorialité — Immunité de droit public qui exempte certaines personnes du pouvoir de juridiction de l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvent. Ces personnes sont, en quelque sorte, censées n'avoir pas quitté le territoire de l'Etat dont elles dépendent.

Frankenstein — Le roman de Mlle Shelly nous raconte qu'un étudiant en physiologie du nom de Frankenstein, se servant de matériel provenant en grande partie du cimetière et de la salle de dissection, aurait confectionné un être

et lui aurait infusé une certaine forme de vie. Exaspéré, parce qu'il ne pouvait pas satisfaire ses aspirations comme être humain, le monstre aurait commis les crimes les plus atroces, et surtout, aurait exercé la plus terrible vengeance contre l'auteur de ses jours.

Quoique le mot Frankenstein ne soit pas le nom du monstre, mais bien celui de son créateur, cependant, ce mot est employé pour désigner une oeuvre qui martyrise son propre auteur.

Une vue animée désigne ce monstre sous le nom de Frankenstein. Le monstre y brise ses chaînes et massacre tout et tous.

Monnaie — Larousse, 7 pages, avec une cinquantaine de significations, quand employé soit seul soit accompagné d'un autre mot.

La plupart de ces significations se rapportent au passé pour ne pas dire à l'antiquité.

Nous n'acceptons aucune de ces significations.

D'où l'on voit la nécessité de s'entendre parfaitement sur la portée des termes employés. Ce qu'était "moneta", ou la monnaie d'autrefois, ne nous intéresse pas; c'est ce qu'elle est aujourd'hui et surtout, quant à nous, c'est ce que nous considérons qu'elle est.

Quand nous nous servons du mot monnaie nous entendons :

(a) Un chiffre, lettre, emblème, hiéroglyphe, dessin, gravure, peinture ;

(b) Ecrit, dessiné, peinturé, gravé, sculpté, imprimé, photographié ;

(c) Sur n'importe quoi : cuir, parchemin, cartes à jouer, papier, carton, morceau de papier-mâché, de lait comprimé, de nickel, d'aluminium, de cuivre, de bronze, d'argent, de plomb, de fer, d'or, de gutta-percha ;

(d) Dont deux ou plusieurs personnes se servent pour faciliter les échanges.

Quand ces quatre conditions se rencontrent c'est ce que nous entendons par monnaie.

Numéraire — Larousse : "Qui sert à compter, ou se dit de la valeur légale des espèces-monnaies, ou signal dans la marine, ou argent "monnayé", enfin voir Monnaie.

Voilà où nous en sommes avec ces multiples significations données à un même mot. D'après Larousse, numéraire et monnaie sont synonymes. Eh, bien, non, nous allons dire ce que nous entendons, nous, par numéraire, et alors nous pourrions nous comprendre.

Numéraire — (a) Infime partie de la monnaie (b) portant effigie de l'Etat, ou d'une banque autorisée par l'Etat, (c) et dont on se sert pour les petites transactions quotidiennes.

Quand ces trois conditions se rencontrent c'est du numéraire. Nous disons infime, car il y a de par le monde des milliers de dollars de mon-

naie, pour un dollar de numéraire. Le numéraire n'est que l'argent de poche, ce que les Anglais appellent "chicken feed". On s'en sert à tout moment pour payer les salaires ou les services rendus, payer une consommation aux amis, s'acheter une chemise ou un chapeau, payer les billets de tramways, de chars ou de bateaux, les entrées au théâtre ou au cinéma, les pourboires, enfin les mille et une bagatelles que l'on est appelé à payer quotidiennement dans la vie moderne.

Dès qu'il s'agit de paiements plus élevés, tels le compte courant de l'épicier, du boucher, ou l'achat de marchandises, de suite on a recours à la monnaie (papiers-crédits) sous forme de chèque. Se fait-on à l'idée d'un individu qui, voulant se libérer d'une obligation de mille dollars ou payer le prix l'un immeuble de dix mille dollars, se présenterait avec une pochetée de sous, de dix sous, ou même de billets de une piastre ou plus. Cela ne se fait pas. Aussi, on voit que le numéraire au Canada n'est que de vingt-cinq dollars environ par personne; sur ce montant quinze dollars restent immobilisés en dépôt dans les banques qui ne les utilisent jamais, les conservant pour faire face aux éventualités. Il reste donc environ dix dollars par tête, en moyenne, de numéraire dans les goussets.

Oligarchie — Ce mot désigne (a) un groupe, (b) peu nombreux, (c) qui se nomme lui-même, (d) qui s'empare du pouvoir et (e) l'exerce par l'entremise d'une hiérarchie.

Quant à la dernière caractéristique, il est évident que si la pincée de gens qui s'empare du pouvoir était seule, elle ne se maintiendrait pas longtemps, il lui faut du support, par des partisans qui acceptent la direction supérieure de l'oligarchie.

Quelques exemples d'oligarchie.

La Fédération Américaine du Travail : Il y a une cinquantaine d'années, 17 individus obtinrent une charte corporative pour faire affaires sous le nom de Fédération Américaine du Travail; ces 17 seuls font partie de la Fédération, ce sont eux seuls qui élisent le président et désignent leurs successeurs. Ce groupe retient un groupe d'organiseurs d'états ou de provinces, sous les ordres des 17. Ces derniers nomment des organisateurs de district qu'ils contrôlent; les organisateurs de district nomment des organisateurs locaux qui obéissent aux organisateurs de district. Tous ces échelons d'organiseurs sont payés par le groupe des 17, ils suivent la directive du Comité Exécutif. Quant aux membres des unions, ils n'ont qu'à obéir . . . et payer.

Autre exemple de l'oligarchie la plus ancienne et la plus parfaite — La Curie de l'Eglise

Romaine. Ici, les cardinaux désignent les personnes qui font partie du Comité Exécutif ; la Curie des cardinaux nomme des directeurs ou organisateurs d'états ou de provinces nommés archevêques ; ces derniers nomment des directeurs ou organisateurs de district, nommés évêques ; lesquels, à leur tour, nomment des organisateurs ou administrateurs de paroisses, nommés curés.

Autres exemples : Staline, Mussolini, Hitler, Dolfuss, Horthy, Pilsudski.

Dans tous ces cas-là, on voit que tous ont été choisis par les membres du comité exécutif de leur organisation respective, si ces secrétaires, ou Duce, ou Fuhrer, ou Dictateur étaient laissés à eux-mêmes, ils ne se maintiendraient pas longtemps ; mais il y a un groupe qui constitue le Komintern, ou Comité Central, ou Grand Conseil ; cet échelon supérieur, contrôle un autre échelon d'officiers exécutifs ou organisateurs ; lesquels ont sous eux un autre échelon d'officiers ou organisateurs subalternes. (1)

Prisonnier — Celui dont le corps est maintenu de force à un endroit déterminé, mais dont l'esprit peut cependant être libre.

(1) N. B. — Prière de ne pas considérer ces exemples comme une expression d'approbation ou de désapprobation de l'A. F. L., de la Curie Romaine, de Staline, de Mussolini, de Hitler, de Horthy, de Pilsudski ; c'est simplement, pour faire comprendre, en multipliant les exemples dans différentes sphères, ce qu'est une oligarchie ; savoir : une pincée de personnes, se nommant elles-mêmes, et dirigeant une hiérarchie qui obéit, pour quelque motif que ce soit.

Esclave ou état de servitude — Celui dont la mentalité est formée, éduquée, contaminée, suggestionnée au point de consentir à se soumettre à . . . Ex : Le vieux Tom, dans *Uncle Tom's Cabin*. Quand son maître Sinclair lui annonce qu'il est heureux de lui rendre enfin la liberté, le vieux répond en pleurant : "Mon, li maître, li me l'aime pas, quoi moi va li faire avec mon la liberté." L'état de servitude du travailleur : "Que ferions-nous si nous n'avions pas de patrons pour nous faire vivre", mentalité de servitude qui lui fait consentir à faire vivre son patron, et est tellement enseigné, éduqué, opiumé, suggestionné, hypnotisé, qu'il croit que c'est son patron qui le fait vivre.

Production — Toute opération à compter du moment où le travailleur franchit le seuil de son gîte pour aller produire la matière première (don de la nature) jusqu'à celui où le produit est dans la bouche du consommateur, s'il s'agit de victuailles, ou le charbon brûle dans la fournaise, s'il s'agit de combustible. Afin d'éviter des dissertations au sujet de matière brute, manutention, transport mi-manufacturé, emballage, livraison, nous disons que tout ce qui n'est pas prêt à consommer, n'est qu'en voie de production.

★ ★ ★

Peut-être croira-t-on que ces définitions sont de peu d'utilité. Nous croyons qu'elles sont

nécessaires. Avec l'évolution, les choses se modifient au point de devenir tout autre qu'elles étaient; et, cependant, le nom pour les désigner demeure le même. Tel le mot "guerre". Jadis, qu'est-ce que ce mot présentait à notre esprit? Deux champions empanachés, accompagnés d'hommes vaillants, capables et courageux. Chaque brave devait faire face à un autre brave; lance contre lance, massue contre massue. Et le camp des guerriers les plus forts, ou les plus habiles, ou les plus compétents, remportait la victoire; il y avait là quelque chose de loyal, un esprit chevaleresque, on pouvait dire que c'était des héros.

Et qu'est-ce que la guerre maintenant. Un individu, confortablement installé dans un aéroplane, passe à des milliers de pieds de hauteur et, tout en riant, comme le jeune Mussolini, qui trouvait cela si drôle, il laisse tomber des bombes asphyxiantes, explosives ou brûlantes qui mutilent et tuent d'innombrables victimes, hommes, femmes et enfants. La chose a changé et, cependant, on l'appelle encore : "guerre".

CHAPITRE II

LES BANQUES

La banque est une institution :

(a) Pour créer du numéraire;

(b) Pour créer de la monnaie scripturale ou de chèque;

(c) Faisant commerce de crédits, prêtant et empruntant;

(d) Pour fins de profit, au moyen de l'intérêt.

Sur les points "c" et "d" tout le monde est assez d'accord; ce sont les points "a" et "b" qu'il faut prouver.

PREUVES

(1) Quant au numéraire.

Il y a 20 ans, dans un cours d'économie politique, donné au Labor College, traitant de ce sujet nous disions : "Quand les échanges devinrent plus fréquents et plus compliqués, les hommes comprirent qu'il leur fallait un numéraire toujours de moins en moins volumineux, de

“plus en plus facilement transportable et le
“moins exposé à être enlevé en route, et même à
“domicile. Le fer servit très longtemps de numé-
“raire, on le supplanta par le cuivre, le bronze,
“l’argent, toujours vers le plus portatif. Puis
“vint l’or, qui a été maintenant supplanté par le
“papier, toujours parce que plus portatif.

“A un moment donné, des marchands de
“Hollande, paraît-il, suggérèrent de déposer leur
“or, poudre ou lingot, chez l’un d’eux, probable-
“ment un orfèvre, parce que, pour les fins de son
“commerce, il avait un coffre-fort, comme se-
“crétaire de l’association et d’obtenir de ce der-
“nier un “certificat de dépôt” pour tant d’onces
“ou tant de numéraire en or et convinrent d’ac-
“cepter tels certificats, entre eux, pour effec-
“tuer leurs échanges, reconnaissant ainsi ce cer-
“tificat comme authentique.

“Bientôt d’autres marchands acceptèrent
“ces certificats de dépôt comme authentiques,
“s’en servirent pour effectuer leurs échanges;
“et c’est ainsi que se fonda ce que l’on peut ap-
“peler la première banque.

“Afin de réglementer cette espèce de ban-
“que — probablement aussi pour en tirer béné-
“fices — les gouvernements respectifs des pays,
“édictèrent que pour être authentiques, les cer-
“tificats devaient porter l’effigie du roi, du kai-
“ser ou du tsar, de la république, du marquis, du
“duc, du baron, selon le cas.

“On remarquera qu'à l'origine ces certificats attestaient le dépôt d'une quantité d'or effectivement déposée.

“Mais les potentats, qui avaient partout triché sur la qualité, la pureté et le poids des pièces qu'ils avaient frappé, comprirent bientôt quels avantages ils pourraient tirer de l'émission de ces certificats de dépôt, et ne se gênèrent nullement d'imprimer des certificats de dépôt, même quand il n'y avait pas de dépôt, ou de les majorer, selon leur pratique universelle.

“Quand l'Etat voulait acheter quelque chose, particulièrement des armes et munitions, il s'émettait des “certificats” et payait avec ces “certificats”; en ayant toujours le soin de nourrir la superstition que dans un coin obscur d'une cave, quelque part, il y avait, là, un monceau d'or qui y avait été déposé, comme l'attestait le certificat.

“Ensuite on transforma ces “certificats” en leur donnant la forme d'un paiement ou de promesse de paiement, d'abord promesse de payer avec de l'or, et, graduellement, à numéraire papier-monnaie actuel : “L'Etat promet payer au porteur, à demande, la somme de . . .” Constatez-le en lisant un billet de banque quelconque.

“Le principe qui fait que la promesse de l'Etat, qui est censé représenter la société, équivaut à un paiement, c'est que cette promesse se trouve faite par tout le monde de payer

“au porteur. Or, comment l'un de ceux qui ont
“signé la promesse peut-il révoquer sa propre
“promesse, endossée par tous les autres.

“Et c'est ainsi que, reposant sur nulle autre
“base que la confiance, ces promesses sont ac-
“ceptées par chacun comme des paiements. Cette
“valeur est une sorte de privilège royal, disait-
“on jadis, aujourd'hui privilège ou apanage ex-
“clusivement social, découlant de l'organisation
“sociale.

“Parce que l'ingénuité des hommes, leur co-
“hésion sociale et leur contribution personnelle
“au bien commun, leur ont fait acquérir, — si
“nous pouvons faire cette comparaison, — cette
“superbe petite machine qui fabrique de l'ar-
“gent, rien que de par la vertu du crédit de la
“nation, ils en retirent des avantages impor-
“tants. C'est là une superbe machine, ses avan-
“tages sont énormes, ne serait-ce que la quanti-
“té de numéraire qui se perd, tombe à l'eau, brû-
“le; c'est-à-dire autant de bénéfiques nets pour
“l'Etat.

“Quand l'Etat désire acheter quoique ce
“soit, il met sa “petite machine” en marche, im-
“prime des “promesses” et paie les vendeurs
“avec ces papiers; quand le vendeur vient payer
“ses taxes, il présente ces mêmes papiers. Si le
“vendeur a perdu son papier, l'Etat garde l'ob-
“jet vendu et ne paie rien; perte pour l'individu,
“gain pour la nation. D'où l'on voit que l'inven-

“tion du numéraire est essentiellement un acquit social, créé par la société et pour le bénéfice de la société.

“L’un des avantages les plus importants de l’émission du numéraire par la société, c’est que par ces “promesses” de payer à demande, la société achète ainsi à crédit (jusqu’à ce que les taxes aient ramené les billets promissoires entre les mains de l’Etat) et pendant tout ce temps, la société ne paie pas d’intérêt. Grâce à ce privilège de l’émission de ces “billets promissoires”, la société ne devrait jamais payer d’intérêt à qui que ce soit si . . . nul ne la pillait.

“Or, un certain nombre de filous, de fins merles, la pille, en organisant ce qu’ils appellent une banque. La procédure suivie est la suivante : ils font application aux représentants de la société pour obtenir une charte ; une fois la charte obtenue, la nouvelle banque tient aux représentants prévaricateurs le langage suivant : “Que vous êtes des représentants beaux, fidèles et honnêtes, que vous avez donc une belle “petite machine” pour fabriquer de l’argent. Maintenant que la banque est incorporée, donnez-nous donc votre belle “petite machine”, et c’est la banque qui, à l’avenir, va tourner la manivelle et les beaux dollars, flambant neufs, vont tomber entre les mains de la banque, au lieu de tomber entre les mains de l’Etat ; parce que, sans mentir, vous êtes des administrateurs

“fidèles, honnêtes, habiles, intelligents, des honorables, des sirs, dont le génie incomparable; oh! d’ailleurs les actionnaires de la banque ne vous oublieront pas au moment de la souscription à la caisse électorale.

“A ces mots, la députation ne se tient plus de joie, elle ouvre un large bec et laisse tomber notre belle “petite machine” entre les mains des banquiers.

“C’est la banque maintenant, non plus nous, la société, mais la banque qui fait des émissions de numéraire; et le numéraire qu’elle imprime, qui ne lui coûte rien, elle le prête à intérêt.

“Le tour ne finit pas là. Quand, ensuite, le gouvernement a besoin d’argent pour faire face aux obligations sociales, vous pensez que, comme auparavant, il met notre “petite machine” en opération. Oh! non! il s’en va trouver la banque et lui demande humblement si elle veut bien avoir pitié de cette pauvre société qui n’a plus d’argent, et supplie la banque de vouloir bien lui prêter un peu de ce papier imprimé avec notre machine que la banque a escamotée comme nous l’avons lit.”

La banque est prêteuse, c’est là son moindre défaut. Après s’être laissée tirer l’oreille, avoir fait des réprimandes, avoir imposé sa volonté, dicté la conduite que les gouvernements devront suivre, elle condescend, elle accorde la faveur, si humblement sollicitée, et notre cours continuait:

“ . . . seulement il y a des conditions, il faut
“payer de l’intérêt à la banque sur ces papiers
“que la banque daigne prêter au gouvernement;
“et il faut, en plus, que la société donne des bil-
“lets promissoires à échéance fixe (débentures)
“portant intérêt; et, en outre, il faut que le gou-
“vernement s’engage à suivre la politique inté-
“rieure et extérieure qui convient à la banque;
“sinon, pas de petits papiers imprimés avec no-
“tre machine.”

Et le cours continuait :

“Pour cacher cette turpitude et jeter de la
“poudre aux yeux des gens, on dit : Oui, mais
“la banque doit faire un dépôt pour garantir sa
“circulation.”

Tout ce que nous enseignions, il y a 20 ans,
était vrai, alors, et l’est encore aujourd’hui.

Faut-il que les prévaricateurs qui permet-
tent l’existence d’une banque privée d’émission
prennent les gens pour des imbéciles? S’il fallait
cacher dans un lieu inconnu pour cent dollars
d’or improductif pour garantir cent dollars de
papier-crédit, où serait l’avantage de l’émission
du numéraire!!

Cette fable, cette légende de dépôts d’or
pour garantir quoique ce soit, n’a toujours été
que l’énorme masse de fumée noire qui émane
du bateau de guerre pour empêcher l’ennemi de
connaître la location précise du navire et s’évi-
ter ainsi d’être atteint.

On verra plus loin, au Chapitre V, de l'Or, comment la banque et les gouvernements ont été forcés, par les circonstances, à dissiper cette fumée noire, et comme maintenant, ils apparaissent dans toute leur indécente nudité.

(2) Quant à la monnaie scripturale ou de chèques.

En arrivant au pouvoir, M. Blum décide que pour balancer le budget, rencontrer les obligations contractées, payer les dépenses d'armement, il lui faut emprunter 42,000 millions de francs.

Evidemment, au moment où M. Blum s'adresse au Gouverneur de la Banque de France pour emprunter, la banque n'a pas cette somme en caisse, en numéraire, pour la bonne raison qu'il n'y a jamais eu, en France, 42,000 millions de numéraire.

Pendant la demi-heure qu'a duré la conversation entre le premier ministre et le Gouverneur, le montant de numéraire or, argent ou papier dans les coffres de la banque est resté stable, ou à peu près.

Le Gouverneur de la Banque, sachant que le gouvernement français a assez de milice et de police sous ses ordres pour tordre les tripes des français jusqu'à leur faire dégorger cette somme en capital et intérêts, déclare : "J'ai confiance, j'ai la foi, je suis convaincu que votre "crédit est bon, je vais vous accorder cet es-

“compte”. Il a dû certainement ajouter “in pet-
“to”: vous et moi, nous savons bien que la ban-
“que n’a même pas une minime partie de ce
“montant en caisse”. La banque prête ce qu’elle
n’a pas, le crédit a été accordé, mais on doit
payer deux pour cent l’an d’intérêt.

Par quel moyen s’est accompli cette mira-
culeuse création subite et spontanée de 42,000
millions de francs rapportant intérêt à la ban-
que? Voici le rituel ou processus adopté. M.
Blum est invité à faire lithographier une grande
quantité de beaux grands papiers avec fioritu-
res, vignettes, lettres gothiques, qu’on dénomme
débentures, parce qu’elles sont des billets pro-
missoires à longue échéance. Sur remise de ces
débentures, la banque rédige un récipissé, slip
ou bordereau qu’elle remet au représentant du
gouvernement. Ce dernier “dépose” ce docu-
ment entre les mains du comptable, et c’est ce
que l’on appelle faire un “dépôt” de 42,000 mil-
lions. Le comptable fait alors trois entrées, l’une
au débit de la banque pour 42,000 millions; une
autre au crédit du gouvernement pour 41,160
millions et la troisième 840 millions comme pro-
fit net de la banque pour l’escompte. Et passe
muscade, le tour est joué, les Français paieront
840 millions par année parce que des entrées ont
été faites dans un livre de banque.

En face de l’allégation que sa banque est
créatrice de monnaie scripturale, Mr. Norman,

président de la banque d'Angleterre, s'écrie : "Pardonnez, les banques ne prêtent "que leurs **"dépôts"** — Bien oui, mais quel **"dépôt"**? **"dépôt"** de quoi? Pas des 42,000 millions de francs que M. Blum n'avait pas, puisqu'il venait les emprunter. Simplement le **"dépôt"** du papier reconnaissant la remise des papiers-crédits, et c'est ce **"dépôt"** que la banque prête.

Autre cas. — M. Bennett, premier ministre du Canada, s'adresse à la banque pour emprunter trois cents millions de dollars. Comme, au Canada, il n'y a que deux cent cinquante millions de dollars de numéraire de toutes sortes, même si chacun vidait ses poches au point de ne plus avoir deux sous pour s'acheter un journal, toutes ensemble les banques du pays ne pourraient pas avoir en **"dépôt"** trois cents millions.

Mais, comme la banque sait que les Canadiens sont emberlificotés dans des débats interminables sur une infinité d'"ismes" : nihilisme, anarchisme, bolchevisme, communisme, socialisme, nazisme, séparatisme, fascisme, nationalisme, provincialisme, déisme, athéisme, corporatisme, et que, depuis nombre d'années ils font la navette entre le prétendu conservatisme et le soi-disant libéralisme, elle a foi, elle est convaincue que M. Bennett pourra tourner le garot suffisamment sur ces bonnes poires et leur extraire le capital, et surtout les intérêts du prêt.

Et par le même cérémonial, la création mystérieuse de 300 millions de dollars s'effectue et la banque prête cette somme qu'elle n'a pas, qu'elle crée au moyen du "dépôt" d'un document signé par elle-même et qu'elle baptise du nom de "dépôt" de monnaie. Seulement, dans ce cas, elle empoche annuellement cent vingt mille dollars.

Autre cas : à la connaissance personnelle de l'auteur. Cas de l'escompte accordé à des commerçants, industriels, importateurs, prêts dénommés commerciaux. Un fabricant de chaussures désire emprunter \$50,000. Comme garantie de l'escompte, il présente des débetures à court terme, c'est-à-dire des billets promissoires de ses clients. La banque, se considérant suffisamment garantie, a confiance, croit vraiment, à la foi que le fabricant paiera à même les profits qu'il fera sur les consommateurs.

Les billets endossés et remis au commis préposé à l'escompte, ce dernier délivre au fabricant une "slip" ou bordereau, ou liste des billets endossés et prie l'emprunteur de se présenter au guichet voisin, celui du comptable. Là, l'emprunteur remet le document, "slip" ou bordereau préparé par la banque et en fait un "dépôt", tout comme si c'était du numéraire; et voilà qu'un autre cinquante mille dollars est créé, non pas de fumée, — la fumée c'est quelque chose, — mais créé dans le sens absolu du mot. La banque charge 7% pour avoir fait faire un

“dépôt” d’un papier signé par le commis de la banque.

Dans tous les cas après le “dépôt” ainsi fait, les emprunteurs émettent des chèques tirés sur ce crédit et la banque honore ces chèques.

Quelques personnes, ignorant que la banque est créatrice de monnaie, se demandent : mais cette façon de prêter des dépôts que la banque fait elle-même, quand elle n’a rien que des papiers-crédits et non du numéraire, doit la mettre dans une position embarrassante quand ses clients tirent des chèques payables à des tiers. On oublie que ces chèques sont eux-mêmes des papiers-crédits. Quand quelqu’un reçoit un chèque, il ne peut faire que deux choses ; soit le mettre dans sa poche ou son bas de laine ; dans ce cas, que le chèque y reste, la banque s’en foute ; ou bien, il le dépose à la banque ; dans ce dernier cas, la banque fait deux entrées, l’une au crédit du déposant, l’autre, au débit du signataire, — et les livres balancent.

Mais, dit-on, si le porteur du chèque va le déposer à son compte dans une autre banque ? Qu’à cela ne tienne, on constate que pendant que Pierre reçoit un chèque tiré sur la banque 1, et le dépose à la banque 2, Paul a tiré un chèque sur la banque 2, et l’a déposé à la banque 1. Le lendemain tous ces chèques sont apportés à la “Clearing House” ; sans que jamais il ne se fasse de paiement en numéraire, dans aucun cas.

Si l'on tentait de calculer la somme totale de monnaie scripturale, créé ainsi par les banques du monde, on arriverait non pas à des mille millions, mais à des millions de millions de dollars. Et ces millions de millions de dollars, qui n'ont jamais coûté un sou aux banques, est prêté à intérêt. Or, l'on sait qu'à six pour cent d'intérêt pendant douze ans, le capital est reproduit. Et quelqu'un veut-il nous dire si l'on peut doubler un chiffre 32 fois!!

Seulement, si le capital de monnaie scripturale n'a rien coûté aux banques, elles ont bien le soin de se faire payer les intérêts en numéraire, c'est-à-dire en beaux deniers comptants. Avec ce revenu, les actionnaires acquièrent du pain, des habits, des maisons, de la richesse réelle, quoi ! Et comme la pincée d'actionnaires ne peut pas tout consommer, elle se sert de la balance pour acquérir des commerces, des industries. En effet, si vous examinez la liste des directeurs de toutes les grandes entreprises de toute nature, vous constaterez que ce sont des directeurs de banque.

Cette main-mise sur toutes les richesses par ces quelques directeurs de banque, naturellement, appauvrit les autres citoyens; les monopoles que cette accumulation engendre annulent l'initiative de tout le monde. Ensuite, le nombre de personnes qui ont vu clair dans le stratagème de la création du numéraire et de la monnaie-

papiers-crédits, augmente tous les jours. Grâce à l'ineptie des pantins, ou peut-être la connivence de nos législateurs et administrateurs, qui persistent à faire semblant de ne pas savoir ce qui arrive, les affaires ne vont pas si bien ; les gens sont mécontents ; on regarde les banques de travers.

De plus les banques se font concurrence ; chacune tire la couverture de son côté, et veut favoriser le pays dont elle dépend. Maison divisée contre elle-même...

Depuis longtemps les banquiers les plus fûtés désiraient avoir plus de cohésion entre les banques, former un tout compact, sous une direction unique, efficace, dont les instructions seraient acceptées avec plaisir, et exécutées fidèlement.

Jadis, des efforts dans ce sens ont été faits, mais n'ont pas abouti. Ce but n'a été atteint que par la fondation de la banque de Bâle, en se servant du subterfuge de la nomination d'une sous-commission de la sous-commission Young, laquelle n'était elle-même, qu'une sous-commission de la Commission dite Société des Nations, établie par le traité de Versailles, maintenant déchiré par tous les intéressés.

CHAPITRE III

LA BANQUE DE BALE

Il ne faut pas croire que la Banque de Bâle est née toute bâtie de la cuisse de Jupiter ou du souffle de Jéhovah, c'est par suite d'une évolution rapide que la chenille s'est muée en papillon, que l'oeuf est devenu poussin.

D'abord le plan Dawes ne pouvait plus fonctionner, on dût le remplacer par le plan Young. Par ce dernier plan, l'Allemagne émet des débentures; ces débentures sont achetées par des personnes de tous les pays, principalement la France et les Etats-Unis; le produit devant être distribué selon le plan Young.

Pour effectuer la vente de ces débentures, en recueillir le produit et faire la distribution de ce produit, il fallait constituer une commission ou groupe de fidéi-commis du plan Young. Comme on le voit, il s'agit d'une simple commission ou sous-commission, ou département dans le rouage du plan Young, lequel plan, après tout, ne concernait que quelques pays intéressés. Une petite chenille, quoi.

Le 15 juin 1929, on apprend que des représentants de quelques banques se sont réunis discrètement, sans tambour ni trompette, dans la petite ville de Baden-Baden, et là, ont suggéré que cette sous-commission pourrait être sous la forme d'une espèce de banque "(trad)". **Le plan "aurait pour but, en premier lieu, le maniement "des fonds de Réparations de l'Allemagne en "remplacement du compliqué mécanisme de contrôle existant sous le plan Dawes".**

Et ils nommèrent un comité provisoire chargé de rédiger un projet de constitution et de règlements. Ce comité pour établir l'organisation des paiements en vertu du plan Young, comprenait deux représentants des Banques centrales de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, plus deux employés d'une banque japonaise, et enfin M. J. D. Reynolds, président de la First National Bank of New York, et M. M.-H. Taylor, président de la First National Bank, de Chicago.

Ce comité pour établir l'organisme pour l'exécution du plan Young fit son rapport, suggérant, entre autres choses, que cette organisation se nommerait la Banque des Règlements Internationaux (B. R. I.), ou en anglais, Bank of International Settlements; par l'article 2 du projet: (trad) **"le siège officiel de cette nouvelle banque serait situé à Bâle, Suisse."**

Jusqu'ici, il ne s'agit que d'un petit appendice pour exécuter le plan Young, mais... mais l'on ajoute: "pour fournir de nouvelles facilités quant aux opérations financières internationales." Une petite addition: (trad) **"Le but et les pouvoirs de cette sous-commission seraient de promouvoir la coopération entre banques centrales; pour fournir de nouvelles facilités quant aux opérations financières internationales, et pour agir comme fidéi-commis ou agent en ce qui regarde les règlements financiers internationaux qui lui sont confiés par les parties intéressées."**

On voit que la chenille est encore chenille.

Le 1er mars 1930, le gouvernement de Suisse a adopté les mesures préliminaires pour l'incorporation de ce rouage du Plan Young; et il y a eu une assemblée préliminaire, à Rome cette fois.

Le capital serait de 125 millions de francs-suisse. A cette assemblée, avant qu'aucun montant n'ait été souscrit ou payé, les cinq représentants des cinq principales banques d'émission de l'Europe, ainsi qu'un représentant du gouverneur de la banque du Japon, se sont nommés eux-mêmes membres du bureau de direction, que nous allons désigner sous le nom de "Board"; car, ce bureau de direction n'est pas un bureau de direction d'une banque, dans le sens reconnu.

Le 22 avril 1930, a lieu la première assemblée du Board dont les membres s'étaient élus eux-mêmes comme susdit. M. McGarrah, le président du Bureau de direction de la Federal Bank de New-York, est élu président; Sir Charles Adis et le Docteur Melchior, vice-présidents et là il est décidé: (trad) **“L'élection de nouveaux membres du Board devra être étudiée sous peu. EN PRINCIPE, les autres sièges du Board devront être occupés au plus tôt afin de remédier, en autant que possible, aux défauts de l'origine du Board et que la Banque ait maintenant un caractère moins suggestif de Commission de Réparations, mais plus indicatif de coopération des Banques Centrales”**.

Le 30 juin 1930, la B. I. R. publie son premier bilan, consistant presque uniquement en des versements en vertu du plan Young; et l'actif et le passif sont calculés en francs suisses au pair. Remarquons, pas encore en francs-suisse-OR, pas encore.

Le 13 décembre 1930, parlant devant la New York Academy of Political Sciences, entr'autres choses, le président nous informe: (trad) **“Les virements de fonds des réparations sont déjà considérés comme une affaire de routine et d'importance SECONDAIRE, et les fonds pour fins de réparations ne représentent plus que 20% du total de son actif. Ce qui signifie que la B. I. R. est déjà engagée dans les fonctions**

“plus amples de **REGULARISER** et **STABILISER** le mouvement international des fonds, tel “qu’envisagé par ses fondateurs.” La nature de la banque est changée, elle est devenue papillon.

Le capital-actions de la banque B. I. R. se compose de 200,000 actions, valeur nominale de 2,500 francs-suisse, réparti comme suit:

Banque Centrale d'Angleterre.....	16,000
“ “ de France.....	16,000
“ “ d'Allemagne.....	16,000
“ “ de Belgique.....	16,000
“ “ d'Italie.....	16,000
Une banque privée du Japon.....	16,000
Une banque privée des Etats-Unis	16,000
La Banque Nationale Suisse.....	4,000
La Netherlands Bank.....	4,000
La Banque de Hollande.....	4,000
“ d'Esthonie.....	.100
“ d'Autriche.....	4,000
“ de Bulgarie.....	4,000
“ de Tchecoslovaquie.....	4,000
“ de Dantzig.....	4,000
“ du Danemark.....	4,000
“ de Finlande.....	4,000
“ de Grèce.....	4,000
“ de Hongrie.....	4,000
“ de Pologne.....	4,000
“ de Roumanie.....	4,000

164,100

Le 28 février 1931, M. McGarrah, président de la B. I. R., après avoir expliqué le caractère international de la banque, avec 32 banques prenant part à ses opérations, transigeant en 22 devises, et son personnel provenant de dix nations, se mit à décrire l'oeuvre de la banque: (trad) **“Quoique dans l'opinion publique les activités de la banque en rapport avec le paiement des dettes allemandes soient considérées comme ses principales opérations... le fait est que cette partie de ses fonctions est devenue déjà la moindre partie de son travail. Par conséquent toute la pensée et toute l'énergie de la banque convergent vers d'autres horizons financiers... De même. c'est une erreur de penser que cette institution en est une pour manipuler les soi-disant dettes entre alliés.”** Le chiffre **“d'affaires de la banque s'est accru rapidement. Au 1er mai 1931, l'actif était de 300 millions de francs-suisse-or et au 31 janvier 1932, il était de mille sept cents millions de francs-suisse-or.”**

En 1934, Hitler déchire le traité de Versailles et ne fait plus de versements en vertu du plan Young; le comité pour effectuer les versements internationaux n'a plus rien à faire; ce comité que l'on a nommé la B. R. I. n'a plus sa raison d'être, il disparaît; mais, cependant, la banque, la prétendue banque de Bâle reste pour les autres fins, notamment pour agir comme banque

centrale des banques centrales de tous les pays et être la Chambre de Compensation (Clearing House) universelle.

Le capital est souscrit et payé, la prétendue banque fait beaucoup de virements de fonds, mais, tout cela n'est que de la frime, de la façade; ce n'est pas une banque dans le vrai sens du mot.

D'abord les actionnaires sont des pantins qui n'ont jamais droit de vote, n'assistent jamais aux assemblées annuelles ou autres, (parce qu'il n'y en a pas eu, qu'il n'y en a pas et qu'il n'y en aura jamais.) Preuve: L'Art. 15 de la constitution dit: (trad) **“La propriété des parts de la Banque n'accorde aucun droit de vote ou de représentation aux actionnaires à l'assemblée générale. Le droit de représentation ou de vote en proportion du nombre de parts souscrites dans chaque pays PEUT être exercé par la banque centrale de ce pays, ou par une personne nommée par elle.”** On verra plus loin au mot “Board” que tel n'est pas le cas.

L'unique fonction sociale d'une banque c'est de créer du numéraire et de la monnaie en escomptant des papiers-crédits. Une institution qui ne crée pas de numéraire ni de monnaie scripturale n'est pas une banque; c'est un simple comptoir. Or, la Banque de Bâle ne crée pas de numéraire, ni de monnaie, n'accorde pas d'es-

compte, ni aux particuliers, ni aux gouvernements.

La Banque de Bâle ne paie pas et ne paiera pas de dividendes, qu'elle drôle de banque!

A l'origine, l'émission a été couverte 150 fois; les actions se sont vendues à 4,000 francs, deux ans plus tard, elles étaient quotées à 1,700, en 1935, 1,600 francs, aujourd'hui ? ? Quelle drôle de banque!

Cette banque ne transige pas avec le public.

Non, la Banque de Bâle n'est que l'enveloppe, l'écale, la pelure qui cache et protège l'objet précieux, la douce amande et le fruit juteux qu'est le Board, le Bureau de direction. C'est le Board qui est l'être désiré, que la caste bancaire désirait avoir pour être le cerveau pensant de cette caste.

CHAPITRE IV

LE BOARD

D'habitude le Bureau de direction d'une banque, ou de n'importe quelle institution incorporée, est un corps subsidiaire engendré par la banque ou l'institution. Ici, le Board a précédé l'existence de la banque; cette dernière est l'oeuvre du Board.

Preuve: Les quatorze délégués des sept banques centrales d'Angleterre, de France, d'Allemagne, de Belgique, de l'Italie, deux représentants d'une banque du Japon, et deux de deux banques des Etats-Unis quittent Genève, se rendent discrètement à Baden-Baden; là, ils choisissent, parmi eux... nous insistons, parmi eux, quelques membres chargés de préparer un projet d'organisation. Le projet soumis est adopté, les quatorze se nomment eux-mêmes, proprio-motu, de leur propre autorité, le Board de l'organisation projetée.

Le Board décrète que cette organisation sera désignée sous le nom de Banque des Règlements Internationaux; et ceci avant que la ban-

que soit incorporée et qu'il n'y ait un seul sou de capital de souscrit, et encore moins de payé.

Avant même qu'il y ait un seul actionnaire, le Board, nommé par soi-même, décide, malgré la suggestion que le siège social soit en Angleterre, que ce sera à Bâle, en Suisse.

Pour procéder par analogie, dans toute compagnie à fonds social, le corps du chien est l'ensemble des actionnaires, et ceux des actionnaires qui sont choisis comme directeurs sont la queue que le chien agite. Dans le cas actuel, c'est le Board qui est le corps du chien pendant que la Banque de Bâle n'est que la queue — et quelle petite queue! — que le Board fait mouvoir à sa guise.

Avant même la demande d'incorporation le Board commence par affranchir les actionnaires d'après l'article 5, précité.

Après avoir ainsi éliminé à tout jamais la participation des actionnaires aux affaires de la prétendue banque, l'article 28 établit quels seront les membres du Board; la durée de leur fonction; le mode de réélection (non pas de son élection puisqu'il est en fonction déjà) ou de remplacement. Ils doivent être 23 membres se nommant eux-mêmes, sans qu'il n'y ait jamais d'autorité quelconque au-dessus d'eux. Citons cet intéressant article.

(Trad) "L'administration est confiée au "Board, qui devra se composer comme suit:

“1o Les gouverneurs des banques centrales de Belgique, de France, d’Angleterre, d’Allemagne, d’Italie, du Japon, et des Etats-Unis, ou de ceux qu’ils nommeraient comme substituts”.

“2o Sept personnes proéminentes en finance, industrie ou commerce, à être désignées une par chaque Gouverneur des banques centrales susdites, et étant de même nationalité que ceux qui les nomment.”

“3o Pas plus de neuf personnes (dont un tiers se retire chaque année, mais sont rééligibles) CHOISIS PAR LE BOARD à même une liste comprenant les noms de personnes en vue dans la finance et l’industrie, désignées par les banques centrales de tous les pays (autres que les sept précités) qui auront souscrit au capital-action.”

Ainsi cette oligarchie de 23 membres du Board est décrétée avant même que la banque de Bâle ne soit en existence.

Les 22 et 23 avril 1930, alors que la banque de Bâle n’est pas encore incorporée, le Bureau des directeurs élus par eux-mêmes, procède à élire M. McGarrah comme président, et Sir Charles Addis avec le docteur Melchior, comme vice-présidents, sujet à approbation par la première assemblée régulière du “Board”, non pas des actionnaires.

Et le 17 mai 1930, la banque de Bâle est constituée ; il n’y a aucune réunion quelconque des

actionnaires; mais, le "Board" détermine quel sera le capital-actions de la Banque.

Le Board procède à la répartition des souscriptions au capital par les diverses banques.

Le 30 juin 1930, le Board fait rapport des transactions à date, et ce rapport est calculé représentant des millions de francs-suisse au pair.

Le Board a publié son rapport tous les mois.

Le Board invite les banques centrales de Suisse, de Suède, de Hollande, d'Autriche, à se joindre à l'organisation et le Board détermine l'allocation de souscription à chacune d'elles.

Le Board décide de ne pas inclure les banques du Portugal et de la Yougoslavie, jusqu'à ce que leurs devises aient été suffisamment stabilisées, dans l'opinion du "Board".

Le Board décide de ne financer ni les individus particulièrement, ni aucun gouvernement.

Le Board, le 31 novembre 1931, assume la charge de directeur spirituel des banques centrales du monde.

A cette fin il invite les banques à une conférence intime relativement aux règles et à la pratique du système actuel pour les échanges avec l'étranger.

Le Board est presque toujours désigné maintenant sous le nom de "Governing Body".

Le Board ou Governing Body pratique la direction spirituelle des banques; il donne instruc-

tions, entre autres "A toutes les banques de con-
"verger vers l'établissement d'une DOCTRINE
"monétaire commune; leur recommande l'échan-
"ge de tous renseignements, et de s'abstenir de
"tout acte qui pourrait aggraver les ennuis d'une
"banque centrale voisine; il leur recommande
"que chaque banque centrale fasse un rapport,
"pour le bénéfice des autres, sur le développe-
"ment des événements dans son propre pays; il
"leur demande aussi de suggérer une règle de
"pratique des banques centrales en ce qui regar-
"de la pureté de l'or en lingot, et la destination
"de l'or."

Le Governing Body enseigne comment procé-
der pour fournir aide et renseignements tech-
niques à ceux des pays qui sont à établir des
banques centrales, et aussi comment fournir ap-
pui aux banques centrales petites ou nouvelle-
ment fondées.

Cette position de directeur spirituel est hau-
tement appréciée. L'Economist, journal archi-
orthodoxe de la finance, déclare, le 10 mars 1934:
(trad) "La mise en commun des informations a
"tout pour être recommandable et la B. I. R.
"s'est déjà instaurée comme le centre essentiel
"pour cette fin."

C'est bien vrai; tout de même ce ne sont pas
les poirès, actionnaires de la banque, qui se sont
constitués ainsi, mais bien les hommes habiles,
intelligents, experts, techniciens du Board qui se

sont constitués le **CERVEAU PENSANT ET AGISSANT** de la caste bancaire.

M. Léon Fraser ayant résigné comme l'un des 23 de l'Oligarchie, cette dernière, appelée Board ou Governing Body, elle-même, de sa propre autorité, a nommé le Docteur Tripp, président de la banque Netherlands. Comme le docteur doit continuer ses fonctions à cette dernière banque, le Board a désigné comme intérimaire le docteur J.-W. Bayen, gérant général de la Banque Rotterdamsche Bankveneering, lequel demeurera à Bâle.

M. Quesnay étant décédé, l'Oligarchie des 23 a nommé à sa place, comme gérant général, M. Roger Auboin, expert technicien, ayant été aviseur de la banque nationale de Roumanie.

La banque centrale des Etats-Unis n'était pas représentée lors de l'adoption du plan Young, et le Board désirait que les Etats-Unis tombassent sous sa juridiction — c'est un morceau important — alors (trad) **“Les représentants à l'assemblée décidèrent d'inviter M. Gates McGarrah, président du Bureau des directeurs de la Federal Reserve Bank de New-York, et M. Léon Fraser, un avocat de New-York et ex-conseil général pour le plan Dawes, pour être les directeurs américains.”**

Et voilà comment, messieurs les Américains, vous avez “élu” vos directeurs au Board!!

Il ne faut pas s'imaginer que les membres du Governing Body se composent de milliardaires; au contraire, ce sont des gens relativement pauvres, des salariés. Ce que l'on exige d'eux, ce n'est pas l'influence de leur fortune, mais le bénéfice de leur science, de leur compétence, de leur expérience en matières financières. Ce sont des: Moret, simple assistant-gouverneur de la Banque de France; des Quesnay, chef du service d'Etudes Economiques de la même banque; tous deux désignés par M. Moreau, le gouverneur de la banque; des L. Delacroix, le fidéi-commis pour les fonds des chemins de fer sous le plan Dawes; des A. Benedice, président du Consortium des Travaux Publics, en Italie; et du même pays, le docteur V. Azzalini, assistant-gouverneur de la Banque d'Italie; des MM. Sanoda et Ianaka, représentants à Londres de la Banque du Japon; des M. Francque, membre de la Commission Young, pour la Belgique; des docteur Bayen, qui doit demeurer à Bâle, pour travailler au service de la B. R. I.; des M. Audoin, technicien expert au service de la Roumanie, puis secrétaire-général de la Commission gouvernementale de l'Economie-Nationale; des M. Ch. Rest, de même que M. Quesnay, spécialistes dans le traitement des monnaies avariées.

Non, c'est de l'intelligence que l'on veut; et, l'oligarchie des 23 membres du Board ou Governing Body a été le phare lumineux qui a guidé

et qui guide encore les destinées de la caste bancaire.

Durant la crise, il est arrivé que des pays se sont trouvés de court de monnaie; la Banque de Bâle, discrètement, en a fait avancer par sa hiérarchie; dans d'autres cas, les taux d'intérêts chargés étaient par trop exorbitants, le Board y a mis ordre, toujours, toujours en silence; il a porté secours aux pays en réorganisant le marché d'escompte, dans les pays qui en avaient besoin; tout cela sans que le public le sache, secrètement. Le président nous donne des raisons assez plausibles pour en agir ainsi.

(Trad) **“En rapport avec ces diverses fonctions”, dit-il, “le refus de la banque de publier les détails géographiques de la distribution de ces fonds est justifiable par le fait qu’en les divulguant, cela publierait l’existence des faiblesses auxquelles la Banque remédie”.**

Ce qui, évidemment, aurait eu pour effet de les aggraver.

On sait quel danger courrait toute le mécanisme bancaire s’il se produisait un désastre dans un pays important, cela pourrait entraîner un krash universel; aussi, le président, le 28 février 1931, nous informe:

(Trad) **“Je puis ajouter que nous avons eu des placements importants en Allemagne qui, comme nation débitrice, requérait du capital étranger. De fait, sur le total des som-**

“mes investies à la fin de l’année dernière, à
“peu près 25% ont été placées sur le marché alle-
“mand. Le Reich a besoin spécialement de cré-
“dits à longs termes. Conséquemment, de nos
“placements pour périodes de six mois ou plus,
“au-delà de 95% ont été faits en Allemagne...

“Quand nous avons eu des garanties satis-
“faisantes, nous avons avancé des crédits à cer-
“tains pays de l’Est-Européen. Enfin, nous
“avons fait des placements en vue d’organiser
“un mécanisme du crédit dans certains centres
“monétaires où les instruments de crédit fai-
“saient défaut.”

Le Board a convaincu sa hiérarchie de ban-
ques, et. du consentement de ces dernières, on a
accepté un étalon commun pour déterminer le
degré de pureté de l’or.

La Reichbank menaçait de cesser tout paie-
ment de dettes, le Board a accordé du délai; de
même à la National Bank d’Autriche, et de mê-
me pour les prêts faits à la Hongrie et à la You-
goslavie; tous ces pays menaçaient déconfiture
et recommandaient d’annuler toutes les dettes
de guerre. Mussolini dans son discours de jan-
vier 1936, à Naples, s’écriait: “Il faut que cela
“finisse par la cancellation de tous les débits et
“crédits de cette néfaste tenue de livres de la
“guerre.”

Le Board a mis fin à cette tendance en fai-
sant du crédit à tous ces pays, prenant leurs dé-

bentures en garantie. Et la tempête, qui commençait à gronder, s'est apaisée.

Comme on le voit, l'oligarchie des 23, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Banque des Règlements Internationaux, en vertu du plan Young, (quand il n'y a plus de plan Young,) a dirigé les banques puissantes; les a fait se porter au secours des faibles; a encouragé et supporté ces dernières, afin que ne sombrât pas ce système des banques d'émettre du numéraire et de la monnaie qu'elles n'ont pas; mais, en faisant elles-mêmes des "dépôts" de papiers, afin de percevoir des intérêts sur ces dépôts factices.

Il est, cependant, un service des plus importants que l'oligarchique Board a rendu au monde; c'est d'avoir, enfin, détruit ce fétiche, cette idole, — l'OR, — cet énorme nuage noir, derrière lequel se commettent les actes des banques, au préjudice de la race humaine.

CHAPITRE V

L'OR

Avant d'élucider par quelle politique habile le Board est parvenu à déloger l'Or des quatre fonctions sociales qui lui avaient été attribuées si mal à propos, savoir: (a) être une garantie partielle du numéraire; (b) servir de numéraire; (c) être l'étalon ou standard de mesure des prix des différentes devises; (d) servir pour les règlements internationaux; il est bon de savoir où en était rendu ce problème au moment où le Board l'a résolu définitivement, en reléguant au néant ce vil métal jaune, terne, mou, sans valeur intrinsèque et sans aucune utilité.

L'or n'est pas le premier médium d'échange, étalon de mesure de prix, ou standard, que les hommes aient adopté. On a vu, à différents endroits et à diverses époques, des coquilles, des perles, des anneaux, des bijoux, des mains de tabac, des boeufs, des moutons, remplir les fonctions de médium d'échange.

Dans l'Orient surtout, à l'époque où pratiquement la seule source de richesse était l'éleva-

ge des animaux, avec un peu d'agriculture, le mouton, qui fournissait chair et laine, était en grande faveur et les habitants de ces contrées avaient adopté cet animal comme médium d'échange; ils ramenaient tout au mouton comme commun déterminateur des prix:— tant de poules pour un mouton, tant de moutons pour une vache, ou pour une maison.

Ce numéraire avait plusieurs défauts; il n'était pas divisible; son transport à de grandes distances était fort dispendieux et les risques de se faire voler par les conducteurs, ou par les étrangers, étaient multiples.

Aussi, dès que le fer fut mieux connu, on s'empessa d'abandonner le numéraire mouton pour adopter le numéraire fer; puis vint le bronze, et l'argent, et l'or; allant toujours vers le médium le plus divisible et qui "éliminerait le plus les dépenses et les risques à encourir pour son transport et sa livraison."

Quelle que soit la matière que les hommes aient adoptée comme médium d'échange, il est assez remarquable qu'ils ont toujours attribué une valeur spirituelle ou quasi mystique à ce médium, et ce, en outre de son utilité intrinsèque. Quand ils constataient, qu'avec cette matière, ils pouvaient tout acquérir, biens meubles et immeubles, honneurs, estime, influence, domination, et qu'avec les autres matières ils ne pouvaient pas atteindre les mêmes résultats, eh!

bien, ils attribuaient à ce médium des qualités merveilleuses, pour ne pas dire miraculeuses ou mystérieuses; les hommes en faisaient un fétich, une idole, un dieu.

La dernière idole à la mode a été l'Or, et son acolyte, l'Argent.

Arrêtons-nous ici, pour bien se rendre compte que le médium d'échange était de la matière réelle; il n'y avait, alors, rien d'emblématique ou de symbolique. Qui vendait une vache pour dix moutons, livrait une réelle vache et recevait, en échange, dix vrais moutons. Quand, à son tour, il achetait dix poules pour un mouton, il recevait les poules, mais livrait le mouton.

De même, lorsque l'on se servait de métaux comme étalon, standard, ou médium d'échange, l'acheteur livrait en échange de l'objet acquis une livre de fer, ou de bronze, ou d'argent, ou d'or, selon le cas. C'était un échange réel d'objets réels.

Il n'entre pas dans le cadre de notre travail de développer l'historique de l'évolution au cours de laquelle le numéraire est devenu tout-à-fait un emblème, ou un symbole. Qu'il nous suffise de référer à l'expérience de Rotterdam, relatif aux certificats, pour nous donner une idée des étapes suivies.

Quand les états, princes, barons, marquis se mirent à frapper des pièces d'or à leur effigie, la conviction demeura que l'or était la garantie

du numéraire; les pièces elles-mêmes étant en or, plus ou moins amalgamées avec d'autres métaux; mais tout de même en or, l'on persévéra à croire que l'or était la garantie de la monnaie.

La conviction était tellement profonde, qu'en matière de paiement, hors de l'or il n'y avait point de salut, que sur quantité de débentures, il était stipulé que le capital et l'intérêt devaient être remboursés en or, de tel degré de pureté.

Quand les états commencèrent à émettre du papier-monnaie, ils imprimèrent sur le numéraire que le montant y inséré était payable en or; et, de cette façon, la foi dans l'or demeura inébranlable, d'autant plus que, sur présentation de ce numéraire, on pouvait obtenir de l'or.

Aujourd'hui, le numéraire papier mentionne simplement: "L'Etat promet de payer au porteur, sur demande, la somme de" ; il n'est plus question d'or.

Comme, pendant des générations, les hommes ont cru que la monnaie était couverte par une quantité équivalente d'or, cette croyance s'est transmise de père en fils, c'est devenu une espèce d'instinct; et la croyance demeure d'autant plus ferme, que les détenteurs et producteurs intéressés au maintien de la croyance, la prêchent avec persévérance.

Seulement, dans sa marche triomphale, le progrès écrase sans merci, les mythes antiques,

les croyances des ancêtres et les préjugés de nos pères.

Jusqu'au commencement de ce siècle, l'or était employé couramment comme numéraire ; on avait dans ses poches des pièces d'or et d'argent ; cependant, dans les transactions usuelles le papier-monnaie était déjà utilisé de préférence. A cette époque, un voyageur, partant pour des pays étrangers, se procurait des pièces d'or ; il les mettait dans un petit sac suspendu au cou entre peau et chemise, ou encore, dans un compartiment intérieur de sa ceinture ; en arrivant à destination, il échangeait ses pièces pour les pièces d'or du pays où il se trouvait, et se servait de ces dernières pièces comme numéraire.

Tout ceci est changé ; aujourd'hui les banques émettent des chèques de voyageurs, sur présentation de ces chèques à une banque de n'importe quel pays, le porteur reçoit du numéraire de l'endroit. C'est beaucoup plus économique, plus pratique et ça n'expose pas le voyageur à se faire assommer par des malandrins pour voler la pochette d'or. La fonction de l'or, pour cette fin, est donc disparue.

La fonction de numéraire que l'or remplissait autrefois, lui a aussi été enlevée, en pratique ; on ne voit plus personne, payant ses dépenses habituelles avec des pièces d'or. En fait, cette fonction de l'or est aussi disparue.

Tout ceci s'est accompli sans que le Governing Body y ait participé. Il ne restait donc plus que deux fonctions attribuées à l'or: (a) être la garantie secrète du numéraire et de la monnaie; (b) servir à effectuer les règlements internationaux.

Mais, les événements se multiplient. Le 15 juin 1929, (trad) **“il est suggéré par le rapport, que l'institution nouvelle, (la B. I. R), ultimement pourrait éliminer les dépenses et les risques encourus actuellement dans l'envoi et la réexpédition de l'or.”**

Tout ceci s'est accompli sans que le Governing Body y ait participé. Il ne restait donc plus que deux fonctions attribuées à l'or; (a) être la garantie secrète du numéraire et de la monnaie, (b) servir à effectuer les règlements internationaux.

On remarquera que les motifs allégués pour détrôner l'or sont les mêmes que ceux allégués pour détrôner ses prédécesseurs; le fer déloge le mouton, parce qu'il n'est pas assez divisible et parce que les risques et les dépenses de transport des moutons sont trop élevés, le bronze remplace le fer parce que plus divisible, moins volumineux et les risques et frais de transport sont moins élevés; pour les mêmes motifs, l'argent remplace le bronze, l'or remplace l'argent, et, finalement, comme on le verra, le papier-crédit a remplacé l'or.

En effet, l'or est dispendieux de production, de garde pendant sa production et son transport; lors de la frappe et lors de ses déplacements, nouvelles dépenses et nouveaux risques. Il est de la dernière stupidité que les Etats enfouissent autant de dollars d'or que le montant de l'émission du numéraire. Où serait l'avantage et le bénéfice pour l'Etat ?

Aussi, le pourcentage d'or gardé en réserve, comme prétention de garantie du numéraire, est-il insignifiant et tend continuellement à diminuer. Quant à la monnaie créée par les banques, il est compris depuis toujours, qu'il n'y a pas, et qu'il n'est pas supposé y avoir, d'or comme garantie de cette monnaie; c'est du crédit pur et simple.

Le 5 août, 1933, Cuba, suivant en cela l'exemple des gouvernements américains, allemands et anglais, répudie la clause de l'or. Les porteurs de débentures de 4½ et 5 pour cent ont été prévenus que Cuba paie le capital et les intérêts en numéraire cubain, malgré la stipulation sur les débentures que le capital et les intérêts seraient remboursables en dollars en or, du poids et de la pureté existant au moment de l'émission.

Le 1er février, 1917, le gouvernement anglais négocia un emprunt aux Etats-Unis, offrant en garantie les débentures anglaises nommées Coupon Guild Loan, stipulant que le capi-

tal et les intérêts seraient remboursés au choix du porteur soit à New-York, en pièces d'or des Etats-Unis d'Amérique de la valeur et de la pureté de ces pièces en 1917, ou bien en Louis sterling au taux fixe de \$4.86. Le gouvernement anglais ayant rejeté la clause de l'or, ni le capital ni les intérêts ne furent payés en or. Des porteurs de ces débetures prirent des procédures en Angleterre, prétendant que c'était la loi des Etats-Unis qui devait s'appliquer et que partant, il fallait payer avec de l'or. Le juge Branson, rendant jugement sur cette pétition de droit, refusa d'accepter la prétention de la Couronne que le paiement devait s'effectuer d'après la loi américaine. La présomption, dit-il qu'un Etat souverain, comme celui de la Grande-Bretagne, ne se soumettrait pas à d'autres cours que celles de son pays est tellement forte, que seule une stipulation expresse au contraire (absence dans l'espèce), pourrait la faire disparaître. **“Interprétée à la lumière de la loi britannique, est-ce que la clause de payer en or détermine le mode de paiement ou l'étendue de l'obligation. La stipulation payable en or”,** dit le juge Branson, **“a été insérée comme clause habituelle (Customary clause), sans aucun espèce d'allusion à l'éventualité des Etats-Unis répudiant l'étalon ou standard or. Il n'est pas maintenant possible aux agents du gouvernement de faire le paiement aux Etats-Unis suivant les termes des**

“débentures. Les pièces d’or nécessaires pour effectuer le paiement n’existent pas, et même si le gouvernement anglais les avait en sa possession, si les citoyens américains acceptaient de l’or en paiement ils commettraient par là un acte illégal.”

Les porteurs de débentures portèrent la cause en appel, et cette dernière renversa le jugement du juge Branson; le jugement de la Cour d’Appel fut porté devant le Conseil Privé.

La “House of Lords”, le 28 janvier 1937, maintint le jugement du juge Branson déclarant **“Que nulle débenture n’est payable en or, rien qu’en numéraire du pays.”**

Et la question est résolue, l’or ne sert plus, ni comme paiement, ni comme garantie de paiement de débentures.

Comme il n’y a pas suffisamment d’or pour garantir les numéraires des différents pays et encore moins la monnaie scripturale créée par les banques, qui est des milliers de fois plus élevée que les numéraires, que, de plus, l’Angleterre, l’Allemagne et d’autres pays refusent de faire aucun paiement en or, et qu’aux Etats-Unis, c’est une offense criminelle de payer ou de se faire payer avec de l’or; il en résulte, fatalement, qu’on ne peut plus laisser à l’or les deux fonctions de garantir le numéraire et la monnaie et, en plus, de servir pour effectuer les versements internationaux.

La conservation de ces deux fonctions à l'or étant devenue un boulet insupportable à la caste bancaire, l'exposant à des catastrophes terribles, il fallait de toute nécessité que l'or fut dépouillé de toutes ses fonctions. D'un autre côté, le mythe de l'or a joué et joue encore, auprès des innocents, un grand rôle pour leurrer les gens et embrouiller des situations pourtant bien claires. En plus, les gens qui exploitent l'extraction de l'or n'entendent pas que cette idole soit jetée au rancart et devienne simplement le vil métal jaune qu'il a toujours été; ils y perdraient trop.

La solution de ce problème compliqué a été confiée au Governing Body, qui s'en est tiré à merveille. Toutes nos félicitations.

Le Board s'est trouvé en face du fait accompli. Les fonctions attribuées à l'or de servir de numéraire soit à l'intérieur des pays, soit entre les pays, et partant de servir de garantie de paiements étant abolis, il ne lui restait plus qu'une fonction; celle de servir d'étalon, de standard, ou commun dénominateur pour la fixation relative des prix des différentes devises des pays. C'est cette dernière fonction que le Board a enlevé à l'or.

Quand on veut détourner les fidèles de l'adoration de Jupiter, il n'est pas sage de l'attaquer de front, il vaut mieux sembler le flatter; c'est pourquoi les habiles techniciens du Board ont

commencé par endormir, amadouer les partisans de l'étalon, Standard or, en passant, le 30 juin, 1932, la résolution suivante: (Traduction) **“Le Board, reconnaissant la nécessité du ré-établissement entre les nations d'un système monétaire à base commune, afin de faciliter les règlements internationaux dans des conditions plus stables et plus assurées, est de l'opinion unanime que l'étalon-or demeure le meilleur mécanisme monétaire disponible . . . il est en conséquence à propos de préparer toutes les mesures nécessaires pour le ré-établissement de la fonction de l'étalon-or”.**

Cette résolution apaisait les partisans; mais, quand tant de pays eurent abandonné l'étalon-or, après le jugement dans la cause Branson, et surtout après les lois américaines déclarant illégal tout paiement avec de l'or, le Board s'est appliqué à trouver un substitut adéquat, et a réussi à le trouver.

Une petite anecdote nous facilitera la compréhension de la tactique adoptée par le Board pour solutionner ce problème et établir un étalon, standard, ou commun dénominateur supérieur à l'or, pour comparer les différentes devises. Quand il s'est agi de relever les niveaux des différents projets de route du chemin de fer du Pacifique à travers les montagnes, l'ingénieur en chef, accompagné du président de la compagnie et de quelques assistants-ingénieurs, se ren-

dit sur le perron de la bâtisse et frappant du pied sur la première marche, il dit : "Ceci est 1000". Les ingénieurs, saluèrent et dirent à l'unanimité : "O. K. boss", car eux, les techniciens, avaient compris. Le président demanda : "1000, mais 1000 quoi?" Quelle espèce de 1000? Pourquoi 1,000 plutôt que 50? Depuis quand? Par rapport à quoi? Qui a décidé cela? "Laissez faire, président", répondit l'ingénieur, "tous les "niveaux de l'Atlantique au Pacifique seront indiqués "comparativement" les uns aux autres, "en prenant comme point de comparaison ce "chiffre "1000" que j'institue, de ma propre volonté, comme MON étalon d'altitude".

Nous laissons au lecteur le soin de qualifier ce "1000", de le baptiser comme ils le voudront. Est-ce un simple chiffre, est-ce un emblème ou un symbole, est-ce un dénominateur; est-ce une base conventionnelle, est-ce mystique, est-ce un chiffre arbitraire? Chose certaine, c'est qu'il n'est pas matériel, ni attaché à aucune matière, qu'il est une simple convention spirituelle; et c'est là, précisément, ce qui lui donne tout son mérite et tous ses avantages.

Il est stable, ne subissant ni l'influence de l'intempérie des saisons, ni les fluctuations de l'offre et de la demande, ni les caprices de la spéculation.

Le Governing Body des 23 a procédé de la même façon que notre ingénieur. Il a inventé un

mot, tiré de son imagination et, par la seule expression de sa volonté, il a créé l'abstraction "Franc-Suisse-Or"; tout comme l'ingénieur a créé l'abstraction "1000".

Incorporé en Suisse, où le numéraire se nomme Franc, le Board a accepté la première partie: "Franc-suisse". Mais pour qu'il n'y ait pas de confusion, qu'on ne s'imagine pas que le franc-suisse, dont le prix varie sur le marché, était l'étalon de mesure des prix, il a ajouté le qualificatif "Or".

L'idée de se servir du mot "or" était sage; de cette façon il a suffi d'un changement insignifiant; au lieu d'avoir "un système monétaire international basé sur l'or", on a "un système monétaire international sur la "base de l'or"; puisque le mot "or" est ajouté à "franc-suisse", c'est donc sur la base de l'or, n'est-ce pas, "franc-suisse-or", c'est "or". Et les partisans de l'or se frottent les mains d'aise.

Seulement, "franc-suisse-or" n'est ni de l'or, ni un franc-suisse, c'est une abstraction pure et simple, tout comme l'abstraction mètre, litre, gramme; et, par ce fait, tout aussi immuable que ces autres abstractions, qui sont tous des étalons de mesure.

Quand on pense que pendant si longtemps l'on s'est servi de l'étalon-or, pour apprécier les prix des devises, un étalon matériel, mobile, variant suivant l'offre et la demande de la matiè-

re qui le compose! Autant aurait valu dire : vous mesurez votre drap avec une baguette en bois; or, le prix du bois ayant augmenté, votre étalon de mesure d'un mètre ne sera plus que de 99 centimètres; ou, si le prix du bois diminue, alors l'étalon de mesure "mètre" sera de 101 centimètres. C'est à se demander si la profondeur de la stupidité humaine n'est pas, parfois, insondable.

Le Board y a mis ordre; il a déclaré que l'abstraction de mesure F.S.O. est le franc-suisse, en supposant que ce dernier serait au pair. Qu'il le soit ou non, cela n'a pas d'importance, notre créature abstraite demeure stable, permanente, immuable; ainsi, que le franc-suisse baisse de dix pour cent, il faudra alors 11 francs-suisse pour équivaloir 10 francs-suisse or; s'il monte de dix pour cent, alors 10 francs de la Suisse équivaldront 11 F.S.O.

C'est d'ailleurs la méthode scientifique dans nombre d'activités humaines; nous avons :

L'abstraction "mètre" étalon de mesure des distances.

L'abstraction "F.S.O." étalon de mesures des devises monétaires.

L'abstraction "Erg" étalon de mesure de l'énergie.

L'abstraction "Watt" étalon de mesure de l'électricité.

L'abstraction "calori" étalon de mesure de la chaleur.

Quand le professeur demande aux élèves : 3 pommes, 4 oranges et 5 citrons, combien cela fait-il? Il arrive que des élèves répondent, douze. Le professeur leur dit : douze quoi? Pour pouvoir additionner ou soustraire il faut tout ramener à un commun dénominateur. Si je vous demande : Combien de fruits cela fait-il? Alors, vous pourrez dire 12; car, oranges, pommes, citrons peuvent se ramener au commun dénominateur "fruit". De même, quand le Board a reçu pour effectuer des versements, disons 10,000 francs-suisse, 10,000 francs-français, 10,000 livres sterling, 10,000 dollars américains, est-ce qu'il pouvait dire : j'ai en mains 40,000? Mais 40,000 quoi? Le Governing Body était forcé de s'établir pour son propre usage, un commun dénominateur, étalon ou standard et, comme la nécessité est la mère de l'invention, le Board s'est créé son commun dénominateur. La mesure que j'adopte, dit-il, est le franc-suisse, s'il était au pair. Que chacun, dans son imagination conçoive ce que serait alors le franc-suisse, s'il était au pair; c'est cette conception que je nomme "franc-suisse-or".

La création idéologique du commun dénominateur étalon ou standard déterminé par l'oligarchie des 23, faisant affaires sous le nom de Banque des R.I. est immédiatement passé de

la théorie à la pratique, en ce qui la concerne. Tous les mois, elle publie son bilan, en tête desquels on lit : "Les chiffres dans ce rapport sont en millions de francs-suisse-or".

Il est dit dans ces rapports mensuels que la Banque de Bâle a reçu des papiers-crédits, billets, traites, débentures, etc., émise dans 65 pays différents et stipulant autant de devises. La banque a ramené toutes ces devises à son commun dénominateur, puis les ayant additionnées, elle déclare : "J'ai en mains des papiers équivalant à, par exemple, le 31 août, 1931, 1,563,635,-702.57 francs-suisse-or.

Après avoir adopté cet étalon scientifique, la B.R.I. en a informé toutes les banques de tous les pays, leur demandant de calculer en F.S.O. leurs propres devises et d'en envoyer un montant suffisant pour équivaloir le montant de F.S.O. requis pour rencontrer tout montant à payer en d'autres devises.

L'harmonie a été établie où le désordre existait; les banques reçurent ces avis, avec plaisir, et les mirent à exécution avec enthousiasme. A un tel point que maintenant les rapports des banques et les statistiques de leurs opérations, même en ce qui concerne l'or, sont publiés sur la base de F.S.O.

Preuve : Le Moniteur des Intérêts Matériels, publiant un état comparatif de l'or extrait de la terre, les désigne sous la quotation de

francs-suisse-or. "En 1915, notamment, il a "été extrait de la terre 22,594 milliers d'onces "d'or fin valant 2,420 millions de francs-suisse-or."

Ou encore, "en 1934, il a été exporté de l'or "de l'Orient pour 3,400 millions de francs-suisse-or."

Et c'est ainsi que le Board a enlevé à l'or sa dernière attribution, ou fonction, celle d'être l'étalon de mesure pour l'appréciation des diverses devises. Fini : l'or, retournes au néant et que nos malédictions t'accompagnent. Le roi Or est mort, vive l'empereur Papier.

CHAPITRE VI

PREVISION

Le 2 février 1930, la Chambre des Communes en Angleterre discutait la question de la ratification de l'établissement de la Banque des Règlements internationaux, simplement comme instrument afin d'exécuter le plan Young. Le rapport de ce débat, le 2 avril 1930, nous informe: (Traduction).

“Le débat sur la ratification de ce projet démontra qu’il y avait beaucoup de pressentiment de mal chez les députés si l’acceptation des Statuts de la Banque des Règlements Internationaux n’aurait pas comme résultat le DEVELOPPEMENT D’UNE NOUVELLE ESPECE DE MONSTRE FRANKENSTEIN, QUI, FINALEMENT, POURRAIT REDUIRE L’INDUSTRIE DE TOUS LES PAYS, — et PLUS PARTICULIEREMENT DE L’EUROPE, — A UN ETAT DE SERVITUDE A L’EGARD DES GRANDS INTERETS BANCAIRES.”

Etudions calmement si cette prévision de mauvaise augure s'est réalisée, et si la caste bancaire est devenue le terrible Frankenstein moderne, qui martyrise l'homme, auteur de ses jours.

L'homme ne peut pas créer d'être, individuel ou collectif, supérieur à lui-même; forcément, tout être qu'il crée est à son image et à sa ressemblance; il ne peut pas concevoir mieux. Quand il a créé cet être à son image, il l'admire, l'honore ou l'adore; il lui rend hommage et se soumet à la volonté de cet être individuel ou collectif.

Le Frankenstein de Delle Skelly et du cinéma était un être individuel bâti tout comme l'homme, comprenant des cellules, ces cellules agglomérées formant des organes; ces organes étant reliés au cerveau par le système nerveux, lui transmettant les sensations qu'il reçoit; ce dernier reçoit les sensations, les étudie, les compare, éprouve tous les sentiments, médite, réfléchit, tire des conclusions; au moyen du système nerveux, il transmet ses instructions à toutes les cellules, et, tout le corps agit d'après ces instructions du cerveau.

Le Frankenstein moderne est un être collectif bâti exactement comme l'être humain; les cellules sont les actionnaires des banques, les organes sont les banques de chaque pays; les banques centrales constituent le système nerveux,

reliant les organes au cerveau, pendant que l'oligarchie des 23 hommes supérieurs du Board est ce cerveau. Toutes les cellules de Frankenstein adhèrent au corps, et s'y maintiennent par le lien le plus puissant, celui de l'intérêt. Elles sont toutes mues par le même motif, celui d'accumuler des profits; chacune de ces cellules se rend compte que ses avantages sont en proportion des bénéfices que réalise l'organe particulier (banque) dont elle dépend. Chaque banque individuelle a compris depuis longtemps la puissance que toutes les banques acquièrent en s'unissant et en agissant de concert avec la banque centrale du pays; les banques centrales ont compris toute la puissance de l'union, elles ont organisé la banque centrale des banques centrales, le Board, ou oligarchie des 23; cerveau de Frankenstein.

Jusque là les banques constituaient des êtres séparés, maintenant elles constituent un être complet, unique, a "corporation soul," dont tous les membres sont solidaires, unis par les mêmes doctrines, sous un chef unique qu'elles respectent et auquel elles obéissent instinctivement, naturellement, tout comme les cellules du corps. C'est cet être collectif, qui est distinct de chacune des banques centrales individuellement, que nous désignons sous le nom de "Frankenstein".

FRANKENSTEIN — Sa puissance

Le 23 juillet 1933, les délégués de banques centrales de 64 nations réunis à Londres, endossent la banque des Règlements Internationaux, sous la direction du "Board", souscrivent aux fonds de cette banque, en acceptent la directive, "la reconnaissant comme un organisme monétaire ESSENTIEL appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans la coopération entre Banques Centrales et dans un système d'é-talon monétaire international." (Nous avons vu que c'est F. S. O. au lieu de l'or).

Si l'on considère que la banque centrale des pays ayant des colonies est la banque centrale de la mère-patrie et de ses colonies, et, en outre, (voir rapport du président le 28 février 1931) si l'on considère que la B. R. I. fait les déboursés nécessaires afin d'organiser le mécanisme de CREDIT dans les centres monétaires où c'est nécessaire et aide à l'établissement de banques centrales où il n'y en a pas, on comprendra que la domination de Frankenstein couvre, pratiquement, toute la surface du Globe.

FRANKENSTEIN — Son indépendance

Au moyen d'une pétition de droit, tous les états peuvent être poursuivis devant les tribunaux civils, par celui qui se croit lésé. Tous les

employés de l'état peuvent être traduits devant les tribunaux, s'ils causent préjudice à autrui ou commettent des délits.

Frankenstein est au-dessus de toutes les lois civiles et criminelles et ne peut jamais être poursuivi en justice, quoi qu'il fasse.

En effet, par l'article 6, de la charte constitutive octroyée par le gouvernement de la Suisse, à la B. R. I. cette banque centrale des banques centrales a reçu d'appréciables privilèges, elle jouit de nombreuses exemptions d'impôts, de plus, **“ses avoirs, dépôts et autres fonds qui lui sont confiés ne peuvent, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, faire l'objet d'aucune mesure, telle qu'expropriation, réquisition, SAISIE, confiscation, défense ou restriction d'exporter et d'importer de l'or et des DEVISES.”**

Ainsi, la Suisse ne peut pas procéder contre la B. R. I. parce que cette dernière jouit du privilège d'exterritorialité, par conséquent, y est considérée comme une personne censée n'avoir pas quitté le territoire de l'Etat dont elle dépend.

Or, la B. R. I. n'est incorporée qu'en Suisse, sa seule place d'affaires est dans ce pays; elle n'est pas censée habiter la Suisse, en fait elle n'habite aucun territoire d'aucun Etat, et ainsi ne dépend d'aucun état. Toute poursuite judiciaire doit être intentée à l'endroit du domicile de la personne à attaquer devant les cours de

justice. Nul tribunal au monde n'a juridiction sur le Governing Body de Frankenstein, puisqu'il n'habite pas d'autre pays, et sa charte déclare qu'il n'est pas censé habiter la Suisse.

Tel qu'octroyé, ce privilège d'exterritorialité gratifie le Governing Body d'une omnipotence unique dans l'histoire du monde.

Dans les cas d'exterritorialité ordinaire, si un étranger commet un délit, il peut être traduit devant l'ambassadeur de son pays. Devant quel ambassadeur, en Suisse ou ailleurs, pouvez-vous traîner le Governing Body, s'il commettait un délit quelconque ?

Malgré le privilège d'exterritorialité, les biens des étrangers peuvent être saisis; les droits extra-territoriaux protègent les personnes, mais leurs biens peuvent être saisis. Pour Frankenstein, non; son omnipotence est telle que même ses biens sont insaisissables !!

Frankenstein, cet empereur du monde, est au-dessus de tous les états et de leurs lois. C'est une puissance universelle plus que suzeraine.

FRANKENSTEIN — Ses ordres

Quand la banque centrale des banques centrales a été organisée, le Dr Schacht, représentant l'Allemagne, a déclaré qu'il ne pouvait pas y adhérer parce que la législation requise n'avait pas encore été adoptée dans son pays. Le Gov-

erning Body a fait comprendre à l'Allemagne qu'elle ne pourrait pas retirer les avantages de l'organisation, notamment de faire des emprunts; les autres banques n'achèteraient pas les débentures; et, alors, sous cette menace, non seulement l'Allemagne a nommé ses délégués au Board, s'est soumise aux statuts, mais, en plus, la Reichbank a été contrainte de souscrire sa part au capital-action de la B. R. I.

ORDRE DE FRANKENSTEIN !

La banque centrale du Portugal et celle de la Yougoslavie ont fait application pour faire partie de la caste bancaire. L'oligarchie les a refusées parce que les gouvernements de ces pays n'avaient pas assez couvert d'or leurs devises. "Mettez ordre à vos affaires, votre numéraire n'est pas stabilisé, quand vous aurez agi selon notre désir, vous aurez le bénéfice de notre organisation."

ORDRE DE FRANKENSTEIN

Nous lisons dans "The Economist" du 10 mai 1930. (Traduction). "La réduction la semaine dernière, du taux d'intérêt payé par la banque simultanément dans quatre centres aussi importants que Londres, New-York, Paris et Bruxelles peut difficilement être consi-

“dérée comme une coïncidence fortuite; et il
“semble raisonnable de déduire que c’était une
“démarche convenue en principe lors de l’as-
“semblée d’inauguration des directeurs nommés
“de la B. R. I. tenue à Bâle, la semaine précéden-
“te. Il semble également évident que le but du
“mouvement est de faciliter l’émission prochain-
“ne du prêt pour Réparations à des conditions
“qui ne seront pas trop onéreuses pour l’Alle-
“magne.”

“Si ces déductions sont exactes, et la Cité
“est disposée à assumer qu’elles le sont, la pre-
“mière assemblée de la B. R. I. a promptement
“porté fruit; car, il n’est pas probable que ces
“quatre réductions auraient pu avoir lieu immé-
“diatement sous l’ancien système d’opération
“centrale bancaire, ni officiel, ni organisé”.
C’est-à-dire avant la création de Frankenstein.

Et l’article ajoute: “Une réduction concer-
“tée du taux de l’intérêt que les banques paient
“n’est cependant que le premier essor.”

En effet, l’exemple donné par ces quatre grandes banques a été imité par toutes les autres. Dans les pays où, pour réduire ce taux il fallait passer certaine législation, elle a été passée presto par tous les gouvernements; avec le résultat que pauvres ou riches, qui déposent leurs épargnes à la banque, retirent un pour cent de moins d’intérêt qu’auparavant.

CHAPITRE VII

AMENDES HONORABLES : 1-JAPON; 2-ETATS-UNIS; 3-REPUBIQUE DES SOVIETS; 4-LES JUIFS.

1—Le Japon

La banque Centrale du Japon n'est pas affiliée ou agrégée à la banque centrale des banques centrales instaurée à Bâle.

C'est simplement MM. Sanoda et Tanaka, représentants à Londres de la banque du Japon, qui se sont, de concert avec les autres représentants des banques intéressées au plan Young, nommés membres du comité d'organisation de la B. R. I.

Quand l'organisation du Board des 23 a été créée, c'est encore simplement une banque privée, agissant à la place de la banque du Japon, qui a nommé deux représentants au Board.

Après l'incorporation ce sont simplement MM. Tanaka et Mohara, gérant à Londres de la Yokohama Specie Bank, qui ont agi. Il est bien vrai que lorsque des avis, conseils, instructions,

ont été transmis à la Yokohama Specie Bank, cette dernière les a transmis aux autres banques du pays, qui ont marché de concert avec toutes les autres banques du monde; mais, tout de même, la banque centrale du Japon n'est pas impliquée.

Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

2—Les Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis, la Central Reserve Bank, n'est pas non plus impliquée dans la B. R. I. C'est M. J. E. Reynolds, président de la First National Bank of New York, et M. A. Taylor, président de la First National Bank of Chicago, qui sont venus fourrer leur nez où ils n'avaient pas d'affaire, ont pris sur eux d'agir comme s'ils représentaient la banque centrale des Etats-Unis et ont participé à la formation du comité d'organisation. Preuve, Art. 5 du rapport sur la Constitution. (Traduction).
“La souscription totale du capital autorisé ayant été garanti par les banques centrales de Belgique, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne et d'Italie, par une banque PRIVEE agissant pour la banque du Japon, et par une banque américaine, la banque de Bâle peut commencer ses opérations...”

De même quand il s'est agi de souscrire, "les **banques centrales de six (ne comprenant pas le Japon), des sept pays signataires du plan Young, et le GROUPE bancaire de New-York** recevront 16,000 des 200,000 francs-suisse-or dont se composera le capital de la banque". Les parts ont finalement été souscrites par MM. J. P. Morgan & Co. the First National Bank of New York et la First National Bank of Chicago (les intérêts Rockefeller).

Il est bien vrai que ces deux groupes ont une influence considérable en Amérique; que les résolutions de l'oligarchie des 23, dont M. McGaray était le président, ont été exécutées par toutes les banques de l'Amérique; qu'elles ont toutes marché ensemble, en cadence, au pas de l'oie, au commandement du Board; mais, enfin, la banque Centrale des Etats-Unis, n'a pas encore été entraînée à former partie du groupe.

Il faut rendre à César ce qui appartient à César...

3—U. R. S. S.

Jusqu'à présent, la banque centrale de la république soviétique n'a eu aucune relation avec notre Frankenstein. Louise Strong, l'une des membres de l'oligarchie bolchévique (Le Kominterne) s'est donné beaucoup de mal pour expliquer comment la république soviétique, sans ef-

fectuer d'emprunt, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, a pu mettre sur pieds ses industries détruites par la guerre d'intervention et le blocus, et comment ces industries se sont développées merveilleusement depuis, jusqu'à date.

Elle entre dans des détails, entre autres, dit-elle, les habitants de la république du Caucase n'avaient ni nourriture, ni chaussures, ni habits, ni outils, ni semailles et cependant l'U. R. S. S. voulait augmenter la production du coton. La banque centrale, escomptant le crédit de cette république, accorda un crédit au Caucase, formant partie de la grande république des Soviets, lui permettant de tirer des chèques sur ce crédit, le tout sans intérêt.

C'est-à-dire que la nation s'escomptait elle-même son propre crédit, au lieu de permettre à une banque de se servir du crédit de la nation, d'escompter ce crédit à son propre avantage, et de charger intérêt à la nation, parce qu'elle se sert du crédit de la nation.

Sans intérêt, cela se conçoit; la nation escomptant son propre crédit, était-elle pour se charger et se faire payer de l'intérêt par elle-même, à elle-même?

Louise Strong continue: quand la Commission du Caucase s'est procuré quoi que ce soit, elle a payé tous ses fournisseurs au moyen de chèques tirés sur le crédit qui lui était ouvert à la banque. Les fournisseurs ont déposé ces chè-

ques à leur banque respective et le crédit de chacun d'eux a été augmenté d'autant à leur compte de banque. Pour chaque transaction, la banque faisait deux entrées dans ses livres : une au débit du Caucase, l'autre, au crédit du fournisseur. Lorsqu'un fournisseur, à son tour, achetait quelque chose, il tirait un chèque sur son compte de banque ; cette dernière chargeait le montant au débit du signataire et entraînait le montant au crédit du deuxième fournisseur, et ainsi de suite.

Le coton récolté, la banque a ouvert un crédit au Trust de la Cotonnade, à Moscou ; ce trust a tout acheté le coton du Caucase, payant au fur et à mesure de la livraison, en émettant des chèques tirés sur son compte. La dette du Caucase s'est trouvée liquidée en grande partie, sauf à libérer la balance avec la récolte des années à suivre.

A même l'escompte qui lui était accordé, le Trust de Moscou a payé ses salaires, ses machines, etc., et a vendu la cotonnade aux différents trusts de distribution, recevant en paiement des chèques qui ont été portés à son crédit, et l'ont libéré d'autant. Les trusts de distribution vendant aux consommateurs, ont été payés en numéraire déposé à leur compte respectif, et les crédits avancés par la banque à ces diverses branches d'activité ont été liquidés, en tout ou en partie, selon que le coût d'installation et des machineries a été plus ou moins élevé, et sauf à

parfaire, au moyen des cycles de production à venir.

La même méthode de crédit a été pratiquée dans tous les domaines de l'activité soviétique; la banque escomptant le crédit social, en faveur des diverses industries, tout comme cela se pratique dans tous les pays, sauf deux différences: Premièrement, la nation ne paie d'intérêt à personne pour se servir de son PROPRE crédit. Deuxièmement, ce sont les besoins du pays qui dictent les octrois de crédits aux entreprises industrielles et commerciales, et non pas l'expectative par certaines personnes de réaliser des profits au préjudice des consommateurs, afin de payer les intérêts à Frankenstein.

Pendant les quinze premières années de l'existence de l'U. R. S. S. — les plus pénibles, les plus difficiles, alors qu'il y avait le plus de difficultés financières à rencontrer, — la république soviétique avait triomphé, elle avait augmenté les industries existantes, en avait installé de nouvelles, amélioré et étendu le réseau de chemins de fer à vapeur et électriques, établi des pouvoirs hydro-électriques, décuplé le nombre de mines et leur production, enfin accéléré la marche ascendante du développement industriel et scientifique, sans que la nation se soit endettée d'un seul kopek vis-à-vis de qui que ce soit, lorsqu'il s'y est établi le petit Frankenstein des Soviets.

Le Frankenstein du reste du monde, c'est-à-dire le Grand Frankenstein, se compose de membres de la caste bancaire; le petit Frankenstein se compose des membres du parti bolchévique. L'organisation est la même dans les deux cas; en haut régnant, suprême, l'oligarchie dominante, nommant elle-même, sans aucun contrôle, ceux qui en font partie; dans un cas, l'oligarchie des 23 du Board, dans l'autre, le Komintern. Cette oligarchie, soutenue par une hiérarchie, dont le premier échelon, dans un cas, est la série de banques centrales; dans l'autre, les organisations centrales bolchéviques des états formant l'union soviétique; comme deuxième échelon, dans un cas, les banques puînées ou locales, sous la direction des banques centrales, dans l'autre, les organisations régionales ou locales de la caste bolchévique, sous la direction des organisations supérieures; troisième échelon, dans un cas, les actionnaires des banques, dans l'autre, les membres souscripteurs en règle du parti.

Dans leur sphère respective, les deux Frankenstein contrôlent l'importation, l'exportation, les moyens de transport, l'industrie, le commerce et surtout contrôlent tous les organismes éducatifs et de propagande pour former la mentalité de servitude propre à faire consentir les hommes à se soumettre à la maîtrise des deux Frankensteins et à l'exploitation de la race humaine.

Cet acte de forban de la part de la caste bolchévique est d'autant plus répréhensible, qu'en forçant l'état à émettre des débentures pour effectuer un emprunt à l'intérieur, cela ne donnait aucun avantage financier à la nation. L'opération a simplement consisté en ceci : la caste a remis des billets promissoires (numéraire) de l'état, remboursables à demande (c'est-à-dire jamais) et sans intérêt, et a reçu, en échange, des billets promissoires de l'état, (débentures) mais, cette fois, payables à dates fixes, et partant remboursables, et, de plus... avec intérêt à 10%. L'état n'est pas enrichi d'un seul kopek, la transaction ne lui permet pas d'acheter plus à l'étranger, puisque c'est strictement à l'intérieur ; mais lui, qui ne devait rien, pas même à lui-même, maintenant doit capital et intérêt à la caste bolchévique.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour dénoncer cette escroquerie qu'il est notoire, pour tous ceux qui ont voulu se renseigner, que les bolchéviques protestent avec la plus grande énergie contre l'accusation d'avoir établi le communisme, en tout ou en parti, ou sous aucune forme, en U. R. S. S.

Ceux qui disent que le communisme existe en U. R. S. S. sont coupables d'une infamie odieuse et sont de plus d'indigne mauvaise foi. Nous disons mauvaise foi, car celui qui pouvant se renseigner, ne le fait pas, afin de persister dans

ses mensonges, est de mauvaise foi. Et pour se renseigner l'on a qu'à se rendre à la bibliothèque du Barreau de sa localité; là, on y verra le code de l'U.R.S.S. et l'on constatera que c'est simplement un plagiat du Code Napoléon. On constatera, par les différents articles, comment s'opère le contrôle privé des biens, par billets et traites, par donations entre vifs, par location, par vente, par transport, par échange, par héritage, etc. Il est notoire que dans ce pays il y a des kopeks et des roubles, que des gens y travaillent à salaire et d'autres à la pièce et à profit, notamment les prêteurs à l'état (Bond-Holders). Non, quoique on en dise, ceux qui, pour des fins que nous n'osons qualifier, nous disent que le communisme existe en U. R. S. S. ne se trompent pas, ils nous trompent; ce qui existe c'est le petit Frankenstein, en tout semblable au grand; là, comme ailleurs, les travailleurs sont à salaire, sur ce qu'ils produisent l'état contrôlant comme susdit, prélève des profits, à même ces profits, il paie les dividendes aux membres du petit Frankenstein, savoir, à la caste bolchévique.

Nous disons caste, l'échelle des salaires varie de 300 à 80,000.00 roubles par mois, la masse de la population, qui doit se nourrir, se vêtir à même les 300 roubles, ne peut pas, per capita, acquérir des milliers de débentures, les privilégiés de la caste, avec 10,000, 20,000 ou 30,000 roubles

peuvent, eux, faire des épargnes, les convertir en capital, en achetant quantité de débentures.

Le grand et le petit Frankenstein sont tellement de même nature, l'organisme bâti tellement de la même manière, les façons d'agir tellement semblables, le but et les résultats identiques que leur fusion est inévitable, c'est fatal. Cette fusion n'a pas encore eu lieu, il n'y a que des suggestions et des pourparlers; nous saurons que cette odieuse fusion sera un fait accompli, irrévocable, le jour où une seule débenture de l'U. R. S. S. sera mise en vente sur le marché mondial. C'est une affaire de quelques mois, peut-être de semaines, mais qui n'a pas encore eu lieu.

Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

4—Les Juifs

Bon nombre de personnes croient que les Juifs contrôlent la finance du monde; il y en a même qui le clament à renfort de trompettes. C'est une erreur.

Il ne faut pas oublier que pendant des siècles, dans nombre de pays, il n'était pas permis aux Juifs de contrôler des immeubles; que les marchands étaient organisés en "chambres" et les artisans en corporations de métiers et que les Juifs n'étaient pas admis dans ces deux organisations. Dans ces conditions, une seule occu-

pation leur était accessible, celle de la spéculation sur les marchandises et plus particulièrement sur l'argent; être des changeurs, des prêteurs à la petite semaine, ou tenir des Mont-de-Piété (Pawn Shops) ou prêter aux seigneurs, aux provinces, aux états. Quand une race s'est appliquée pendant des siècles à une occupation particulière, elle finit par avoir dans le sang certaines aptitudes et certaines tendances, un atavisme.

Mais, quand les métiers eurent été remplacés par la machine, qu'il fut permis aux Juifs de contrôler des immeubles, ils ont commencé à occuper leur activité à d'autres occupations, et corollairement, d'autres que des Juifs devinrent des prêteurs, surtout des prêteurs à l'état.

Par suite de la force acquise, les Juifs ont continué d'abord à jouer un rôle prépondérant dans la finance; puis, petit à petit, un rôle important. Les Juifs, autrefois, ne s'occupaient guère de l'industrie. Quand les magnats de l'industrie sont devenus milliardaires, ils devinrent les gros sacs, et la prépondérance des Juifs est disparue.

On a vu que la direction spirituelle de la caste bancaire est confiée à l'Oligarchie des 23; si nous examinons la liste de ceux qui ont fait, ou font actuellement, partie de ces 23, on n'y relève pas le nom d'un seul Juif.

L'échelon supérieure de la hiérarchie se

compose des banques centrales; qui va prétendre qu'une seule des 64 banques centrales affiliées soit sous le contrôle des Juifs? Certainement pas les sept principales qui, à elles seules, ont nommé les 14 membres inamovibles du Board, savoir: (1) La Yokohama Specie Bank, (2) la maison Morgan et les intérêts Rockefeller, (3) la banque centrale de France, (4) celle d'Angleterre (5) celle d'Italie, (6) celle de la Belgique et (7) la Reichbank.

Qu'il y ait des Juifs, beaucoup de Juifs même, dira-t-on en certains quartiers, qui tiennent une conduite blâmable, c'est possible, nous ne sommes pas chargés de les défendre; que dans le tas des cellules constitutives de Frankenstein, il y ait quelques, et même qu'il y ait beaucoup de Juifs, c'est encore possible, mais qu'ils aient le contrôle de Frankenstein? non.

Les gros bonnets de la finance, ceux qui, aujourd'hui, contrôlent, sont les Chevaliers d'industrie du Bois et du Charbon, les Vicomtes du Sucre et du Tabac, les Comtes des Chemins de Fer et des Bateaux, les Marquis du Fer et de l'Acier, les Ducs de l'Huile et de l'Electricité et les Princes de la Grande-Pressé. Ce sont ces géants qui ont détruit les pygmées de jadis; les petits monts-de-piété, prêteurs à la petite semaine et Shylocks.

Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

CHAPITRE VIII

FRANKENSTEIN

Ses moyens d'action

Que le lecteur observe ce qui se passe dans son pays; il constatera que les principaux actionnaires et directeurs des banques sont également les principaux actionnaires et directeurs dans toutes les branches d'activité du pays.

En Amérique, les compagnies à fonds social contrôlent 90% de la richesse du continent. Dans tous les bureaux de direction des utilités publiques, tels que l'électricité, les transports, par terre, par mer ou par air, les téléphones et télégraphes; les industries du tabac, des cigarettes, des breuvages, du pain, du lait, de la viande, des légumes, de la farine, du sucre, des bonbons, de tous les produits chimiques, des chaussures, du coton, de la laine, des vêtements, du bois, du charbon, de toutes les mines, de toutes les assurances, vous trouverez toujours les noms de ces principaux actionnaires et directeurs. Si ces entreprises sont au nom de particuliers, ces par-

ticuliers sont encore nos mêmes principaux actionnaires ou directeurs, tous, cellules de Frankenstein.

Cette caste, y compris ses créatures ou instruments, tels les gérants des industries, les rédacteurs de journaux, les directeurs de toutes les maisons d'éducation et des postes de radio, les échevins, les députés, les conseillers législatifs, les sénateurs et les ministres ne comprend pas 5% de la population.

Quant aux 95% de la population, si tous ses membres vendaient tous les petits immeubles qu'ils contrôlent plus ou moins, ainsi que tous leurs meubles et habits de seconde main, le tout vendu au prix coûtant malgré leur usure et leur vétusté, le produit total de cette vente ne suffirait pas pour payer le montant des dettes dues à Frankenstein.

La caste contrôlant l'importation, l'exportation et la fabrication de toutes les marchandises, dicte ses volontés, d'un côté aux producteurs, et de l'autre, aux marchands distributeurs, leur indiquant quels prix ils devront payer, en achetant, et à quels prix il leur faudra vendre. Et malheur à celui de ce menu fretin qui oserait rouspéter.

Si le contrôle des richesses par Frankenstein comprend 90% du total, il est un domaine dans lequel ce contrôle est de 100% ; c'est un monopole absolu ; sans qu'il ne soit jamais permis

d'en soustraire une parcelle; c'est le contrôle de tous les organismes de propagande ou éducatifs qui forment la mentalité de tous les hommes.

Le plus puissant de ces organismes est sans contredit la grande presse quotidienne et les principales revues (2). Tous ces journaux, goutte à goutte, versent constamment les enseignements que Frankenstein veut inculquer, déformant les faits au besoin, les accompagnant de titres et de sous-titres, les exagérant ou les dépréciant, les accompagnant de remarques, de commentaires, de façon que les lecteurs pensent toujours comme la presse veut qu'ils pensent. Et comme les gens n'ont pas d'autres sources de renseignements, sincèrement, honnêtement, mais aveuglément, leur mentalité est en état de servitude à l'égard de la grande Presse, sans qu'ils le sachent.

Si quelqu'un désire exposer des faits ou exprimer des opinions qui ne conviennent pas à Frankenstein, on n'exerce pas de censure — la presse est libre — mais la cellule qui contrôle le quotidien refuse d'insérer l'écrit dans "son" journal.

(2) S'il arrive qu'un petit organe hebdomadaire ou mensuel n'est pas contrôlé directement par l'une des cellules de Frankenstein, il le devient indirectement par les annonceurs qui l'encouragent ou non, suivant qu'il se conforme aux enseignements dits orthodoxes de la caste bancaire; même, en les achetant, sans décence, avec des annonces plantureuses de la banque.

On dit que nous sommes en démocratie, que les électeurs élisent des représentants qui légifèrent et administrent les affaires publiques. Soyons donc sincères, avec l'existence de Frankenstein, la prétendue démocratie n'est qu'un camouflé.

Dans tous les pays, soi-disant démocratiques, il y a toujours deux groupes, quelquefois plus, mais au moins deux groupes formés en partis parlementaires. Les élections ne se font pas avec des prières; on a vu une simple élection municipale coûter cinq cent mille dollars de dépenses électorales, rien qu'à un candidat. Chaque parti a sa caisse électorale, le fonds des reptiles. Sont-ce les chômeurs, ou même la masse des habitants d'un pays, qui souscrivent les nombreux millions dont se composent ces fonds de reptiles, ou bien sont-ce ceux qui sont assez riches pour qui l'argent ne pèse pas aux doigts?

Qui paie le violon, commande les danses? Qui désire se porter candidat doit supporter les doctrines de ceux qui remplissent les caisses électorales, s'il veut avoir l'appui de ces fonds.

Généralement, ces partis dominants ne diffèrent que sur des points secondaires, insignifiants, se résumant simplement à "recule-toi de dedans l'auge que je me mette à ta place". Comme les cellules de Frankenstein souscrivent respectivement à l'un ou à l'autre des partis, et souventes fois aux deux, quel que soit le candidat

que le peuple "libre" (Quelle dérision!) a choisi, l'élu est la créature, le pantin, l'instrument docile de la caste bancaire. S'il arrive qu'un homme se relève contre Frankenstein, en supposant qu'il ait les fonds nécessaires pour se porter candidat, qu'on ne l'ait pas empêché par des objections techniques de qualifications spéciales, dans quelles conditions se fera la lutte contre un instrument de Frankenstein.

Le partisan des doctrines de Frankenstein aura l'appui chaleureux et persistant de tous les journaux, des articles écrits par les meilleures plumes feront ses louanges, d'immenses affiches seront collées à tous les murs, son portrait sera distribué à profusion, de nombreuses circulaires atteindront tout le monde; il louera des salles qu'il remplira par force annonces; il aura des centaines d'orateurs éloquents et populaires, habiles dans l'art d'influencer l'électorat; toutes les rues seront pavoisées de banderolles; il aura des salles de comité, avec d'innombrables secrétaires payés (et partant influencés) des cabaleurs iront de porte en porte chez les électeurs. On a vu une élection de ce genre où un ministre, directeur de banque, était candidat; l'élection terminée, on a constaté que le nombre des personnes payées comme locateurs de salle, orateurs, secrétaires, distributeurs, imprimeurs, cabaleurs, charretiers, (tous payés) était plus éle-

vé que le nombre de votes enregistrés aux bureaux de votation.

Et son adversaire? pas un seul journal, pas d'annonces, quelques amis dévoués comme orateurs, pas de cabaleurs. Quel a été le résultat de l'élection, pensez-vous ?

Contrôlant tous les journaux, contrôlant tous les représentants élus, par les gouvernements, Frankenstein contrôle les petites et grandes écoles, les collèges, universités et lycées; et tous les professeurs de toutes ces institutions; car, si l'un d'eux ose enseigner quoique ce soit à l'encontre des intérêts de Frankenstein, il est immédiatement et irrévocablement destitué. Il en est de même de la radio, où, si l'on soupçonne que vous pouvez y enseigner ce qui n'est pas, en tout, conforme aux doctrines chères à Frankenstein, on vous coupe le radio, contrat, pas de contrat.

CHAPITRE IX

FRANKENSTEIN

Ses principales doctrines :

1. **Massacre des Innocents;**
2. **Se servir du Crédit Social pour s'enrichir;**
3. **Production pour spéculation;**
4. **Contre la production pour consommation.**

1o **Massacre des innocents.**

Nous refusons de nous servir du mot guerre.

Le principe de diviser pour régner ne date pas d'hier. Frankenstein, étant une collectivité organisée, se trouve une unité une et indivisible; il use et abuse de ce principe, contre le monde désorganisé.

Dans le pays "A", Frankenstein amène ses valets à faire beaucoup d'armements; de suite, avec beaucoup d'éclat et exagérant peut-être, dans tous les pays "B", "C", "D" jusqu'à la fin de l'alphabet et recommencer, par tous ses or-

ganes, il clame l'énorme armement de "A"; que cela constitue une menace; qu'il faut sauver la patrie, en s'armant, et en s'armant davantage. Poussé par cette propagande intense, chaque pays obéit, et la course aux armements devient de plus en plus acharnée. Comme toutes les populations gémissent de misère sous l'exploitation de Frankenstein, il est facile à ce dernier, par ses organes, et surtout vu la mentalité de servitude imposée à tous les individus, de faire accroire aux populations que c'est dû au fait que dans un pays la population est trop dense; ou que l'on manque de matières premières; ou que les autres nations ont trop de colonies, qu'il nous en faudrait à nous aussi, pour exploiter les coloniaux comme les autres le font; ou que ce serait bon d'agrandir nos frontières et, surtout, que c'est dû au fait que tel ou tel pays est habité par des méchants, que ce sont nos ennemis. Frankenstein, qui contrôle chaque pays, prêche dans chacun que le ou les voisins ou deuxièmes voisins sont des ennemis, quand, en réalité, la mentalité de chacun de ces pays est formée précisément par le même Frankenstein.

Et c'est ainsi que depuis la grande guerre pour mettre fin à la guerre, on a vu le massacre des innocents, vieillards, civils paisibles, femmes, enceintes ou non, garçons ou filles se poursuivre en Iraq, aux Indes, au Maroc, en Ethiopie, en Espagne et en Chine; partout le massa-

cre des innocents, et Frankenstein mijote d'en organiser d'autres.

Est-ce à dire que les membres de Frankenstein sont des méchants; non, ils sont, eux-mêmes, victimes de leurs enseignements, et sont mûs, comme tous les hommes, par ce qu'ils croient être leur intérêt. Car, ne l'oublions pas, ce n'est qu'aux cellules de Frankenstein que le massacre des innocents profite. Le profit pour eux est double.

Premièrement, les membres de Frankenstein sont les principaux actionnaires et directeurs des compagnies fabricantes d'avions, de bombes, de tanks, de canons, de mitrailleuses, de fusils, de revolvers, de munitions, de vêtements, d'aliments pour les armées; tout ce que ces compagnies fabriquent est vendu à profit (et quels profits!). Deuxièmement: par l'intérêt perçu sur les prêts à tous les belligérants sans exception, et l'on peut dire que chaque oeil crevé, chaque crâne défoncé, chaque corps éventré rapporte une somme de . . . à chacun des membres de Frankenstein.

20 Se servir du Crédit Social pour s'enrichir.

Les exactions de Frankenstein sont telles que tous les pays sont appauvris et l'on voit ce phénomène extraordinaire de Frankenstein s'adressant, à chacun d'eux, en ces termes: "Vous

“êtes pauvres, mais votre crédit est bon ; je vais
“être assez aimable pour vous escamoter l’usa-
“ge de votre crédit ; au lieu de vous en servir
“vous-même, c’est moi qui vais m’en servir. Vous
“allez me remettre des papiers-crédits au lieu de
“payer directement avec ces papiers-crédits.
“Sur “dépôt” de vos papiers-crédits, je vais vous
“permettre d’écrire d’autres papiers-crédits de
“même nature : (des chèques), seulement, pour
“cet échange de papiers-crédits, sans que j’aie
“déboursé un seul sou, je vous chargerai un cer-
“tain taux d’intérêt”.

“Et maintenant, achetez, de moi, des armes
“et munitions”.

Comme tous les représentants sont les créatures de Frankenstein, l’emprunt se fait, par toutes les nations, les armements s’accumulent ; ils changent de mode, se rouillent, il faut les remplacer, il en faut de plus meurtriers, les dettes de chaque pays s’accumulent ; la royauté payable à Frankenstein augmente. De sorte que Frankenstein s’engraisse par les intérêts perçus sur les dettes et par le profit sur les fournitures pour massacrer des innocents. Pour lui tout est bénéfice dans cette affaire.

C’est un état de chose incroyable qui ne peut s’expliquer d’aucune manière que par la mentalité de servitude que nous forme Frankenstein. En effet, tous les organes de propagande et d’éducation ont incrusté dans le cerveau

des hommes, si vous voulez la guerre, organisez-vous pour la guerre. Voilà qui est d'une logique inébranlable. Mais cet autre enseignement: Si vous voulez la paix, organisez-vous pour la . . . guerre!!!

Alors, quand donc nous organiserons-nous pour la paix! Jamais, tant que nous subirons les doctrines de Frankenstein, et surtout conserverons ses enseignements en matière d'économie politique, particulièrement son principe de la production pour spéculation.

30 Production pour spéculation.

Frankenstein impose à l'humanité le sentiment de la spéculation. Spéculez, dit l'enseignement, assurez la vie de votre père et spéculez sur son décès prochain; mère, assurez votre enfant et spéculez sur la date de sa mort; enfants, spéculez sur la probabilité de devenir le président des Etats-Unis; spéculez tous sur vos chances de gagner au bingo, au tirage, à la roue de fortune, aux multiples loteries, steeple chase, etc., spéculez à la Bourse, spéculez; tout pour et par la spéculation.

Il semble si naturel, si logique, de produire les grains, les fruits, les légumes, le lait, la viande et tous les aliments pour se nourrir; de produire le charbon, pour se chauffer, de produire les chaussures et les habits pour se vêtir; le gaz et l'électricité pour s'éclairer.

Mais non, c'est trop logique, Frankenstein a formé notre mentalité de servitude et nous produisons tous pour spéculation au lieu de pour consommation, et l'on comprendra facilement pourquoi. Si nous produisions pour consommation seulement, si nous ne remettions pas notre production à Frankenstein et à ses instruments, il nous faudrait payer en nature notre tribut à la caste bancaire; lui donner des patates, des carottes, du lait, et, toutes les cellules de Frankenstein en ont déjà plus qu'elles ne peuvent en consommer, elles ne pourraient pas faire de trafic et spéculer, puisque tout se ferait pour consommation et non pas pour commerce. Cela ne ferait pas l'affaire de Frankenstein, donc, ce dernier forme notre mentalité de servitude à son égard, et tant que notre servitude existera, nous continuerons à produire pour commerce.

Avec quels résultats?

Quelques exemples. A une enquête tenue par le Sénat canadien, il a été établi que les consommateurs qui extraient le charbon de la mine et le chargent à bord des chars, reçoivent 86 centins la tonne; par le processus de production pour spéculation, les consommateurs le paie de douze à quinze dollars la tonne.

Un cultivateur vend un baril de pommes, au milieu du baril il cache une carte, donnant son adresse, informant qu'il a vendu son baril de pommes 57 centins, et priant le consomma-

teur de l'informer combien lui aura coûté ce baril de pommes. Une dame, tenant un restaurant, ayant acquis les pommes en question, a répondu comme suit : Au prix que je détaille ces pommes, mes clients paient \$17.

Des consommateurs sont payés deux centins la livre pour le poisson qu'ils livrent à la spéculation ; les consommateurs qui achètent ce poisson le paient 5, 10, 20 et jusqu'à 30 centins la livre. Des consommateurs produisant des homards reçoivent deux centins pièce, les consommateurs paient de 45 à 60 centins la livre, soit de 45 à 85 centins pièce.

Quand un fabricant de chaussures a payé le tribut à tous les étages de la spéculation sur toutes les matières qu'il emploie et qu'il retient ce qu'il lui faut pour payer son propre tribut, il vend une paire de chaussures deux dollars ; à cent pas de là, au coin de la même rue où est la fabrique, elles se détaillent \$5.

Nous avons par devers nous le rapport d'une enquête actuellement tenue par le Sénat des Etats-Unis, où l'on a établi que Mr. W. B. Estes, fermier du Colorado, exhiba un chèque de 75 centins reçu en paiement de 7 agneaux vivants. Procédant à son enquête, le Sénat a découvert que la viande seulement, vendue aux consommateurs "across the counter," leur coûte exactement \$83.70, c'est-à-dire, d'après le rapport, une majoration de 10,000 pour cent. Les intestins,

la laine et la peau coûtent aux consommateurs aussi cher que la viande.

Au moment où ce livre est mis sous presse, nous lisons dans un journal contrôlé par un ex-président de banque et directeur de 15 trusts, l'article éditorial suivant :

(Trad. de la Gazette, 27 août 1938) "Le problème que présente l'écart entre ce que le producteur d'un article reçoit et ce que le consommateur débourse pour ce même article est une source permanente d'aigreur et d'étonnement: d'irritation parce que les hommes à chacun des bouts de la transaction savent qu'il n'y a guère de rapport perceptible pour justifier la différence entre les deux prix, et d'étonnement parce que nul ne semble en mesure de faire quoi que ce soit à ce sujet.

"D'après le rapport du Halifax Herald, on a un exemple particulièrement frappant du grand écart entre ce que le producteur peut obtenir et ce que le consommateur doit payer, dans le cas des prix du poisson à Halifax. On a choisi un jour déterminé de la semaine dernière pour vérifier les prix. Trois pêcheurs ont apporté au port d'Halifax leur prise du matin à la mer. Le premier reçut 57 cents pour 68 livres de maquereau et 25 livres de morue inférieure. Le second reçut 72 centins pour 96 livres de maquereau, et le troisième \$2.39 pour poissons variés pesant 234 livres. C'est-à-dire

“qu’à eux trois ils reçurent \$3.68 pour 423 livres
“de poisson. Il convient de déduire un dollar
“pour frais de transport au marché; avec la ba-
“lance il faut payer le coût de l’appât, de l’entre-
“tien du bateau et du grément; et, ce qui reste
“est pour la subsistance des pêcheurs, eux, et
“leur famille.

“L’autre côté de la médaille nous montre la
“ménagère de Halifax se rendant au marché
“pour se procurer le susdit poisson. Pour les 68
“livres de maquereau, payées 57 cts au pêcheur
“numéro un, elle déboursa \$4.50. Pour les 96 li-
“vres du même poisson, pour lequel le pêcheur
“numéro 2 avait eu 72 centins, elle paya au
“comptoir \$6.40, et pour la prise qui avait rap-
“porté \$2.39, au troisième pêcheur, elle paya
“\$19.34. En résumé la recette totale de \$3.48 des
“trois hommes pour des heures de travail ardu
“et dangereux était gonflé à \$30.20 quand les
“gens de Halifax eurent décidé d’ajouter du
“poisson à leur menu.

“Le Herald signale que les prix courants, à
“la livre, payés à celui qui apporte le poisson
“sont comme suit : Morue marchande, $1\frac{1}{4}$ cen-
“tins; Tranches de morue, $1\frac{1}{4}$ centins; Had-
“deck, $1\frac{1}{2}$; Maquereau, un centin pièce; Ha-
“reng, de $\frac{3}{4}$ à 1 centin chaque. Pour ces divers
“poissons les prix de détail à Halifax, le même
“jour, étaient : Morue marchande, 10 centins;
“tranches de morue, 10 centins; Haddeck, 12 cen-

BIBLIOTHÈQUE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
WASHINGTON, D. C.

“tins; Maquereau, 15 centins pièce, ou deux pour
 “trente sous; Hareng, 3 pour 10 centins.

“Il y a probablement nombre de raisons pour
 “lesquelles ces prix soient établis dans l’intérieur
 “du pays. Le poisson est l’une des marchandises
 “les plus périssables et sans doute qu’il y a beau-
 “coup de pertes subies, malgré la réfrigération
 “moderne, quand cet aliment doit-être trans-
 “porté à de grandes distances. Le transport est
 “dispendieux et il faut ajouter aussi les frais de
 “vente. Mais il semble difficile d’admettre ces
 “prix à Halifax, puisqu’aucun de ces facteurs
 “n’existe. Le poisson offert aux consommateurs
 “à Halifax, nageait presque en vue de la ville
 “très peu de temps avant d’être installé sur le
 “comptoir. Celui-là même qui le prit l’a remis à
 “l’acheteur, sans frais de transport ou de béné-
 “fice à payer à aucun intermédiaire. Le détail-
 “lant, qui l’a eu de l’acheteur, l’a transporté sim-
 “plement jusqu’au coin de la rue, ou tout au plus
 “à quelques rues du port et l’a mis sur son comp-
 “toir, et, de là, à la cuisine du consommateur, pas
 “loin, avec pas ou peu de frais de transport.

“Comme nous l’avons dit, des raisons peu-
 “vent être offertes pour l’étonnant écart entre
 “les prix. Il serait désirable qu’elles soient don-
 “nées : Les prix du poisson à Halifax, du point
 “de vue de l’observateur, sont certainement lou-
 “ches (fishy).”

... ..

La majoration moyenne résultant de la production pour le commerce ou spéculation est d'au moins 1500 pour cent. Quand les consommateurs sont payés un dollar pour ce qu'ils produisent, ils ne peuvent pas payer quinze dollars quand ils veulent consommer ce qu'ils ont produit. Ils sont obligés de s'en priver, il reste donc une surabondance de choses non utilisées. Et il en est de même dans tous les pays.

La différence entre 1 et 15 reste pour compte aux cellules de Frankenstein, d'où nécessité de trouver des débouchés, des marchés à l'étranger pour ce que, dans leur misère au milieu de cette surabondance, les victimes de la servitude imposée par les enseignements de Frankenstein ne peuvent pas se procurer. Sur les marchés étrangers, les cellules des pays respectifs se font concurrence, de là des efforts inouïs pour se procurer des matières premières à bon marché et vendre la marchandise ; pour ces deux motifs il s'ensuit débats, luttes et finalement conflits qui se terminent de la façon si payante pour Frankenstein : le massacre des innocents.

4. Production pour consommation.

Faisons le contraste entre production pour spéculation et pour consommation. Lorsque le président Wilson eût subitement décidé d'entraîner les Etats-Unis dans la guerre, il commença

à se procurer ce qu'il lui fallait d'après le régime de spéculation alors établi. Comme dans ce régime, est réputé le plus fin, celui qui parvient à faire le plus de profits sur les consommateurs, les industriels commencèrent par baisser les salaires et les commerçants par élever les prix. Il en résulta des protestations, de la résistance et des grèves à peu près partout. Comme le vol sur la quantité, la tricherie quant à la qualité et la prévarication générale sont des attributs inhérents et essentiels à la production pour spéculation, ils se pratiquèrent sur une large échelle.

De tout ceci, il en est résulté que le gouvernement ne pouvait pas se procurer les quantités de charbon, de bois requis, ni les faire transporter par suite des conflits entre patrons et ouvriers, et les grèves des consommateurs contre la cherté de la vie. Les fusils et canons, fabriqués de matières inférieures et mal faits, explosaient, pendant que les balles et boulets contenaient du bran-de-scie et autres matières coûtant bon marché. Au moment des exercices pour se servir de ces armes, les balles ne faisaient pas "piff", les boulets ne faisaient pas "paff" et les obus ne faisaient pas "pouff". On ne pouvait pas se procurer suffisamment de nickel, il était tout vendu à des prix exorbitants, livré à des pays prétendus neutres, qui le remettaient de suite aux ennemis. Les bas, corps et caleçons ne contenaient pas un brin de laine. Les habits des

soldats étaient tellement communs et mal faits qu'il a fallu tout les renouveler. Les chaussures, dont les empeignes se composaient de cuir de boeuf fendu six fois, les fausses semelles de carton, et la semelle extérieure de cuir très mince, ne duraient pas le temps de se rendre aux océaniques. Quant à la nourriture, la fleur faite de grains moisissés et chauffés sentait la peste, les viandes, colorées avec du poison pour les faire paraître fraîches, à peine sorties du frigidaire devenaient immédiatement corrompues; quant aux viandes, fruits et légumes en boîtes, ces boîtes se gonflaient et crevaient parce que la pourriture augmentait trop le volume de leur contenu. Les officiers de l'armée ont rejeté une quantité énorme de fournitures, les déclarant "unfit", les jetant aux vidanges, déclarant que l'armée s'en passerait plutôt que de les accepter et, naturellement, ont refusé d'en recommander le paiement.

Comme résultat, les cellules de Frankenstein se présentèrent en nombre aux bureaux du gouvernement, assiégèrent les membres du Congrès, les menaçant de ne plus souscrire à leur caisse électorale, si leurs réclamations n'étaient pas payées. Les employés du gouvernement disaient : Vous avez accepté de nous une commande de 10,000 tonnes livrable à telle date, vous ne l'avez pas remplie; un mois plus tard vous en avez livré 5,000 tonnes seulement,

sur cette quantité 2,000 tonnes ont été refusées par les officiers, et vous réclamez 7,000 tonnes; nous ne vous paierons pas. A quoi les "lobby-ists" répondaient: vous n'aurez plus rien. Et les trusts mirent leur menace à exécution. Plus rien.

Bref, le gouvernement ne pouvait pas prendre efficacement part à la guerre, sous le régime de la production pour spéculation.

Le gouvernement fut contraint d'abandonner ce régime. A cette fin il établit un ministère de guerre, distinct des autres rouages gouvernementaux. Ce ministère fit appel à toutes les plus hautes compétences du monde, offrant des prix alléchants et réunit un groupe de techniciens experts à nul autre pareil dans l'histoire de l'homme, comprenant entre autres des hommes comme Einstein, le savant bien connu, comme Steinmetz, le génie de l'électricité, ce bossu organisateur de la partie technique de la General Electric, comme Howard Scott, l'organisateur de l'industrie des munitions aux Etats-Unis, et que le gouvernement de ce pays a prêté au Canada, pour y organiser la même industrie, et qui l'y a organisé, malgré les producteurs pour spéculation.

Ce groupe de chimistes, d'ingénieurs, de gérants, d'organisateur dans toutes les branches de l'activité humaine étaient, non pas des millionnaires ou leurs créatures les politiciens,

mais, des capacités cérébrales du calibre de l'oligarchie des 23, dans le domaine bancaire.

Cette commission invita Sam. Gompers, le président de l'American Federation of Labor, à collaborer avec eux; d'un commun accord, une échelle de salaires fut acceptée et déclarée obligatoire pour tous les établissements; ceux qui ne s'y sont pas conformés ont été fermés.

La commission des techniciens se mit en communication avec les gérants de toutes les entreprises de production et les informa qu'à l'avenir ils ne devront plus tolérer l'ingérence des actionnaires, des directeurs ou des patrons; qu'ils ne devront exécuter que les instructions de la Commission. Un avis semblable a été adressé à tous ceux qui, jusque là, avait eu le contrôle de toutes les industries et de tous les moyens de transport. Le système de production pour spéculation, avec son funeste cortège de vol, de fraude, de prévarication, d'incompétence et d'insuffisance, prit fin.

Et là, commença la co-ordination des moyens de transport, la distribution rationnelle des commandes suivant les localités et la spécialisation de chaque entreprise. Les travailleurs, contremaîtres et gérants, satisfaits de n'employer que des matières de bonne qualité, furent heureux de produire des objets, propres aux fins pour lesquelles ils étaient destinés. Les comptables, débarrassés du patron, n'avaient

plus d'intérêt à faire de fausses entrées et à envoyer des factures mensongères. Les techniciens étaient munis de chaussures à fortes semelles pour recevoir les cellules de Frankenstein venant se plaindre qu'on les mettait dehors de chez eux; qu'on détruisait leur initiative; qu'on abolissait la concurrence, cette puissance génératrice de tout progrès; toutes ces balivernes n'ont pas prises auprès de cerveaux comme ceux de la Commission des Techniciens ou de l'Oligarchie des 23.

Les techniciens dirigèrent la production; les armées furent mieux nourries, mieux habillées, mieux payées que celles de toutes les nations belligérantes; nulle nation n'a pu, en aucun temps, produire et livrer, par jour, autant d'armes et de munitions que Uncle Sam. C'était en quantité si considérable que dans le secteur qui lui a été alloué, rien ne pouvait résister; tant d'obus, de boulets de tous calibres, de balles étaient rendus sur place qu'il n'y avait pas un pouce de terrain qui ne fut pas couvert de feu, tout le temps. Le fait est que les canons se touchaient essieu à essieu, sur toute la longueur du secteur; aussi, ça n'a pas été long, avec une efficacité semblable de production, quand tous les autres en étaient encore à la production pour le profit de Frankenstein.

Il est bon de dire que les Techniciens ont laissé réaliser de superbes profits aux diverses

entreprises, mais pas les profits scandaleux des premières semaines. Comme la distribution avait été laissée sous le régime de la spéculation, les cellules de Frankenstein intéressées dans le commerce ont majoré les prix, de sorte que l'augmentation des salaires est toute allée dans les poches de Frankenstein ; seulement, l'inefficacité de la production pour spéculation a été remplacée par l'efficacité de la production pour usage.

La guerre terminée, le monstre Frankenstein a commandé à ses commis, instruments, pantins, créatures de lui remettre le contrôle de ses industries et, comme toujours, ils ont tous obéi à "La Voix de Son Maître". Les techniciens, après avoir été généreusement payés, ont été remerciés de leurs services.

En remerciant le gouvernement de sa générosité, ces techniciens lui ont adressé un rapport que nous résumons en ces termes : lorsque nous sommes entrés en fonction, nous avons découvert quantité d'inventions que des industriels avaient acquises et cachées, pour que ces inventions ne portassent pas atteinte à leurs profits ; il y a eu un grand nombre d'inventions et de découvertes chimiques qui ont été utilisées, la spécialisation a été poussée à outrance ; enfin, de tous ces progrès, il est résulté que, entre le moment de notre entrée en fonction et celui de no-

tre départ, la productivité a progressé dans la proportion de un à quatorze.

Cette production extraordinaire était nécessaire pour satisfaire aux exigences de la guerre ; aujourd'hui, la grande buveuse de sang, mangeuse de chair humaine, destructive de richesse par l'air, le feu et l'eau cesse de requérir autant de production ; cette dernière ne s'arrête pas, elle suit une marche ascendante au pas accéléré ; il va en résulter ceci : pendant quelques mois la production de certains produits va se prolonger pour boucher les quelques trous résultant de la guerre, mais, bientôt, vous allez constater que votre productivité est tellement énorme et le pouvoir d'achat tellement minime, la guerre finie, que vous allez avoir une accumulation de produits de toutes sortes, plus que la nation ne peut consommer, même si les citoyens avaient de l'argent pour les acheter ; l'industrie va être obligée de ralentir, et dans bien des cas de s'arrêter ; l'outillage immobilisé va se détériorer ; des travailleurs vont être mis à pied, ils vont acheter moins, le gros et le petit commerce vont péricliter, les faillites vont augmenter, et la puissance d'achat va s'en aller diminuant, jusqu'à y avoir des millions de chômeurs, entourés de marchands ruinés, tous dans l'anxiété, la faim, la misère, parce qu'ils seront écrasés sous l'énorme poids d'une surabondance inouïe. Nous vous mettons sur vos gardes, en criant : "Casse-cou !"

Il était difficile pour le président de passer outre, sans s'occuper de cet avertissement. Lui, qui savait qu'il y avait plus de graisse phosphorescente de cerveau dans cette Commission qu'il avait lui-même choisie, que dans le cerveau de tous les Sénats ou Congrès passés, présents ou futurs; lui, qui savait que ces experts techniques étaient une autre espèce de monde que les membres de parlements dont l'unique fonction est de martyriser les êtres humains, afin de recevoir les faveurs de Frankenstein; lui, qui savait que cette Commission avait sauvé la nation du péril de la spéculation; lui, qui avait vu cette commission, dans si peu de temps mettre l'ordre, où il y avait désordre, faire qu'au lieu d'être impotent, paralysé sous la botte du profit, son pays était parvenu à aider ses alliés et à leur fournir armes et munitions (il est vrai qu'ils ne les ont jamais payés); il était plus que difficile, il était impossible de ne pas prendre cet avis en considération. Le Président commença par nier qu'il y aurait jamais des milliers de chômeurs dans le sens donné à ce mot, savoir des hommes et des femmes ayant travaillé depuis des années, aptes au travail, désireux de travailler et ne pouvant pas trouver d'emploi; mais que, puisqu'ils se pensaient prophètes au point de prédire le malheur, il les pria de vouloir bien lui laisser savoir ce qu'il fallait faire pour prévenir ce prétendu danger.

La correspondance ne le disait pas formellement, mais on sentait que le président demandait une réponse par le retour du courrier. La commission répondit : nous ne sommes pas des "politiciens", ces hableurs qui ont toujours une réponse prête, promettant six lunes et cent étoiles aux électeurs, si ceux-ci veulent bien les élire, et, après la votation, autant en emporte le vent; il nous faut faire beaucoup de travail et d'études pour résoudre ce problème.

Malgré cette rebuffade, le Congrès et le Sénat américains autorisèrent le président à réengager les membres de la commission des techniciens, avec pouvoir de s'adjoindre tout le personnel voulu; afin de trouver la solution du problème d'une nation souffrant de la gêne pour tous, et de la misère pour plusieurs, par suite d'une extraordinaire surabondance de richesses.

La Commission s'adjoignit une centaine d'assistants géomètres, chimistes, ingénieurs, comptables et se mit à faire des recherches, des statistiques, des expériences, poursuivit son travail pendant douze ans; et, finalement, produisit son rapport officiel.

Dans ce rapport, les techniciens nous informent qu'ils ont pris le Mexique, les Etats-Unis et le Canada comme une seule unité économique; que si tout le reste de la terre disparaissait au fond des mers, cette unité économique trouverait chez elle tout ce qu'il lui faut.

Le rapport ajoute que les techniciens ont refusé d'accepter le numéraire, parcequ'il était à étalon ou standard or, partant variable, et qu'il leur était impossible de faire des calculs avec un dénominateur qui aujourd'hui avait une puissance d'achat égale à cent, demain à 110. Les techniciens disent que tout ce qui est utile ou agréable à l'homme n'est que de la matière, don de la nature, transformée par l'énergie et que pour savoir ce que coûte une utilité quelconque, il suffit de calculer combien d'énergie a été requise ou est cristallisée ou est congelée (congealed) dans un objet quelconque; qu'il existe un standard ou étalon de mesure pour l'énergie, nommé **erg**, et que, en conséquence, ils ont tout évalué suivant la quantité **d'ergs** requise pour produire quoique ce soit.

Remarquons, en passant, que cette puissance cérébrale de la Commission des techniciens, dès cette époque, décidait qu'il fallait renoncer à l'or comme étalon de mesure, refusait de s'en servir et que plus tard, cette haute compétence bancaire, qui est l'oligarchie des 23, elle de fait, l'a abolie, enlevant à l'or toute fonction soit comme garantie de paiement, soit comme numéraire, soit comme étalon de mesure, et y a substitué un étalon abstrait et scientifique, le F.S.O. Ce n'est pas là une simple coïncidence; le bon sens, la logique et la science répugnent à considérer l'or comme autre chose qu'un métal ser-

vant à faire des dentiers ou à dorer des cadres, des bijoux ou des enseignes.

Le rapport continue : nous avons calculé le nombre d'habitants, la quantité d'utilités qu'ils consomment en moyenne, et multiplié l'un par l'autre ; nous avons multiplié ce dernier chiffre par la quantité d'ergs nécessaires à la production de tous les objets et, par là, nous avons établi la quantité d'ergs que requiert la satisfaction des besoins des populations de ce continent, s'élevant au grand total A.

D'un autre côté nous avons fait le relevé des ergs d'énergie à notre disposition provenant de toutes sources : vent, animaux, vapeur, gazoline, électricité. Nous les avons additionnés et nous sommes arrivés ainsi au grand total B. Divisons A par B, nous avons le chiffre d'"ergs" que chaque individu a à sa disposition pour consommer annuellement.

Remarquons que dans tout ceci il n'y a que des additions de faits existants, une multiplication et une division, de simples opérations arithmétiques ; les détails de ces chiffres n'ont jamais été mis en doute ; ils sont incontestables et leur exactitude n'a jamais été contestée.

Nous recommandons, dit le le rapport :
1o, l'abolition du Congrès.

N. B. — Ces compétences n'ont pas de doute que les politiciens sont créés et maintenus comme les créatures de Frankenstein.

2o, que la direction de chaque entreprise soit laissée uniquement entre les mains des gérants de magasin ou d'usine; inutile de les changer, ils ont la compétence voulue.

3o, il n'y a pas de place pour nous, notre fonction est terminée; ce sont les dirigeants dans chaque ligne d'activité qui choisiront les membres des centrales de direction générale.

Remarquons qu'il n'est pas et ne peut pas être question de la dictature des technocrates, ils résignent et refusent de prendre part à l'administration à l'avenir : ce n'est pas dans le domaine de leurs attributions, disent-ils.

4o, Qu'il soit remis à chaque individu une carte ou livret sur lequel sera inscrit ce qu'il consomme et combien, afin d'établir la statistique de ce qu'il faut produire.

5o, Comme nul ne peut consommer le quantum mis à sa disposition, à la fin de l'année cette carte, non complètement remplie, sera remise au Centre de production.

Si vous mettez les conclusions de notre rapport à exécution, voici quels seront les résultats.

1o : Nous n'avons pas besoin du travail des enfants, jusqu'à l'âge de 25 ans.

NOTE : Les hommes profiteront donc de leurs meilleures années pour s'instruire et s'amuser, chanter, danser, rire, faire l'amour et se perfectionner tant qu'ils le désireront, selon leurs aptitudes respectives.

20 : Après 45 ans, la présence des hommes au travail ne sera plus requise.

NOTE: A cet âge, beaucoup d'hommes sont encore assez vigoureux pour danser, patiner, nager, ramer, marcher en raquettes, en skis, qu'ils profitent de leur énergie pour jouir de la vie, dans ce monde d'abondance.

30 : Nous requérons la "présence" des hommes de 25 à 45 ans, au travail, pendant 4 heures par jour, 4 jours par semaine, 10 mois par année.

NOTE : La "présence" des hommes seulement; c'est qu'aujourd'hui il n'y a presque plus de travail requérant une grande exertion physique; tout ce qu'il s'agit de faire, c'est de surveiller notre esclave en acier qui fait notre travail, au cas d'incident ou d'accident, et de le ramener à l'ordre s'il veut faire défaut. Maintenant, 16 heures par semaine, pendant 43 semaines, égalent 688 heures, pendant 20 ans, égalent 13,760 heures de "présence" au travail, pour toute la vie.

40 : Ces heures de travail produiront assez pour permettre à chacun de consommer autant de richesse qu'aurait pu en consommer, en 1929, un homme qui aurait, alors, eu un revenu annuel de \$25,000.

Ces chiffres ne sont pas exagérés, considérons quelques faits. Le Brésil et Cuba brûlent le café, s'en servent pour chauffer les engins

pour les trains, et pour fin d'éclairage des rues et domiciles. On a chargé des bateaux à vapeur de fruits, qu'on est allé jeter au loin à la mer, crainte que si c'était près de la rive, quelques malheureux pourraient plonger et aller s'en chercher. On a brûlé des milliers de ballots de coton afin qu'il y en ait moins en vente sur le marché. On a construit un four crématore coûtant des milliers de dollars, pour y brûler trois millions de jeunes truies, afin qu'elles ne produisent pas de petits, pour maintenir le prix de la viande.

D'autre part—et cette dernière partie limite cent fois plus la production que la destruction — on empêche la production. Nombre de cultivateurs reçoivent des allocations annuelles, à condition qu'ils ne cultivent pas plus que tant des denrées désignées, coton, sucre, tabac, etc. Un malheureux ayant planté plus de plants de tabac que la quantité assignée, la police est venue arracher ces plants, il a résisté, on l'a fourré en prison. Un conseil économique existe à Londres qui assigne à chaque pays la quantité de produits de toutes sortes que chacun d'eux doit produire, s'il dépasse cette quantité, ses produits ne sont pas achetés.

Malgré la destruction énorme, malgré l'empêchement, la restriction forcée qui empêche plus la production que la destruction, cependant vingt-cinq pour cent des producteurs sont sans

travail! (seulement 7% des ouvriers sont employés à un travail utile).

Non, les chiffres des techniciens ne sont pas exagérés.

Quand ce rapport a été produit au Congrès, certains journaux ont mentionné ce fait, quelques personnes se sont enquis; mais, l'emprise que Frankenstein exerce est tellement forte, son contrôle de tous les organismes qui forment la mentalité humaine est tellement absolue et totalitaire, que les membres du Congrès et du Sénat américains n'ont seulement pas osé étudier ce rapport; qu'ils ne l'ont ni amendé, ni adopté, ni rejeté; il est tout simplement resté là, en suspend. Sur l'ordre de Frankenstein, tous les journaux et revues de toutes les nuances ont organisé la conspiration du silence; un silence de plomb tient le rapport étouffé et il n'a pas été permis de le soumettre à la population, soit pour le combattre, ou l'approuver. Simple-ment, silence de mort. Pour nous, ce dernier forfait est le comble de l'ignominie; il est temps de secouer ce joug mental, qui nous tient en servitude sous Frankenstein.

CHAPITRE X

Réfléchissons :

Quant on doit faire face à un ennemi, il faut se rendre compte de sa constitution, de ses armes et de ses moyens d'action.

Nous croyons avoir établi que les banques sont des institutions qui créent du numéraire et de la monnaie en se servant de la presse à numéraires qu'elles ont escamotée dans tous les pays, et en enlevant, par prévarication, l'usage du crédit de chaque nation ; que les banques prêtent à intérêt cette monnaie qu'elles créent, et que les intérêts ainsi perçus se sont élevées à des sommes fabuleuses. Nous croyons avoir aussi établi que, se servant du subterfuge de la création d'une banque pour effectuer les paiements de réparations de l'Allemagne, les banques ont créé, (surtout après qu'il n'y a plus eu de règlements internationaux à faire, quand les versements n'ont plus eu lieu), ont maintenu une banque centrale des banques centrales du monde ; que cette banque a pour directeur spirituel une oligarchie de 23 experts qui se désignent eux-

mêmes; que ce cerveau dirige une hiérarchie de banques centrales des différents pays, lesquelles banques centrales dirigent leurs succursales et les autres petites banques dans leur pays respectifs; que l'ensemble des actionnaires et directeurs des banques, les petites banques, les banques centrales et le cerveau du Board constituent un tout homogène, bien organisé, constituant un être incorporé, a Corporation Soul, et nous avons baptisé cet ensemble du nom de Frankenstein.

Nous croyons avoir également établi que ce nouveau Frankenstein contrôle 90% de la richesse terrestre, et hypothèque, en outre, les générations futures; que ce Frankenstein, contrôlant la grande presse et tous les autres organismes de propagande et d'éducation forme, module, notre esprit au point de nous faire consentir à subir la domination de ce monstre; que ce monstre, créé par certains hommes, martyrise le genre humain, lui enlève le produit de ses labeurs au moyen des intérêts, divise la race humaine pour l'asservir; qu'il force les hommes à produire pour spéculation; que ce mode de production engendre concurrence, conflits entre individus, puis entre groupes des cellules de Frankenstein même, et que ces conflits dégénèrent en massacre des innocents; que ce massacre des innocents est la nourriture par excellence de Frankenstein, qui en retire un triple avan-

tage, perpétuer la haine et la division entre les hommes pour les dominer; réaliser d'énormes profits par la vente des armes et munitions et l'intérêt des prêts que Frankenstein fait à tous les belligérants.

En face de cette situation, nous considérons qu'il est temps, plus que temps, de réfléchir, calmement et sérieusement, afin d'adopter les moyens propres à nous libérer de ce monstre, dont les ramifications sont installées partout.

Sans haine contre qui que ce soit, sans diatribes, ni injures à l'adresse de personne, nous croyons qu'il est temps pour le salut du genre humain de réunir tous les efforts, pour entrer en lutte au cri de "Frankenstein, voilà l'ennemi!".

Jusqu'à présent, nous nous sommes abstenus d'exprimer aucune opinion, nous contentant de relater des faits avec preuves à l'appui; que le lecteur nous permette de lui soumettre, modestement, des arguments qui nous semblent logiques. Nous ne prétendons pas être infaillibles, au contraire, nous savons que nul n'est le dépositaire unique de l'entière vérité; car, la vérité n'est que ce que chacun croit qui est, que ce soit ou non.

Pour régner sur les hommes, Frankenstein les divise entre eux; pour déjouer ce stratagème il faut donc s'efforcer, autant que faire se peut, de mettre fin à ces divisions.

Tous les éléments de Frankenstein se ramènent à un commun dénominateur : **“actionnaire”**. Pour que les victimes du monstre puissent lui faire face, il faut qu’elles, aussi, soient amenées à un commun dénominateur. Quel peut-il être ?

Si les uns disent je suis Irlandais, Finlandais ou Japonais, ces termes d’un nationalisme quelconque ne peuvent servir de commun dénominateur ; (les hommes ne veulent pas et ne peuvent pas tous être soit Irlandais, soit Finlandais, soit Japonais, ou d’aucune nationalité en particulier.

D’autres diront, nous sommes des disciples de Zoroastre, de Thao, de Vichnou, de Jéhovah, d’Allah, chacun prétendant que son Etre Suprême est le Seul, l’Unique ; ces termes d’un religionisme quelconque, ne peuvent pas, non plus, servir de commun dénominateur aux hommes qui ne veulent pas et ne peuvent pas tous adhérer à l’une de ces doctrines en particulier.

Ou encore, les uns sont partisans du bolchévisme, du nazisme, du fascisme, du socialisme, du libéralisme, du corporatisme ou autres **“ismes”**. Nul de ces **“ismes”** ne peut servir de commun dénominateur à tous ; car, jamais tous les hommes consentiront à se laisser caractériser comme partisans d’aucun de ces **“ismes”** en particulier.

Il n'y a qu'une seule caractéristique s'appliquant à tous, c'est celle de "CONSOMMATEUR"; c'est le seul commun déterminateur possible.

Consommateur est un qualificatif qui ne blesse les susceptibilité de personne.

Consommateur est le seul mot qui puisse résumer les motifs pour les opinions et les actions de tous.

Consommateur désigne les hommes de partout.

Consommateur comprend les hommes de toutes les croyances et de toutes les opinions, sur tous les sujets.

Si l'on est d'accord, alors la ligne de conduite à adopter est toute tracée: c'est de s'occuper de ce qui fait l'affaire du consommateur.

Le mérite de toute suggestion se détermine ainsi: savoir si elle favorise le consommateur. Nul autre motif ne doit dicter notre conduite que le bénéfice du consommateur. Il faut toujours, quand même et partout, penser, prêcher, organiser comme consommateur. De quelque manière que l'on s'y prenne pour nous induire à traiter n'importe quelle question, il faut s'y refuser et tout ramener au bénéfice du consommateur. Les avantages au consommateur, devient notre unique motto.

Si les hommes adoptent ce motto, nous aurons alors deux collectivités.

Frankenstein, autour du drapeau, "actionnaire", 5% ; les hommes, 100%, autour du drapeau "consommateur". Dans cette lutte, Frankenstein ne peut continuer à nous tenir en servitude que s'il réussit à nous entraîner au loin de notre drapeau ; s'il parvient à nous distraire par des récits d'accidents, de meurtre, des concours de boxe, des sinistres comédies des politiciens ; s'il peut nous engager à nous mêler des affaires des autres pays qui ne nous concernent pas. Toute minute de notre attention et de nos activités affectée à autre chose que "Pour le consommateur", est une victoire pour Frankenstein.

La somme totale de richesses produites par les hommes, dans une période donnée, est déterminée ; ce n'est pas infini ; disons qu'elle s'élève à 100, suivie d'autant de zéros que l'on voudra ; si, à même cette masse déterminée, Frankenstein, pour sa part en accapare 90%, il n'en restera plus que 10% pour tous les autres consommateurs ; et, si la masse des consommateurs parvient à en recevoir 20%, il n'en restera plus que 80% pour Frankenstein ; d'où il résulte que les consommateurs ont un intérêt diamétralement opposé à celui de Frankenstein.

Frankenstein absorbe une telle proportion, que la balance des consommateurs est réduite à la portion congrue ; la presque totalité des gens

jonglent tout le jour et rêve toute la nuit comment elle pourra boucler son budget.

C'est une lutte perpétuelle de chacun contre tous. Comme il s'agit pour tous de manger pour vivre, ou mourir, tous les moyens sont bons; toute l'intelligence de chacun est accaparée par ce "struggle for life"; chacun est affaibli par cette lutte; Frankenstein, étant une unité une et indivisible, triomphe facilement de chaque individu en particulier, et c'est la somme de ces triomphes qui permet à Frankenstein de tenir toute l'humanité en servitude, pour l'exploiter sans merci.

Que les consommateurs, maintenant réunis autour de leur drapeau "consommateur", adoptent un projet simple, réclament pour tous, entendons-nous bien, pour tous, au moins la bouchée de pain, le stricte nécessaire; qu'ils adhèrent tous à cette demande, et que d'un commun accord ils expriment leur volonté; qu'ils exigent la sécurité de la vie, pour le moins des moins, dans ce siècle d'abondance.

Le seul projet qui incorpore cette demande et qui peut se réaliser dès que les consommateurs l'auront réclamé, auront ordonné son exécution au moyen de l'urne électorale, c'est celui recommandé, enseigné et propagé par le mouvement dit Crédit-Social.

CHAPITRE XI

CREDIT SOCIAL

Oh yeh! Ha! Ha! Ha! Cette interruption émane de notre ami Georges, que nous tutoyons et qui nous appelle Monsieur, et le dialogue suivant s'engage:

MONSIEUR — Pourquoi cet éclat de rire théâtral, il n'y a rien de comique, et tu n'as pas envie de rire, c'est de la frime.

GEORGES — C'est que je trouve ridicule votre prétention d'assurer la sécurité de la vie à tous, pauvres, riches, quêteurs, voleurs.

MONSIEUR — A tous les consommateurs de la terre, y compris toi-même, si tu es l'un d'eux.

GEORGES — Evidemment, je suis un consommateur, seulement c'est impossible.

MONSIEUR — Ah! tu es de la gente des impossibilistes, tout comme les savants de l'Académie des Sciences qui déclareraient que le mouvement créé par la vapeur était une impossibilité. "Ce serait, disaient-ils, prétendre qu'une "tonne de charbon puisse en traîner cent. Au-

“tant vaudrait admettre le mouvement perpétuel”. Et cette sage décision était prononcée deux ans après que Molson avait établi un service régulier, par plusieurs bateaux à vapeur, entre Montréal et Québec. Comme ceux qui déclaraient impossible le téléphone, le...

GEORGES — Pardonnez, ce n'est pas dans ce sens-là que je l'entends. Au coût actuel de la vie, combien faudrait-il per capita pour assurer une nourriture un peu saine, de modestes habits, un logement à peu près convenable?

MONSIEUR — Le chiffre de \$20 pour chaque adulte et de \$10 pour chaque mineur a été mentionné quasi-officiellement, au dernier congrès. Quant à nous, nous l'adoptons, nous ne voulons pas rester dans le vague d'une rente, ou d'un dividende, sans précision; non, nous proclamons hautement ces chiffres, comme minimum des minimums, et nous le disons, ce sont ces montants que nous voulons. Plus de paroles indécises, un chiffre.

GEORGES — La population du Canada est d'environ dix millions, sur ce nombre il y a quatre millions d'adultes et six millions de mineurs.

MONSIEUR — En chiffres ronds, admettons.

GEORGES — Quatre millions à \$20 égalent quatre-vingt millions, six millions à \$10 égalent soixante millions, 60 plus 80 égalent 140

millions, douze mois, égalent mil six cent quatre-vingt millions; c'est impossible!

MONSIEUR — Ecoute bien, Georges, le dictionnaire dit: Crédit; conviction dans la vérité ou réalité de quelque chose, croyance, foi, confiance. Veux-tu bien comprendre que "conviction, vérité, réalité, croyance, foi, confiance, sont autant d'abstractions, de simples vibrations du cerveau, des conceptions de notre imagination.

GEORGES — C'est entendu, comme tout absolu; ce sont autant de purs et simples esprits immatériels, mais...

MONSIEUR — Oui, mais précisément à cause de cela, ils sont tous infinis. Ainsi "dévouement", par exemple, c'est un infini. Le marchand qui adresse cent lettres se terminant par les mots "Votre tout dévoué" adresse tout, absolument tout son dévouement, tout, à chacun d'eux. Après cela, est-ce qu'il ne lui reste pas autant de dévouement que jamais, ni plus ni moins. Il en est de même de "confiance", conviction, crédit, autant d'infinis, et dans l'infinité, on ne peut ni retrancher, ni ajouter; l'infini reste immuablement infini.

GEORGES — Mais, le sujet...

MONSIEUR — Tout ceci pour te démontrer que tu n'as pas besoin de t'émouvoir de l'énormité des chiffres; quand même on prendrait cent mille millions de dollars de crédit, ceci

n'aurait aucune conséquence, le crédit n'est pas affecté.

GEORGES — Permettez que je complète ma question: dans un pays comme le Canada, où il n'y a que deux cent cinquante millions de numéraire, comment allez-vous faire pour payer annuellement mille huit cent quarante millions pendant des années; que dis-je, pendant tous les jours?

MONSIEUR — Je n'ai jamais dit que les partisans du Crédit Social entendaient "payer" aux consommateurs \$20 par mois; nous disons, que grâce au fait que le crédit est infini, nous pouvons accorder du crédit à tous les consommateurs, ce qui leur permettra de se procurer les nécessités de la vie.

En cela nous ne faisons qu'imiter les BANQUES qui accordent des millions de dollars de crédit sans avoir en caisse un seul sou pour cette fin. En fait, les banques n'ont jamais eu en coffre, comme somme totale de leur avoir, un pour cent du montant de crédit qu'elles accordent aux membres de leur caste, tout en leur chargeant tant pour cent d'intérêt sur ces crédits. Enfin, nous voulons être aussi fûtés que les banquiers, nous servir du crédit, comme ils l'ont fait si habilement, accorder du crédit jusqu'à concurrence de \$20 par mois (et nous insistons sur ce chiffre, qu'il soit crié!) mais cette fois sans intérêt, et à tous les citoyens, d'où le terme Crédit

Social. Et, en les imitant toujours, sans qu'il en coûte un sou à qui que ce soit.

GEORGES — Je voudrais bien savoir comment le Crédit Social s'y prend pour accomplir ce miracle.

MONSIEUR — De nos jours, mon ami, ne parlez plus de miracle.

GEORGES — Soit, disons cet apparent miracle.

MONSIEUR — Je vais te l'expliquer; je te demanderai simplement de me répondre, catégoriquement et franchement, aux questions que je vais te poser de temps à autres.

Voici les élections qui ont eu lieu; les partisans du Crédit Social ont posé aux électeurs la question suivante: Désirez-vous retirer un dividende mensuel de \$20? Si non, déposez votre bulletin en faveur de qui vous voudrez, cela nous est bien égal, et continuez à être en état de servitude, à vivre dans la misère, puisque vous le voulez. Mais si vous voulez ce dividende, donnez ordre à votre mandataire de ne faire rien autre chose que d'établir le régime du Crédit Social; le candidat qui se présente, n'ayant que cet article dans son programme, cela lui devient un mandat impératif.

Supposons que toi, moi et les autres partisans de ce régime, avons fait assez de propagande, de campagne éducative, que la majorité des comtés ont ainsi délégué leur mandataire

ad hoc, spécialement et uniquement pour cette fin; je pourrais alors faire l'hypothèse que le gouvernement serait autorisé et procéderait à établir ce régime.

GEORGES — Il est absolument nécessaire d'adopter cette hypothèse pour expliquer le fonctionnement de ce régime.

MONSIEUR — Donc, le gouvernement procède à nommer une Commission de Crédit, composée rien que d'employés à salaire, comprenant des secrétaires, des comptables, etc. Cette Commission divise le pays en 1,000 régions comprenant 10.000 de population, y installe une petite chambre et nomme un registraire dans chacune, mais sans lui donner un seul sou pour payer quoi que ce soit.

GEORGES — Sauf leur salaire et les dépenses incidentes.

MONSIEUR — Compris ; mais, non pas comme dans le cas de la Commission du Chômage, par exemple, qui paie le salaire de ses employés et les dépenses incidentes, et, en outre, paie des allocations. La Commission du Crédit ne reçoit pas d'argent pour faire des versements, simplement pour couvrir les dépenses du bureau.

Dans chacun de ces bureaux, il y a de gros livres avec feuillets numérotés consécutivement de un à dix mille, suivant la population qui relève de ce bureau. Chacun des feuillets porte une

barre verticale divisant la page en deux, en tête de la colonne à gauche, est imprimé le mot "débit" et en tête de celle de droite "crédit". Il y a aussi une quantité de petits livrets de poche-de-veste semblables à ceux que les banques d'Épargne remettent à leurs clients. Il n'y a pas de coffre-fort, ou de boîte à argent, et l'on n'y a pas d'argent pour en déposer. Dans un coin, il y a des piles de blancs imprimés ordonnant une "transposition" d'entrées: chargez à mon débit tant, et entrez ce même chiffre au crédit de M... Dis-moi, jusqu'ici, la Commission a-t-elle déboursé un seul sou pour payer le dividende aux consommateurs?

GEORGES — Dans un sens, non.

MONSIEUR — Comment! Dans un sens, il n'y a pas eu d'argent mis à la disposition de la Commission pour cette fin, et tu me réponds: "Dans un sens". Sais-tu pourquoi tu réponds ainsi, c'est que tu commences à percevoir que le prétendu miracle s'explique; comme tu as un dada, que tu es partisan d'un parti ou d'un "isme" quelconque, tu vois poindre un danger pour le succès de ton cher "isme" et tu gigotes. Réponds-moi, jusqu'ici y a-t-il eu de l'argent de déboursé pour payer le dividende?

GEORGES — Non.

MONSIEUR — A la bonne heure; procédons. Dans l'un de ces bureaux, mademoiselle Berthe est nommée Registraire, ou Archiviste,

plumitive, ou comptable, enfin n'importe quel titre qui veut dire de ne pas toucher à de l'argent, mais uniquement faire des entrées dans des livres. Berthe, en prenant charge de son bureau, a commencé par écrire sur le feuillet numéroté 1, le nom, l'adresse, l'occupation et l'âge de l'un des habitants de la région, puis sur le feuillet 2, même détails, pour l'épouse ou la compagne du numéro 1; sur les feuillets 3, 4 et 5, les mêmes détails respectivement pour les 3 enfants de 1 et 2. Sur le feuillet 6, les mêmes détails quant à un autre résident de la localité, et, elle a ainsi continué à inscrire dans son Grand-Livre le nom de tous les résidents, hommes, femmes et enfants. Ce travail terminé, elle a écrit les détails insérés dans le feuillet No 1, de son grand livre dans un livret de poche numéroté 1 et procédé de même pour tous les feuillets de ses gros livres. Puis avec une étampe, disant: "Janv. 1 1938, Dividende No 1, \$20.00" — et une autre: "1938, Janv. 1, Dividende No 1, \$10.00", selon le cas, elle a étampé dans la colonne de droite, au crédit.

Ensuite elle a cloué sur l'extérieur de la porte d'entrée une affiche sur laquelle elle avait elle-même écrit: "Les livrets sont prêts". Et elle s'est en allé rejoindre son homme qui l'attendait au coin.

Dis-moi, Georges, jusqu'à présent, Berthe, son Bureau, la Commission du Crédit, le Gou-

vernement, l'Etat ou la Nation a-t-il payé un seul sou pour accorder le dividende également à tous, et n'oublies pas, nous insistons, toujours ABSOLUMENT, également à tous, puisque jamais nous ne consentirons à ce que par une forme d'escompte, de pourcentage, de compensation on puisse faire que "A" bénéficierait de l'usage du Crédit jusqu'à concurrence d'un centin de plus que "B" ou "C".

GEORGES — Jusqu'ici, non. Mais...

MONSIEUR — Non, attends donc, je n'ai pas fini. Le lendemain, en se rendant au bureau, elle s'est arrêtée pour dépenser ses derniers dix centins en s'achetant un paquet de cigarettes. Arrivant au bureau, elle a beaucoup de difficultés à entrer, tant la foule qui l'attend est dense. Elle procède à remettre à chacun le livret correspondant à son nom; en même temps, elle remet des blancs de "Transposition" recommandant à chacun, et à celui qui transporte, et à celui qui accepte la "Transposition", de toujours inscrire leur numéro matricule à la suite de leur nom; cela lui épargnera de la besogne, et ceux qui ne le feraient pas pourraient bien subir un retard: attendre qu'elle ait eu le temps de feuilleter ses livres, pour trouver le numéro; d'où beaucoup de retard.

Le lendemain, à peine la foule écoulée, le No 6 se présente avec une "transposition" signée par le No 1, pour payer un compte de loyer

échu, \$20; Berthe écrit dans la feuille un, colonne de gauche: "A No 6, \$20.000, et à la page 6, dans la colonne de droite: "De No 1, \$20.00". Elle étampe la date sur la feuille de "transposition" et la dépose aux archives. Puis, c'est le 25 qui s'amène avec une "transposition" du No 2, l'épouse du No 1; il y a assez longtemps, s'est-elle dit, "que je m'esquinte sur la laveuse, je m'achète une machine électrique de \$125 et fais le "premier versement". Entrées analogues à 2 et à 25. Puis, c'est le numéro 238 qui s'amène avec une "transposition" de \$9.00, signée du 3 (Fils aîné de 1 et 2) qui lui a déclaré: "j'étais "sur le point de dévaliser un magasin ou de faire un "hold-up", je ne pouvais plus me retenir, "il me fallait des skis, je veux tout l'agrès complet"; et, Berthe procède comme précédemment; puis le No 349 avec une "transposition" de No 4 (Une fille de 1 et 2) pour trois dollars. Elle s'est fait faire une ondulation Marcelle; puis la dernière enfant No 5, s'étant acheté un costume chez No 451, elle paie le premier versement \$10, et toujours la même procédure. Voici que le numéro 460 que se présente avec une "transposition" de \$40.

GEORGES — Inutile de multiplier...

MONSIEUR — Mais, je veux ajouter ce cas-là, le No 6, ayant son propre dividende de \$20 plus la "transposition" de \$20 du No 1, à son tour paie son propre loyer de \$40 au No 460, le-

quel, ajoutant à son dividende de \$20 signe une "transposition" de \$60 en faveur de son médecin, No 571, lequel signe une "transposition" de \$80 au No 682, son épicier, lequel...

GEORGES — Inutile de continuer, vous n'êtes pas pour m'emplir aussi facilement; je comprends la série de "transpositions", mais j'ai une clef anglaise à jeter dans votre mécanisme...

MONSIEUR — Avant cela je veux en finir avec les chiffres; admets-tu que Berthe, avec son étampe, peut, tous les mois, étamper des 20 ou des 10 dans chaque feuillet de ses livres, oui ou non?

GEORGES — Oui, mais...

MONSIEUR — Finissons-en avec les chiffres. Admets-tu que tous les bureaux de crédits peuvent ainsi étamper des 20 et des 10 chaque année au montant total de 1680 millions, sans cependant...

GEORGES — Evidemment, on peut étamper ce que l'on veut sur du papier, mais j'ai une objection.

MONSIEUR — Laquelle?

GEORGES — Si les gens ne veulent pas accepter ces "transpositions" en paiement de leurs réclamations...

MONSIEUR — Prends un exemple concret qui pourra servir à régler tous les cas.

GEORGES — Si le propriétaire, votre No 6, refuse d'accepter en paiement de son loyer la "transposition" offerte par votre No 1 et qu'il en soit ainsi dans tous les cas ?

MONSIEUR — Le régime du Crédit Social étant établi par la loi, la présentation de la "transposition", s'il y a un chiffre suffisant au crédit du signataire, devient une offre légale de paiement. Qu'advient-il aujourd'hui quand le débiteur en présence de 2 témoins offre à son créancier à deniers découverts, le paiement de sa créance ? Si ce dernier les refuse, le débiteur se retire ; quand le créancier poursuit en justice, il perd sa cause, paie les frais des deux parties, et est obligé de se rendre au domicile de son débiteur lui demander, humblement, de bien vouloir lui signer une "transposition".

D'ailleurs, pourquoi refuserait-il ces "transpositions" ?

Il reçoit lui-même ses dividendes, lesquels ajoutés aux "transpositions" qu'il reçoit, lui permet de payer plus et de se procurer ainsi la sécurité de la vie, pour toujours.

GEORGES — Je suppose que pour le châtier, vous lui refuserez son dividende ?

MONSIEUR — Jamais de la vie ; le dividende n'est pas alloué parce qu'on est bon ou méchant, sage ou fou, riche ou pauvre, jeune ou vieux, c'est à titre d'être humain ; qu'importe qu'un individu gagne peu ou beaucoup, par sa-

laire ou par profit, qu'importe même qu'il soit l'une des cellules de Frankenstein, il a droit à son héritage, comme membre de la famille humaine, au bénéfice résultant de l'accumulation des sciences et inventions qui ont permis une si énorme production de richesse. C'est pourquoi nous combattons sans miséricorde toute tentative de compensation, par moyen de tabulation, ou machination d'escompte qui, en définitive, ferait qu'un seul être humain serait avantagé, par l'octroi du Crédit Social, d'un seul centin de plus ou de moins qu'un autre être humain. Nous nous en tenons à ce principe inaltérable: tout être humain a autant de droits à l'héritage humain que tout autre être humain.

Maintenant, dis-moi, Georges,...

GEORGES — Si un travailleur peut faire quelques épargnes, ou un marchand a de l'argent à disposer, est-ce qu'ils pourront déposer ces montants au bureau du Crédit Social pour augmenter le montant à leur crédit?

MONSIEUR — Oui, si ce sont des "transpositions" qu'ils ont reçu. Mais non, si c'est du numéraire; le numéraire est taboo, sa présence ne peut jamais être tolérée, soit comme encaisse, soit comme débours. Maintenant, dis-moi, Georges, et là, je veux une réponse catégorique, puisqu'il s'agit d'un fait; dis-moi, la Commission du Crédit, ayant mis le crédit social en opération, a-t-elle, pour cette fin, déboursé un

seul kopek, centin, centime, un seul iota? Oui ou non?

GEORGES — Mais ce qui ne sera pas dépensé...

MONSIEUR — Réponds-moi d'abord, la commission a-t-elle déboursé ou non?

GEORGES — Si quelqu'un...

MONSIEUR — Réponds..., tu ne réponds pas. Réfléchis tant que tu voudras, mais réponds...

GEORGES — Non, je crois bien.

MONSIEUR — Tu crois bien, tête de cochon, pourquoi ne réponds-tu pas honnêtement et franchement, non; c'est que tu sens ce qui te pend au bout du nez. Si la commission n'a rien déboursé elle ne peut pas prétendre se faire rembourser ce qu'elle n'a pas déboursé, n'est-ce pas?

GEORGES — Vérité de La Palisse...

MONSIEUR — Si elle n'a aucune réclamation, personne n'est tenu de payer, dis?

GEORGES — C'est entendu.

MONSIEUR — Et pourtant les locataires ont payé leur loyer, et les propriétaires sont satisfaits; les consommateurs ont acheté des skis, des machines, des habits, des épiceries, de la viande, du lait, ont payé les marchands qui sont satisfaits, les services des médecins et des salons de beauté ont été rémunérés; les marchands détaillants ont payé les marchands de gros, ceux-ci ont payé les fabricants qui ont pu payer leur

matière première et leurs salaires; les affaires marchent plus rondement. Comprends-tu maintenant, qu'en faisant ce que les banques font, en se servant du Crédit de la nation, c'est-à-dire du Crédit Social, sans que personne ne débourse un sou, et ne soit jamais appelé à payer, directement ou indirectement, par taxes ou autrement, la sécurité de la vie, au moins quant aux premières nécessités, se trouve assurée pour tous.

GEORGES — Je ne l'aurais jamais cru; admettez qu'à première vue cela paraît impossible.

MONSIEUR — Oui, mais pas pour celui qui se donne le trouble d'étudier et qui s'y connaît le moins du monde en arithmétique.

GEORGES — Dites-moi, monsieur, si le cosommateur n'utilise pas tout le montant de ses dividendes, est-ce qu'il peut les laisser s'accumuler?

MONSIEUR — Pourquoi pas? S'il désire faire un achat pour un montant élevé. Naturellement, il n'y a plus de motif quasi impératif de prendre des assurances sur la vie, pour qu'au cas de décès, la femme et les enfants ne se trouvent pas dans la misère noire; non plus, de faire des épargnes pour les jours sombres ou pour la vieillesse; c'est de dépenser, de jouir de la vie, enfin, sortir du système actuel de rareté, de pénurie et de privation, pour inaugurer le système d'abondance.

Car, ne l'oubliez pas, Georges, les chiffres de 20 et de 10 ne seront jamais abaissés, même si la production, la première année pouvait être insuffisante, ce qui n'est pas probable; le dividende demeurera attendant que la production augmente; si la production augmente le taux du dividende s'élèvera jusqu'à ce que la consommation égale la production; afin qu'on ne voit plus la destruction de notre production, faute d'argent pour l'acheter.

GEORGES — N'anticipez-vous pas que les travailleurs, ayant maintenant du pain sur la planche, refuseront de faire comme aujourd'hui, travailler pour des salaires de famine plutôt que de crever de faim; que les salaires étant plus élevés, le prix des marchandises s'élèvera; d'où, nécessairement, salaires plus élevés, et qu'ainsi, grimpant d'échelon en échelon, le coût de la vie augmentant toujours et les salaires renchérissant, il se produira une inflation telle que vos \$20.00 n'auront plus qu'une puissance d'achat de deux sous?

MONSIEUR — Cesse de faire bondir mon coeur de joie; non, Georges, ce serait trop beau; il ne faut pas rêver de châteaux en Espagne. Si Frankenstein veut se couper les joues pour se punir le nez, qu'il le fasse, nous en seront fort aise. Comment! chacun des millions de la caste bancaire ne serait plus que d'une puissance d'achat de mille dollars!! Non! ce serait trop

beau!!! Quant à nous, Georges, tu oublies que le crédit est infini, si la puissance d'achat de 20 diminue, on met le chiffre 100; si ce n'est pas suffisant, 500, si ce n'est pas suffisant pour procurer la sécurité de la vie à tous, 1,000 ou 2,000. Une étampe avec 20,000 ne coûte pas plus cher qu'une pour 20, et ne donne pas plus d'ouvrage à Berthe.

GEORGES — Mais, que faites-vous du commerce avec les pays étrangers?

MONSIEUR — Frankenstein nous a, sous ce rapport, rendu un service signalé. En abolissant l'usage de l'or comme garantie du crédit, en le supprimant comme numéraire, et surtout en lui enlevant sa faculté de commun dénominateur, étalon ou standard de mesure pour l'appréciation des diverses devises, pour y substituer l'étalon stable et scientifique du franc-suisse-or, la situation se trouve claire. A tous les étrangers, nous disons, désirez-vous acheter du bois? de la pulpe? du blé? des minéraux? du poisson? Nous en avons à vendre, aux prix courants du marché mondial, exprimés en francs-suisse-or. Nous offrons, ensuite, à tous les étrangers de nous vendre, aux prix courants du marché mondial, ce que nous désirons importer, payables en francs-suisse-or.

Et maintenant que tes objections sont résolues, que tu as compris que le régime Crédit Social procure à tous la sécurité de la vie sans qu'il

en coûte un sou à personne, simplement en nous servant de notre crédit, au lieu de laisser Frankenstein s'en servir, que comptes-tu faire?

GEORGES — Oh! moi, vous savez, je suis un pauvre diable, et je ne me mêle de rien; je laisse faire.

MONSIEUR — Georges, tu te trompes, il n'y a pas d'individus sans parents, sans amis, sans connaissances, sans voisins auprès desquels il puisse exercer sa puissance de persuasion. Par ton insouciance, ton inertie, tu deviens le poids mort, le boulet aux pieds, quand la masse des consommateurs veut se mettre en branle pour se libérer de sa servitude. Tu es le Judas, inconscient peut-être, mais Judas quand même, favori de Frankenstein; tu lui vaux plus qu'un millionnaire; car, tu es au milieu des opprimés et tu fais la besogne de l'oppresser, en ne faisant pas ta part pour le combattre; c'est sur des individus comme toi qu'il compte pour se maintenir; je n'ai pas d'expression assez sévères pour te blâmer comme tu le mérites. Sache que les tièdes seront vomis.

CONCLUSION

Lecteurs, nous vous supplions de ne pas être des Georges; au contraire, de répondre avec enthousiasme et persévérance à l'appel chaleureux que nous vous faisons.

Sortez de la nonchalance, de la turpitude, de l'insouciance, du pessimisme qu'a créé chez vous la servitude enseignée par Frankenstein. A l'oeuvre.

Après avoir lu notre livre, ne le prêtez à personne pour le faire lire, vous rendriez par là votre propagande inefficace; rappelez-vous que celui qui reçoit un livre pour rien, l'évalue au prix qu'il l'a payé. Considérant que le livre ne vaut rien, puisqu'il l'a eu pour rien, il jettera un coup d'oeil, peut-être, mais à la légère, et vous le remettra avec un: "Oui, oui, merci; équivalent à un: "Non". Le coeur d'un homme suit sa bourse; s'il n'a rien déboursé, il n'aura jamais le coeur à la besogne. Gardez votre livre et recommandez à ceux qui l'auront acheté, à votre suggestion, de faire comme vous; que chacun garde son exemplaire comm référence quant aux dates, aux chiffres, et aux faits qui y sont mentionnés, pour s'appuyer dans les conversa-

tions, discussions et débats qui se soulèveront au cours de la propagande.

A l'oeuvre, consommateurs, nous n'avons rien à perdre que notre misère et nous avons toute une vie d'abondance à gagner.

Qu'importe les sarcasmes à l'origine, ou les rebuffades des victimes inconscientes; toujours, sans cesse, attaquez, que votre propagande persiste, c'est à cette seule condition que nous triompherons; à l'oeuvre!

Rappelez-vous que celui à qui vous vous adressez est un consommateur comme vous; que son intérêt est le vôtre, le vôtre, le sien; et que vous êtes aussi mal pris l'un que l'autre.

Damnés de la misère, à l'oeuvre, pour nous sortir tous ensemble de l'enfer de notre servitude.

A l'oeuvre, forçats de la faim, pendant qu'il nous reste encore un peu de force, pour sortir de notre galère de rareté; et, enfin, jouir de l'abondance que nous avons produite.

Sachez que tout être humain agit toujours selon ce qu'il croit être son intérêt; à l'oeuvre, faites-lui comprendre que c'est son intérêt d'adopter le régime du Crédit-Social, par lequel il aura toujours, lui et ceux qui lui sont chers, la sécurité de la vie.

Il faut en finir avec la pauvreté au sein de l'abondance, à l'oeuvre; il faut le faire comprendre à tous les consommateurs.

CRÉDIT SOCIAL
SANS SUCCÈS

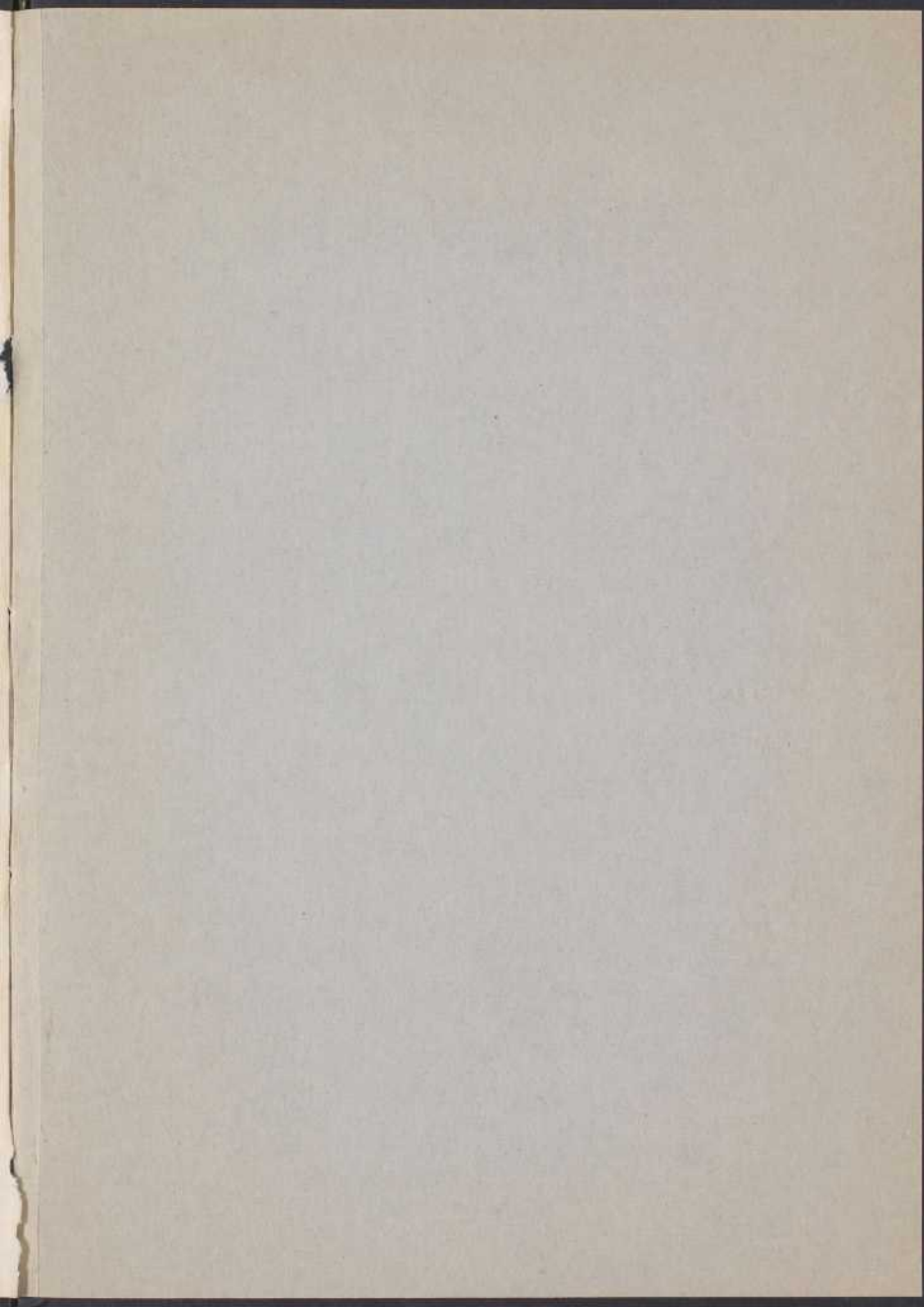


TABLE DES MATIERES

	Page
ASSOCIATION : Que signifie	3
BANQUE : Ce qu'est une . . . Comment elle vous a filouté votre machine à fa- briquer le numéraire et créé de rien, 1000 fois plus de monnaie qu'il y a de numéraire	16
BANQUE DE BALE, son origine	30
son évolution	33
devenu papillon	34
n'est qu'un paravent ..	36
véritable, le Board	37
BOARD : l'oligarchie des 23	38
le cerveau dirigeant de la caste bancaire	40
CAPITAL, ce qu'est le capital	8
CONCLUSION	143
CONSOMMATEUR, appel de ralliement	96
CONTROLE, ce qu'est le	4

	Page
CREDIT, ce qu'est le	6
CREDIT SOCIAL	124
ECONOMIE, ce qu'est l'	8
ESCLAVE, état mental	14
ETATS-UNIS, amende honorable	74
EXTRATERRITORIAL, ce qu'est le droit	8
FRANKENSTEIN, son origine	8
sa prévision	85
son pouvoir (super- suzerain)	87
son indépendance	88
ses ordres	90
son mode d'action	87
annihilant la démocratie ..	89
ses enseignements :	
massacre des innocents	91
production pour spéculation	95
empêchant la production pour usage	101
JAPON, amende honorable	73

	Page
JUIFS, amende honorable	82
MONNAIE, ce qu'est la	9
NUMERAIRE, ce qu'est le	10
OLIGARCHIE, ce qu'est une	12
OR, remplacé par papier-crédit	48
" par chèques de voyageurs	52
clause répudiée	54
ne peut payer débentures	55
illégal de s'en servir pour quoi que ce soit	56
remplacé par F.S.O., comme étalon	60
PRISONNIER, état physique	13
PRODUCTION, ce qu'elle comprend	14
pour spéculation	85
pour consommation	86
PROPRIETE, ce qu'est la	5
RICHESSSE, ce qu'est la	8
U.R.S.S., amende honorable à l'	75



EN VENTE

"CONSOMMATEURS",

version française \$1.00

"CONSUMERS",

version anglaise \$1.00

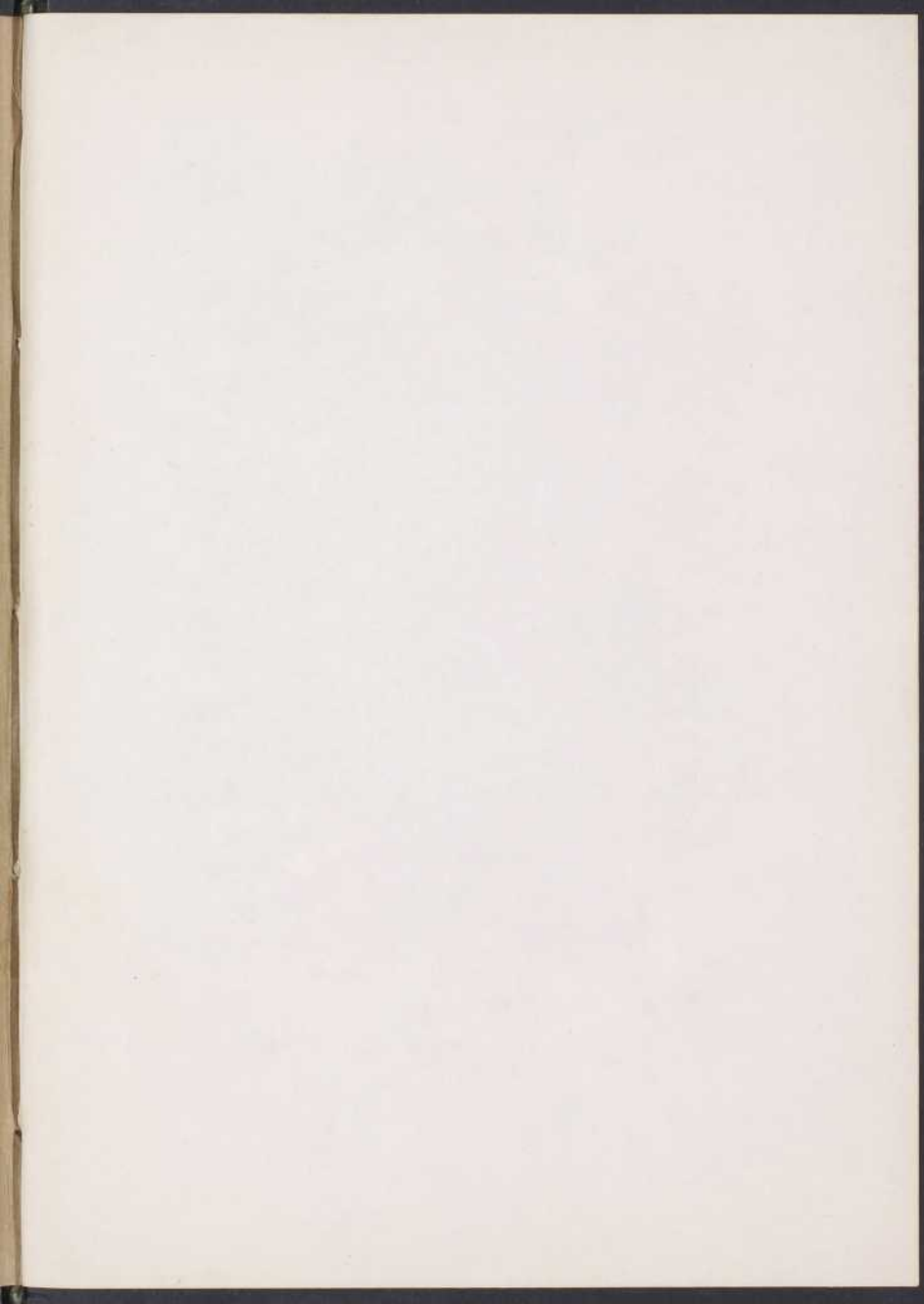


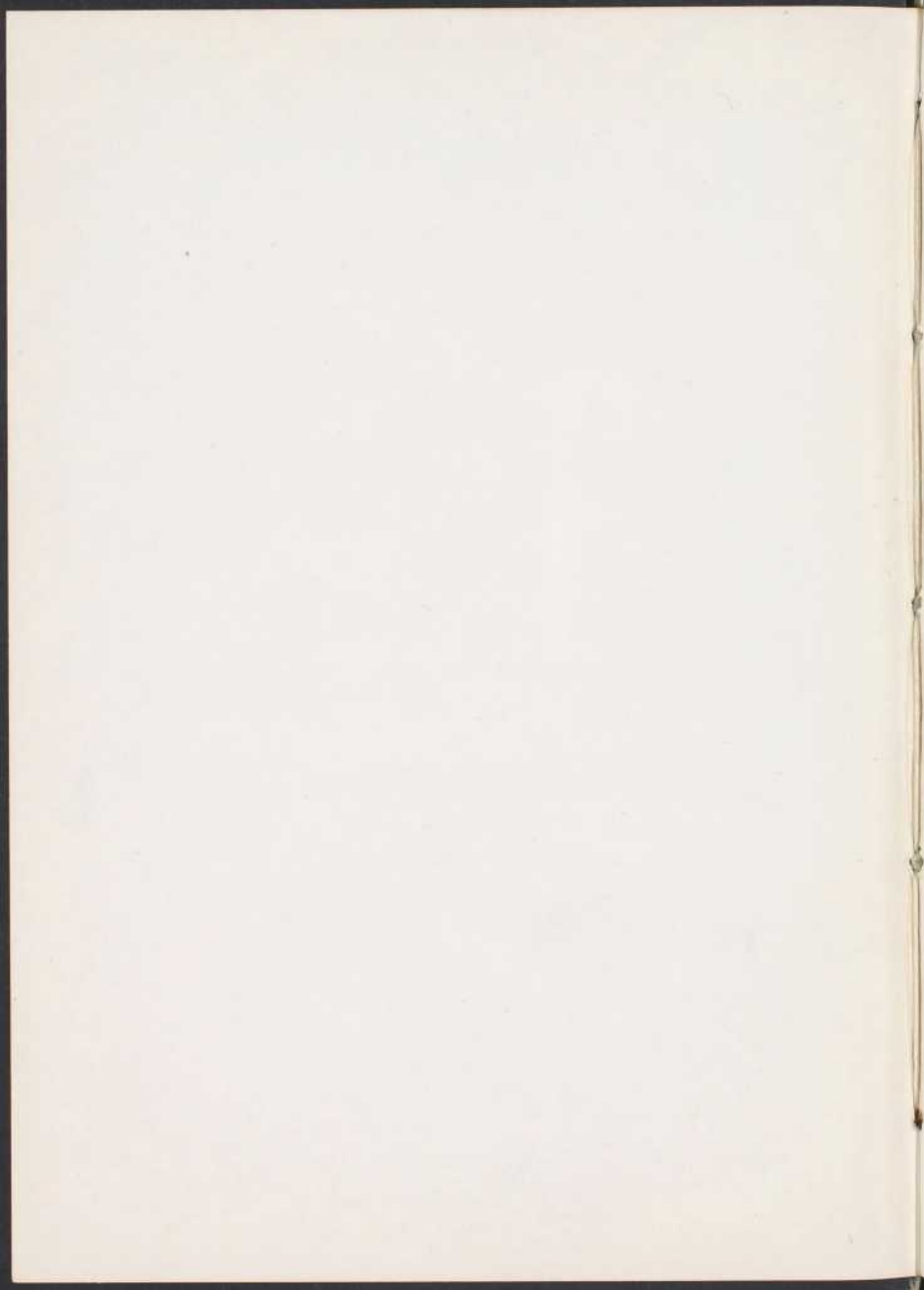
S'ADRESSER :

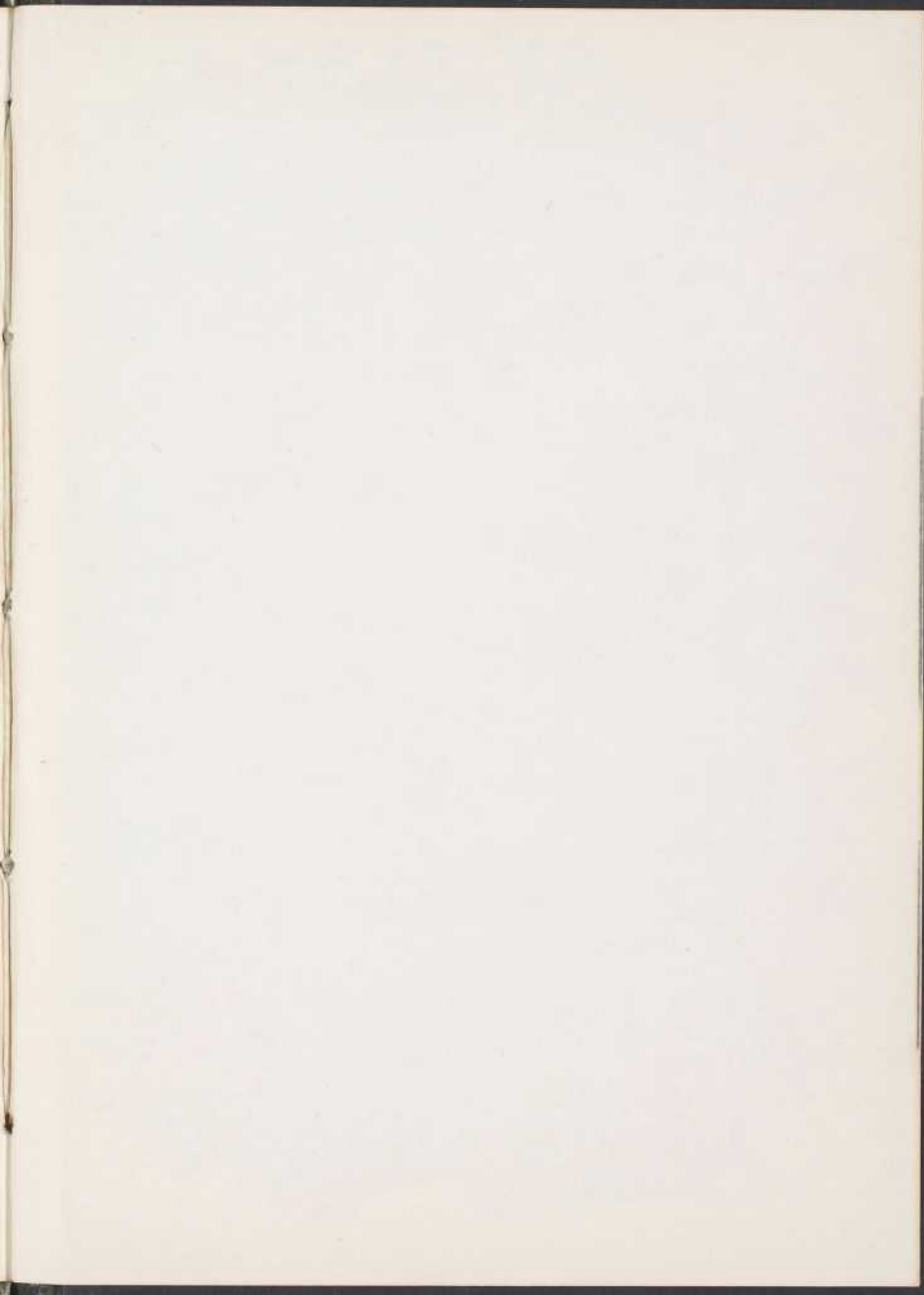
Ligue des Consommateurs,

1021, rue Sanguinet,

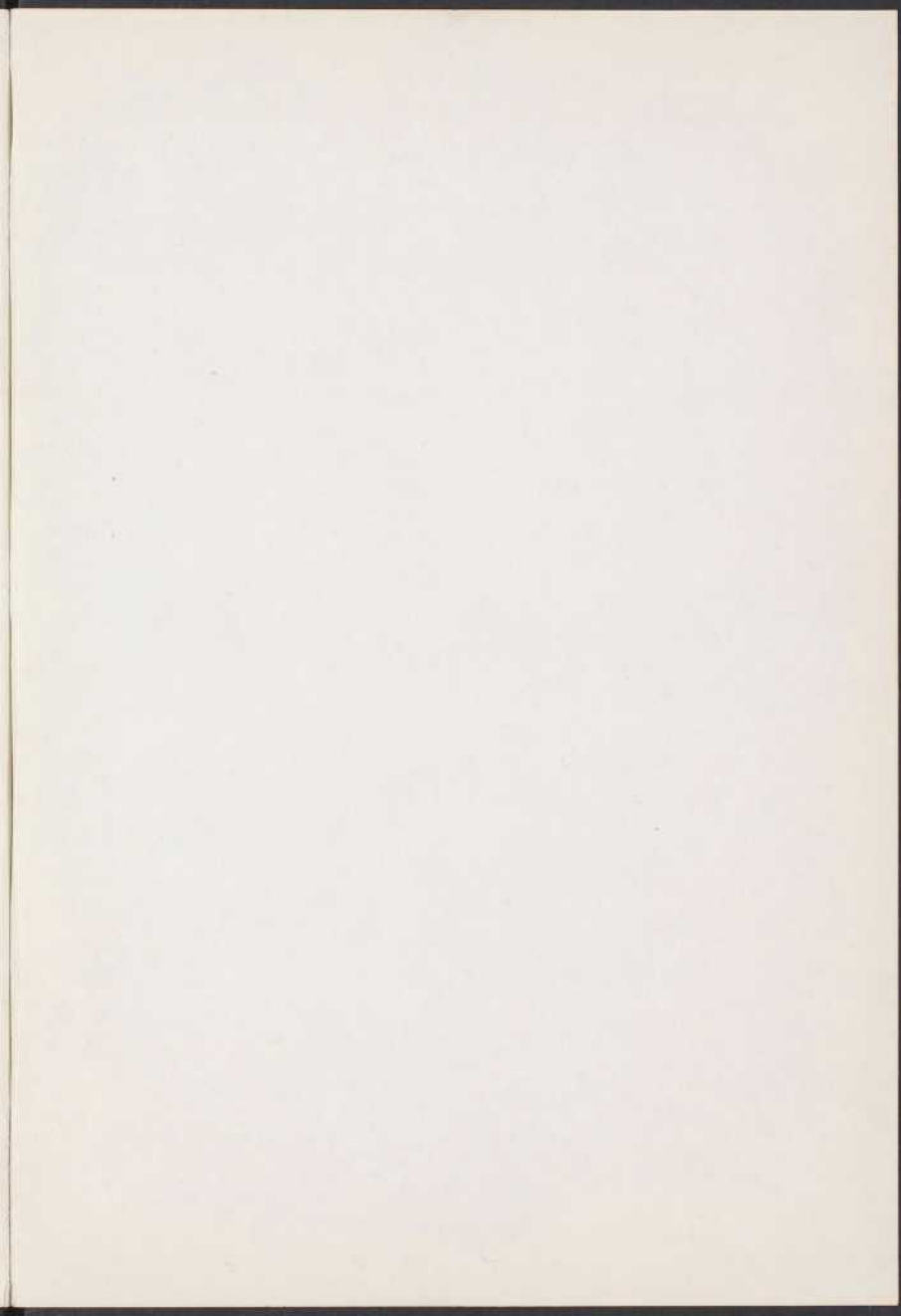
MONTREAL













BNQ



000 374 583

